

LA POLITIQUE FRANÇAISE DU BLÉ DEPUIS LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Lundi 18 Mai 1936, à 14 heures

PAR

Robert GROISNE

MEMBRES DU JURY :

Président : M. TRUCHY

Suffragants : { M. NOGARO } Professeurs
 { M. PIROU }

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, rue de Constantinople (8^e)

1936

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

LA POLITIQUE FRANÇAISE DU BLÉ DEPUIS LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Lundi 18 Mai 1936, à 14 heures

PAR

Robert GROISNE

MEMBRES DU JURY :

Président : M. TRUCHY

Suffragants : { M. NOGARO } Professeurs
 { M. PIROU }

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, rue de Constantinople (8°)

1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



PREMIÈRE PARTIE

Période de disette

PRELIMINAIRES

Avant guerre, le marché français du blé fonctionnait sans heurts. La production, atteignant en moyenne 90 millions de quintaux par an, était à peu de choses près suffisante pour répondre aux besoins de la consommation ; le surplus, 4 millions de quintaux environ, était importé de quelques grands pays céréaliers, telle la Russie, dont les excédents étaient à peu près constants.

La guerre changea complètement les choses, posant au premier plan l'angoissante question du ravitaillement. L'effondrement brutal de la production, causé à la fois par l'invasion de nos plus riches régions de culture et par la mobilisation des travailleurs ruraux, nous obligea à demander davantage aux importations ; puis, celles-ci étant devenues bientôt aussi difficiles que coûteuses, il fallut en venir aux solutions rigoureuses. Par l'intermédiaire du « Service du Ravitaillement », l'Etat se mit en devoir d'assurer l'approvisionnement général, en réquisitionnant les récoltes et les stocks, en les répartissant à travers le territoire et en imposant aux consommateurs de pain les restrictions justifiées par la situation.

Tout le monde aurait été heureux, après la signature du Traité de paix, de voir disparaître ce dur régime de privations et d'inquisition ; mais il eut été hasardeux de répondre immédiatement à ces aspirations, car les mêmes raisons qui avaient fait instaurer le Service du Ravitaillement en imposaient le maintien. Les importations étaient restées très difficiles, la production demeurerait très insuffisante : abandonnée au gré du commerce dans les conditions normales, la distribution du blé ne

se serait peut-être pas faite avec la parcimonie nécessaire et le consommateur aurait été victime soit d'une hausse excessive des prix, soit de privations un peu trop rigoureuses.

C'est donc seulement le 1^{er} août 1921 que la liberté fut rendue au marché (1). Mais à cette date, encore qu'une sensible amélioration se soit déjà manifestée, toute inquiétude n'était pas écartée.

Les emblavements qui, durant la période 1901-1910, oscillaient autour de 6.500.000 hectares, ne dépassaient guère 5 millions d'hectares. Un bon rendement obtenu pour la campagne 1920-1921 avait porté les résultats au même niveau, mais ce rendement avait été provoqué par des conditions atmosphériques exceptionnellement favorables, en sorte que l'on ne pouvait compter avec lui pour les années suivantes. La consommation, il est vrai, avait bien diminué; comprimée par les restrictions de toute nature qui lui avaient été imposées, elle était tombée de 94 à 87 millions de quintaux. Mais si importante fut-elle, cette différence était encore insuffisante pour compenser le déficit énorme de la production.

Dans ces conditions, l'approvisionnement du pays ne pouvait être assuré, du moins avant quelques années, que par de très larges appels aux importations. Or, à l'époque, cette perspective n'était pas envisagée sans appréhension.

Les cours mondiaux, commandés par les pays nord-américains devenus grands pourvoyeurs, avaient en effet atteint un niveau très élevé. Importer dans de telles conditions de grosses quantités de blé supposait un sacrifice financier d'autant plus inopportun que la défense du franc exigeait un redressement rapide de notre balance commerciale.

Au surplus, même si nous nous étions trouvés en mesure de faire un tel sacrifice, rien ne prouvait que nous puissions nous procurer les quantités nécessaires pour compléter notre appro-

(1) Le retour à la liberté fut décidé par la loi du 5 août 1920. Cette loi, qui avait été votée avec beaucoup d'hésitations, ne prévoyait aucune transition entre le régime de guerre et la liberté. Une loi du 5 mai 1921, votée à un moment où une sérieuse amélioration avait pu être constatée, ménagea cette transition en rétablissant la liberté de circulation des céréales indigènes et des farines à l'intérieur du territoire.

visionnement. Durement éprouvés les uns par la guerre, l'autre par la Révolution, les Etats danubiens et la Russie avaient cessé d'exporter pour devenir importateurs. L'extension de la culture du blé prise aux Etats-Unis et au Canada suffisait à peine à les remplacer, aussi à plusieurs reprises eut-on de réelles inquiétudes. Ainsi, M. Victor Boret pouvait-il déclarer en 1923, lors de la semaine nationale du blé : « Il faut que chacun sache que la production du blé diminue alors que la consommation du pain augmente partout ; *si trois récoltes déficitaires se succédaient chez les uns et chez les autres des pays exportateurs, le monde pourrait manquer de pain.* »

Un effort de redressement énergique s'imposait donc chez nous. Pour réduire au minimum les importations, il fallait à tout prix relever la production et, sinon, restreindre la consommation. En fait, ce sont là les deux grandes idées directrices qui devaient dominer la politique du blé après la guerre. Deux titres distincts en exposeront l'économie et l'application.

TITRE PREMIER

INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

Généralités

Le moyen le plus logique et le plus sûr pour faire disparaître le déséquilibre du marché consistait de toute évidence à relever la production à son niveau d'avant-guerre et, si possible, à un niveau supérieur. Le rapporteur, devant le Chambre, de la loi du 5 août 1920 l'avait fort bien compris lorsqu'il écrivait :

« Il est nécessaire avant tout de se bien persuader que l'intérêt du consommateur est le prompt retour à notre production d'avant-guerre, correspondant à nos besoins et lié par conséquent intimement à l'intensification de notre culture du blé. L'intérêt du pays tout entier est lié du reste à la prospérité de l'agriculture qui en est sa véritable richesse nationale » (1).

Par la suite, bien des parlementaires et de nombreuses compétences agricoles devaient tenir des propos analogues attestant leur désir de voir la culture du blé français se relever rapidement.

Ce désir ne s'est pas traduit uniquement par des paroles : il

(1) Rapport de M. OUVRE. Sénat, n° 1046, 11 juin 1920.

s'est manifesté aussi sous forme de vastes programmes dont la proposition de M. Valière et de plusieurs de ses collègues, en date du 28 août 1919, fut parmi les premières expressions. M. Valière demandait à l'époque l'ouverture d'un crédit d'un milliard destiné à la réorganisation de l'agriculture française. Sur cette somme, une fraction importante aurait été consacrée à l'achat de machines agricoles d'un usage collectif, telles que machines à battre, moissonneuses-lieuses, faucheuses, trieurs, tracteurs, motoculteurs, à la création d'emploi d'ingénieurs agricoles, conseillers techniques des cultivateurs, à l'installation de laboratoires d'analyses pour les terres et les engrais, à des recherches pour l'amélioration des méthodes de culture, etc...

A la même époque, M. Caziot, agronome réputé, soutenait que l'avenir serait irrémédiablement compromis si cinq milliards n'étaient pas tout de suite employés à la rénovation de nos terres et au renouvellement de nos méthodes de culture. Depuis lors, de nombreuses suggestions dans le même sens ont été formulées ; il serait trop long de les rappeler ici, aussi nous bornerons-nous à signaler les principales.

En janvier 1927, M. Queuille, Ministre de l'Agriculture, publiait un vaste programme d'intensification de la production agricole qui comportait l'organisation d'une campagne en faveur de la culture du blé. Le 28 juin 1928, c'était M. Alexandre Duval qui, dans une proposition de résolution longuement motivée, invitait le Gouvernement à provoquer l'augmentation de la production du blé par une protection douanière appropriée, par une politique des transports, des engrais, de la main-d'œuvre, de dégrèvements fiscaux, etc... A la veille de la récolte excédentaire de 1929, M. Chagnaud et plusieurs de ses collègues, inquiets de la diminution des emblavements, demandaient l'ouverture de crédits destinés à accorder des primes pour chaque hectare emblavé en sus de ceux recensés et des primes pour tout rendement supérieur à la moyenne départementale ou régionale. Citons encore le rapport du budget de l'Agriculture pour 1928 dans lequel M. Valière faisait ressortir que les crédits destinés à l'agriculture étaient relativement plus élevés à l'étranger qu'en France et que c'était une anomalie à faire disparaître.

Des discours et des programmes noir sur blanc il y en a donc eu beaucoup. S'ils n'ont pas été suivis, du moins ont-ils eu le mérite de rappeler aux dirigeants la voie que leur traçait la situation. Ils les ont incités à rechercher des améliorations dans tous les domaines et il serait injuste de nier les efforts accomplis depuis la guerre en faveur de la production. Les réformes, les encouragements, les créations nouvelles n'ont pas été réalisées suivant un plan d'ensemble, élaboré au jour où la liberté fut rendue au marché du blé. Fragmentaires pour la plupart, elles ont été inspirées par le souci, constamment évoqué au Parlement et par des groupements autorisés, d'opérer un relèvement indispensable à la prospérité du pays.

Puisqu'il n'y a pas eu de plan d'ensemble, que les mesures prises l'ont été un peu au hasard, il n'est pas de méthode qui s'impose particulièrement pour l'exposé de la politique de production. Pour la clarté, il semble seulement nécessaire de faire une distinction entre les mesures d'encouragement apportées directement aux agriculteurs, et celles qui, au contraire, devaient indirectement les inciter à produire.

Dans la première catégorie se placent tous les efforts qui ont été effectués en vue d'améliorer les conditions de la production et les points sur lesquels ils ont porté sont extrêmement nombreux : politique des engrais, remembrement, dégrèvements fiscaux, outillage agricole, coopérations, etc... Dans la seconde catégorie, il faut faire entrer les tentatives qui ont été réalisées pour assurer au producteur une vente rémunératrice de son blé ; c'est même là, qu'à notre avis, résidait en grande partie la solution du problème de la disette. Les cultivateurs ne devaient être portés en effet à s'adonner à la culture du blé que s'ils avaient la certitude de recueillir des bénéfices et dans ce cas il y avait tout lieu de compter sur un développement de la production.

CHAPITRE II

Les conditions de la production

Pendant la période qui a précédé la guerre, la production s'était maintenue à un niveau satisfaisant parce que les surfaces emblavées étaient très importantes et dépassaient régulièrement 6.500.000 hectares. Ainsi étendues, les cultures permettaient de suppléer à la faiblesse du rendement moyen qui oscillait de 10,50 quintaux à l'hectare à 15 et jusqu'à 15,75 dans les très bonnes années.

Après la guerre, il en allait tout autrement, puisque les superficies emblavées avaient été très réduites et que l'on pouvait difficilement espérer les relever au niveau d'avant-guerre. Pour compenser la perte de récolte qui, fatalement, devait résulter de cette différence, il n'y avait qu'un seul moyen : améliorer les rendements.

Les grands propriétaires, gens instruits, pourvus de capitaux, étaient en mesure d'améliorer spontanément leurs exploitations, mais ces grands propriétaires passaient pour une minorité dont l'activité ne tenait qu'une place bien faible dans l'ensemble de la production ; ce n'était pas sur eux que l'on pouvait compter pour combler le déficit creusé par la guerre. C'était sur les paysans et les fermiers, immense majorité des cultivateurs, et c'est donc de ces derniers que l'on attendait un effort technique susceptible d'élever sensiblement le niveau des rendements. Or, petits propriétaires ou fermiers, profondément attachés à leurs terres et à leurs traditions, exploitaient leur champ suivant des méthodes quelque peu antiques qu'ils ne songeaient guère à

modifier. Ils produisaient dans des conditions qui pouvaient paraître archaïques en comparaison de celles pratiquées dans les pays de grande culture et ne comptaient guère pour obtenir de bonnes récoltes que sur des conditions météorologiques favorables.

Vouloir changer la mentalité de cette partie de la population supposait un effort considérable, du moins le pensait-on après la guerre. Il fallait bouleverser absolument les traditions ; le champ d'action était extrêmement vaste, et si nos dirigeants étaient décidés à faire quelque chose, ils ne savaient pas exactement sur quels points et comment devaient porter leurs efforts. Il y a bien eu en 1922 (1) une sorte de plan qui avait été mis sur pied par M. Rabate à l'instigation de M. Chéron, Ministre de l'Agriculture. Ce plan prévoyait une propagande intensive en faveur d'une amélioration des méthodes de culture ; il confiait aux offices départementaux agricoles, aux services agricoles, aux préfets, aux collectivités locales et aux groupements syndicaux ou coopératifs, le soin de propager dans les milieux paysans l'emploi de méthodes modernes ; mais, si importante que soit cette action, elle ne suffisait pas cependant. Si l'on voulait réellement équiper l'agriculture, et notamment les paysans, en vue d'une production intensive du froment, il fallait également s'attaquer à d'autres réalisations. Il fallait développer la coopération, entreprendre des travaux de drainage, développer l'enseignement agricole, en un mot réformer les conditions de la production.

Cette énorme tâche qui, à l'époque, était apparue à certains comme irréalisable avant de longues années, devait se poursuivre progressivement et même très rapidement. Nous allons nous efforcer de l'évoquer.

1° *Les méthodes de culture.* — Au paysan, au petit cultivateur qui travaillait sa terre sans aucune préoccupation scientifique, on s'est efforcé d'inculquer cette idée qu'il devait cultiver son sol d'une façon rationnelle. On lui a appris que dans la plupart

(1) Annexe à la Circulaire du Ministère de l'Agriculture en date du 12 octobre 1922.

des cas, il avait avantage à labourer profondément, que les assolements ne devaient pas être faits au hasard, que l'emploi des engrais n'a de valeur que dans la mesure où il est adapté à la composition du terrain. On lui a prouvé qu'il avait tort de ne pas bien tenir le fumier de ses animaux en lui montrant que ce fumier mal entretenu perdait une grande partie de ses qualités ; que pour avoir du bon fumier il avait avantage à développer les prairies artificielles. Son attention a été attirée sur les soins qu'il convient d'apporter au grain qui lève : nécessité de traiter les grains contre la carie éventuelle (dans beaucoup de champs, en 1922, la carie avait fait perdre 5, 10 et jusqu'à 20 % de la récolte), nécessité de détruire les animaux nuisibles et les mauvaises herbes. Des conseils lui ont été donnés sur les opérations à effectuer au printemps, hersage, roulage, sarclage, et d'une façon générale il a été initié aux méthodes plus modernes de culture.

Bien entendu, cette sorte d'éducation qui a été ainsi opérée n'a pas été faite au hasard. Il a fallu au préalable déceler les méthodes qu'exigent dans chaque région la nature du terrain et les conditions climatiques. Ce fut l'œuvre des laboratoires et stations agronomiques dépendant du Ministère de l'Agriculture. Placés sous le contrôle de l'Institut des recherches agronomiques, lequel avait été créé par l'art. 79 de la loi du 30 avril 1921, ces laboratoires et stations étaient répartis sur tout le territoire et dans leurs circonscriptions respectives, ils avaient pour mission de procéder aux études de phytogénétique, d'agronomie et biologie des sols, de microbiologie, etc... et de toutes les sciences intéressant la culture. Ils étaient, en somme, chargés de découvrir et de vérifier les meilleures méthodes qu'il y avait intérêt à employer.

Les Offices départementaux agricoles dont la création, le 6 janvier 1919, avait pour but de faciliter l'intensification de la production, travaillaient en liaison avec les laboratoires et stations. Ils procédaient à des expériences pratiques de façon à bien vérifier la valeur de chaque découverte et, une fois certains de cette valeur, ils se livraient à une propagande intensive. Grâce aux crédits assez importants dont ils disposaient et à leur caractère officiel, ils avaient la possibilité de convaincre un très

grand nombre de cultivateurs. Soit d'eux-mêmes, soit par l'intermédiaire des groupements agricoles et des collectivités locales, ils ont organisé des concours spéciaux, des démonstrations d'instrument, des conférences et distribué des revues, journaux ou brochures. Certains d'entre eux ont même créé des fermes de démonstration où ils invitaient les fermiers et propriétaires à venir constater les résultats obtenus grâce à l'emploi de méthodes modernes.

2° *Sélection des semences.* — La propagande en faveur du perfectionnement de ces méthodes a été doublée d'une action non moins active pour l'emploi de semences sélectionnées à haut rendement.

D'une part, les cultivateurs ont été invités à nettoyer, trier, calibrer et mélanger leurs semences de façon à en éliminer les impuretés et à ne semer que du grain de bonne qualité. D'autre part et surtout, ils ont été orientés vers l'utilisation de semences productives. Aux variétés autrefois cultivées qui, souvent, n'offraient pas la résistance voulue aux gelées, à l'échaudage et à la rouille, on leur a conseillé de substituer des blés plus robustes et mieux adaptés aux conditions climatiques. C'est ainsi qu'a été répandu progressivement l'usage de blés « de pays » particulièrement résistants aux intempéries et suffisamment sains pour arriver à maturité sans que trop de graines soient perdues.

Mais l'effort le plus considérable, et aussi celui qui devait avoir les répercussions les plus efficaces, consista à améliorer les variétés comme à en créer de nouvelles. Les laboratoires et stations agronomiques, les savants, les maisons de graineterie, se sont livrés à des expériences multiples portant sur une quantité d'échantillons et ils ont découvert des semences à haut rendement.

En 1925, la station botanique des Etablissements agricoles de Roy, que nous prenons pour exemple, était arrivée à obtenir les rendements suivants :

Wilson	45,60 quintaux
Japhet Darsel	43,70 »
Hybride Vilmorin	41,80 »

Geffroy	38,95 quintaux
Oscar Benoist	38,90 »
Hybride hâtif inversable.....	35,10 »
Bon fermier	32,20 — »

Ces résultats étaient déjà remarquables, mais ils ont été depuis bien améliorés. On arrive maintenant à obtenir 55, 60 et même 70 quintaux à l'hectare. Rien n'illustre mieux du reste l'étendue de ce progrès que la communication faite à l'Académie d'Agriculture, le 24 octobre 1934, par MM. Ch. Lafite et Caudron, ingénieurs agricoles.

D'une enquête par eux effectuée, il résultait que la moyenne de 35 quintaux à l'hectare *pour l'ensemble d'une ferme* est assez facilement atteinte en année favorable et que dans certaines exploitations, on arrivait aux chiffres record de 60 et même 70 quintaux cités plus haut. D'autre part, si l'on prend la culture française dans son ensemble, on constate qu'elle a suivi le mouvement et que, sans doute, grâce à la propagande intense, elle a substitué très rapidement les blés nouveaux et de qualités remarquables obtenus par la sélection à ses semences anciennes ou dont le rendement lui paraissait déjà au-dessous des possibilités. C'est ainsi qu'en 1934, le Vilmorin 13 qui, précédemment, avait recueilli les faveurs de la culture et qui couvrait 900.000 hectares, a été progressivement abandonné. Il a été remplacé par la nouvelle variété de M. Camille Benoit, l'hybride 40, lancée en 1931 et qui était encore plus productive.

Ces semences destinées surtout aux régions de culture intensive ont pénétré dans une faible mesure les régions de moins bonne culture. Pour ces dernières, il fallait des variétés spéciales adaptées aux conditions climatiques et géologiques : c'est là précisément que les stations et laboratoires de l'Institut de recherches ont eu à intervenir en recherchant le perfectionnement des blés de pays. Une amélioration de cette nature pouvait, selon M. Schribaux, donner une augmentation de récolte allant de 10 à 15 quintaux à l'hectare. Aujourd'hui, nous sommes bien près de l'avoir réalisée, puisque dans la communication précitée on signalait que des hybrides nouveaux capables de supporter le froid ou la chaleur, de réussir dans les

petites terres ou dans les sols trop argileux, viendront augmenter, dans des proportions considérables, le rendement du Centre et du Midi.

Ces énormes améliorations ont été réalisées en grande partie par des sélectionneurs, mais l'action de ces sélectionneurs, si elle a été spontanée, a tout de même subi dans une certaine mesure l'impulsion de la politique de production prônée par le Ministère de l'Agriculture. Ils ont été invités à poursuivre leurs travaux et si certains d'entre eux n'ont pas reçu de subventions, du moins ont-ils été primés pour avoir atteint des records. Des sommes importantes ont été dépensées au titre du budget pour la sélection des semences et le budget de 1928 comportait même un crédit nouveau de 6 millions qui était précisément destiné à encourager les travaux d'amélioration des semences. En 1929, ce sera l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture qui demandera qu'un très gros effort soit fait pour aider les sélectionneurs à doter le pays de variétés de blé à grands rendements en même temps que riches en gluten.

3° *L'outillage agricole* (1). — Pour hâter la modernisation des méthodes de culture et dans certains cas pour suppléer au manque de main-d'œuvre, il a été fait appel aux engins mécaniques. Pendant la guerre, on y avait eu recours, mais sur une petite échelle, et les résultats obtenus avaient été assez décevants. Aussi, lorsqu'on voulut développer l'emploi des machines, il fallut aller contre un préjugé. Le Ministère de l'Agriculture dut accorder des subventions atteignant jusqu'à 50 % de la valeur totale de l'instrument (2). Les sommes ainsi dépensées ont dépassé 15 millions en 1919 et la suppression des subventions, le 15 mars 1922, n'a fait que transformer la façon de développer l'outillage agricole.

Par une loi du 10 mai 1921, il a été en effet constitué un comité central de culture mécanique composé d'agriculteurs, d'ingénieurs et de représentants des chambres syndicales de

(1) Voir à ce sujet un article paru en 1932 dans la *Revue d'Economie politique* (pp. 1382 et s.) et intitulé : « Le Machinisme et l'Agriculture. »

(2) Arrêté des 7 septembre 1915, 16 juillet 1919, 29 décembre 1919.

constructeurs français de tracteurs agricoles. Doté d'abord d'un crédit de 200.000 fr., puis d'un crédit réduit à 100.000 francs, ce comité a effectué des travaux assez importants : expériences sur tracteurs à gazogène, à Essonnes en 1923, expériences de longue durée dans les fermes, exposition de motoculture en 1924, à Buc, et, à Paris, congrès des carburants nationaux. Ces différentes expériences et manifestations se sont poursuivies chaque année dans l'intérêt simultané des constructeurs et des cultivateurs. Elles ont été complétées par l'organisation d'un salon annuel de la machine agricole qui se tient à Paris et qui reçoit une subvention du Ministère de l'Agriculture.

Mais la vulgarisation de l'outillage mécanique a été activée surtout par l'effort constant des offices agricoles. Plus près des cultivateurs, ils ont pu avec fruit multiplier les essais pratiques et les concours. Ils ont distribué des subventions importantes qui ont permis des achats individuels et surtout des acquisitions collectives portant sur des instruments coûteux. Ainsi, jusque dans les communes rurales les plus reculées, des cultivateurs qui, auparavant, ignoraient l'usage de la machine, en sont venus à disposer d'instruments perfectionnés leur permettant de faire un travail meilleur et plus complet. L'électrification des campagnes a ajouté encore à ces facilités en mettant à leur disposition une énergie qu'ils peuvent utiliser à leur gré pour la bonne marche de leur exploitation.

On se fera une idée de la rapidité avec laquelle s'est propagé l'emploi des machines agricoles si l'on se réfère à l'œuvre accomplie dans la Haute-Vienne. Dans ce département, qui n'est cependant pas une terre d'élection pour la culture du blé, l'Union fédérale des syndicats agricoles a réparti entre ses adhérents près de huit cents machines en l'espace de sept ans. Cet effort considérable a doté l'agriculture limousine d'un outillage moderne qui donne toute facilité pour une exploitation intensive.

4° Politique des engrais. — Avant la guerre, les engrais étaient largement utilisés, mais surtout par les grandes exploitations agricoles. Les cultivateurs plus modestes n'en connaissaient pas toujours les avantages ou répugnaient souvent à effectuer les dépenses nécessaires. Dans le cadre de sa politique d'intensifi-

cation de la production, le Gouvernement avait donc devant lui une importante mission à remplir pour vulgariser l'emploi des engrais et les mettre à la portée des paysans et des fermiers les moins fortunés. Il s'y employa avec ardeur.

Par l'intermédiaire des offices départementaux et régionaux, il a entrepris une campagne de propagande intensive invitant les cultivateurs à inaugurer ou développer l'emploi d'engrais appropriés. Des démonstrations ont été faites, des concours ont été organisés et cette action s'est étendue jusque dans les communes les plus retirées grâce à l'intervention des syndicats agricoles locaux et des collectivités. D'autre part, les industries productrices se sont également préoccupées de faire connaître leurs produits par une large publicité qui a touché un grand nombre de cultivateurs. Après plusieurs années d'une telle propagande, ce n'est pas trop s'avancer que d'affirmer qu'aujourd'hui l'ensemble des cultivateurs connaissent les engrais et leur utilité et que s'ils n'en font pas toujours un emploi intensif c'est qu'ils sont arrêtés par une question de prix.

Or, sur ce terrain des prix, les Pouvoirs publics ne sont pas demeurés inactifs ; ils ont cherché dans toute la mesure du possible à mettre les engrais à la portée de tous. Voici, brièvement résumée, la politique qui a été suivie pour chaque catégorie d'engrais.

Engrais azotés : Cession des engrais azotés livrés par l'Allemagne au titre des prestations en nature à des prix en rapport avec la situation agricole.

Construction à Toulouse d'une usine pour la fabrication des azotés synthétiques.

Engrais phosphatés : Réalisation entre les producteurs de phosphates algériens, tunisiens et marocains d'une entente assurant à des conditions avantageuses un large approvisionnement de la Métropole.

Conclusion d'un accord avec les producteurs de scories Thomas assurant aux agriculteurs français la fourniture de scories par priorité et à des prix inférieurs à ceux pratiqués pour l'exportation.

Engrais potassiques : Fourniture par priorité aux agriculteurs français pour toutes les catégories de sels de potasse, bruts ou

raffinés, et application d'un prix spécial pour les livraisons à l'intérieur.

En outre, d'importantes subventions ont été distribuées. Ces subventions qui ont été inaugurées en 1925 pour aider les achats d'engrais azotés ont atteint jusqu'à 18 millions en 1926, et encore ce chiffre déjà élevé ne donne-t-il qu'une idée imparfaite de ce qui a été fait, puisque dans la plupart des départements le Conseil général s'est associé à l'Etat pour verser des primes à la consommation des engrais. En ce qui concerne les phosphates, un accord a été conclu avec les exploitations nord-africaines, accord aux termes duquel les industriels s'engageaient à verser 1 franc par tonne exportée pour donner au Ministre de l'Agriculture le moyen de développer l'emploi des engrais phosphatés par dégrèvement des frais de transport ou par des primes directes.

Ce n'est pas tout. Le Ministre de l'Agriculture est intervenu à plusieurs reprises auprès des Compagnies de chemins de fer, par l'intermédiaire du Ministre des Travaux Publics, afin d'obtenir une amélioration des conditions de transport des engrais. Satisfaction lui a été donnée pour certains d'entre eux, notamment en faveur des scories de déphosphoration, de la sylvinite, du chlorhydrate d'ammoniaque et de la chaux agricole en sacs (1).

La politique d'encouragement qui a été ainsi adoptée et dont nous ne faisons ici que rappeler les grandes lignes n'a pas été stérile. Depuis 1913, la consommation des engrais azotés a progressé d'un tiers et celle des engrais phosphatés a sextuplé. Voici du reste les chiffres traduisant cette progression (en tonnes métriques) :

STATISTISTIQUES DE L'ANNUAIRE LAMBERT

(tonnes métriques d'éléments chimiques purs)

	1913	1927	1929	1933
<i>Acide phosphorique</i>	341.500	408.000	482.775	358.500
<i>Azote</i>	76.800	115.200	164.771	153.109
<i>Potasse</i>	31.149	135.698	175.649	190.000

(1) Rapport du Budget de l'Agriculture de 1928.

Dans le même temps, la consommation par hectare labouré s'est élevée d'une façon sensible (en kilogrammes) :

Phosphates et superphosphates ..	80,5	98
Scories de déphosphoration	17	37
Engrais potassiques	1,38	10,2
Engrais azotés	18,6	42,5

Certes, ces chiffres ne sont pas aussi élevés que ceux enregistrés à l'étranger, mais il n'y a pas lieu de s'appesantir sur une comparaison de ce genre, car on ne peut absolument pas comparer la culture telle qu'elle est pratiquée en France et celle de l'étranger. Ce qu'il convient de remarquer, c'est la progression très nette qui s'est produite en l'espace de quelques années, progression qui n'est pas restée sans influence sur les capacités de la production agricole et notamment de la production du blé.

5° *Génie rural. — Electrification des campagnes.* — Les conditions d'une production ne dépendent pas uniquement des efforts qui sont effectués spécialement en vue de son développement. Elles tiennent également à d'autres facteurs d'ordre plus général qui tendent à faciliter l'exploitation du sol. Dans ce domaine se placent les travaux réalisés pour l'assainissement des terres, le remembrement et, dans une certaine mesure, l'électrification des campagnes..

Les améliorations réalisées à ces différents points de vue depuis la guerre sont loin d'être négligeables. Opérées parfois spontanément ou avec le concours des offices agricoles et des syndicats locaux, elles l'ont été le plus souvent grâce à l'intervention du service bien connu sous le nom de « génie rural ».

Le génie rural avait été créé par décret du 3 avril 1903 : il s'appelait alors le service des améliorations agricoles et avait pour but de mettre à la disposition des populations rurales des ingénieurs conseils formés spécialement pour provoquer l'organisation d'associations syndicales et de groupements de cultivateurs désireux d'exécuter en commun des travaux collectifs d'améliorations foncières diverses. Il a été organisé en 1918 sur des bases plus larges et son rôle actuel consiste à prêter son

concours aux intéressés pour la réalisation des travaux d'irrigation, drainage et assainissements, remembrements, chemins agricoles, construction et aménagement d'immeubles coopératifs et pour l'établissement de réseaux ruraux de distribution d'énergie électrique.

Son œuvre en matière d'*assainissement et d'irrigation* depuis le jour de sa création se résumait ainsi en mars 1927 :

Irrigations : 12.775 hectares arrosés ; adduction d'eau pour usage agricole dans 703 communes groupant 100.590 habitants.

Assainissement par fosses ouvertes sur 24.553 hectares.

Drainage sur 21.821 hectares.

Chemins ruraux et d'exploitation : 4.511 kilomètres desservant 220.510 hectares de terres.

En matière de *remembrement*, il avait à remplir une tâche plus ardue, mais aussi plus fructueuse. Il n'est en effet contesté par personne que le fractionnement des domaines en une multitude de parcelles disséminées sur une grande étendue, et pour la plupart dépourvues de vois d'accès, présente de sérieux inconvénients au point de vue des rendements et du coût de la production. Le morcellement, l'enchevêtrement, enlèvent aux agriculteurs la liberté de l'assolement et des cultures et rendent presque impossible l'usage des machines agricoles. Aussi bien y a-t-il grand intérêt à modifier cette situation et c'est dans ce but qu'a été promulguée la loi du 27 novembre 1918, qui est venue compléter et remanier la procédure d'accords collectifs précédemment appliquée. Dans le cadre de cette loi, le génie rural a été invité à provoquer les opérations de remembrement et à les faciliter, ce qui n'était pas une petite affaire en raison du peu d'empressement qu'y apportent les intéressés.

Les résultats obtenus se chiffrèrent en 1931 par 13.215 hectares sur lesquels le nombre des parcelles avait été réduit de 50 à 80 %. Le total est bien mince, mais n'est pas négligeable si l'on veut bien se rappeler les difficultés que provoque toute opération de remembrement. Au reste, dans les régions dévastées, une procédure plus simple prévue par la loi du 4 mars 1919 a permis des remembrements portant sur des superficies beaucoup plus étendues, 30.000 hectares en Meurthe-et-Moselle, 16.000 hectares dans l'Aisne, 18.000 hectares dans la Marne, 70.000 hectares

dans la Somme, etc... L'ensemble des superficies désenchevêtrées depuis la guerre dépasse 250.000 hectares.

Plus impressionnants sont les résultats obtenus en ce qui concerne *l'électrification des campagnes*. Cette œuvre importante d'équipement rural qui apporte au domicile des cultivateurs la lumière et l'énergie susceptibles de faciliter ses travaux s'est poursuivie suivant un programme précis qui est aujourd'hui en grande partie rempli. Le génie rural a eu entre les mains un nombre considérable de projets qu'il a examinés, modifiés, rejetés ou remplacés ; il a procédé depuis la guerre à l'équipement de plusieurs milliers de communes qui sont maintenant pourvues de courant. Les subventions votées à ce titre se chiffrent chaque année par dizaines de millions.

6° *Main-d'œuvre*. — La guerre avait porté un coup très rude à l'agriculture en la privant d'un très grand nombre de travailleurs qui en ont été les victimes. Le trou qu'elle a ainsi creusé dans la population rurale a été agrandi encore par l'exode vers les villes qui n'a cessé de s'accroître au cours de ces dernières années. Il s'en est suivi une crise de main-d'œuvre qui n'a pas été sans retarder quelque peu le relèvement de la production. On a cherché à y remédier en faisant appel à l'outillage mécanique, mais la nature des travaux des champs ne permet pas toujours cette substitution. Le bras humain est nécessaire et c'est pourquoi on a dû aller chercher jusqu'à l'étranger. Ici encore les Pouvoirs publics ont apporté à l'agriculture un précieux concours.

Un service de la main-d'œuvre agricole avait été créé pendant la guerre (1) ; au lieu de disparaître, il a été réorganisé de manière à faciliter le recrutement des travailleurs nécessaires à la reconstitution de l'agriculture. Par l'intermédiaire des bureaux d'immigration établis aux frontières, il a permis l'introduction de contingents annuels très importants, ainsi que l'attestent les chiffres ci-dessous :

(1) Arrêté du Ministère de l'Agriculture du 3 janvier 1917.

1921....	55.822	1928....	61.687
1922....	72.976	1929....	68.450
1923....	77.071	1930....	92.828
1924....	87.927	1931....	76.463
1925....	71.784	1932....	56.675
1926....	63.160	1933....	62.375
1927....	45.547	1934....	60.350

Tous les étrangers qui sont ainsi entrés en France par l'intermédiaire du service de la main-d'œuvre ne sont pas restés, certains d'entre eux ne venant que pour les travaux saisonniers, d'autres ayant regagné leur pays pour une raison quelconque. Il n'empêche qu'au dernier recensement on comptait plus de 200.000 étrangers occupés dans l'agriculture. C'est là un sérieux appoint qui a tout de même contribué dans une certaine mesure à faciliter la reprise des cultures.

Au surplus, le service de la main-d'œuvre agricole ne s'est pas borné à introduire des ouvriers salariés ; il s'est employé également à reconstituer les petites propriétés abandonnées par leurs exploitants. De préférence il a fait appel à des familles françaises et c'est ainsi que s'est réalisée une véritable immigration intérieure des régions agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord vers la Dordogne dépeuplée. Malheureusement, ce genre d'immigration ne pouvait être que bien limité et c'est pourquoi il a fallu faire appel à des exploitants étrangers. Dans les départements du Gers, du Lot-et-Garonne et du Tarn-et-Garonne, le service de la main-d'œuvre a créé de véritables colonies italiennes qui cultivent la terre et s'assimilent fort bien aux usages de la région. Dans les départements du Nord, plusieurs milliers d'hectares sont entre les mains de propriétaires étrangers et il en est ainsi dans beaucoup d'autres régions où les bureaux départementaux de la main-d'œuvre agricole, en liaison avec le service de la main-d'œuvre et les associations ont fait remettre en culture des superficies assez importantes.

7° *Enseignement agricole.* — Le moyen le plus sûr de faire progresser les méthodes d'une profession quelle qu'elle soit consiste évidemment à éduquer les membres de cette profession

par un enseignement approprié. Pourvue d'une éducation de base, leur intelligence s'assimile avec beaucoup plus de facilité les transformations qui peuvent survenir dans la technique et, d'une façon générale, ils sont à même de travailler dans des conditions plus rationnelles et partant plus productives.

Aussi bien, pour mener à bien la politique de production intensive qu'il s'était tracée, le Gouvernement n'a-t-il pas négligé ce facteur important de propagande et de progrès. Certes, bien avant la guerre, il existait en France des écoles d'agriculture : l'Institut national agronomique, Grignon, Montpellier, Rennes, pour l'enseignement supérieur, ne sont pas des créations de l'après-guerre, non plus du reste que l'Ecole nationale d'horticulture de Versailles et l'Ecole nationale des industries agricoles de Douai, fondées respectivement en 1873 et en 1892. Il y avait aussi d'autres écoles plus modestes que l'on s'était efforcé d'organiser pour instruire les enfants des paysans, des sections agricoles dans certaines écoles primaires, etc... Mais, si l'on excepte les grandes écoles citées plus haut, les résultats obtenus étaient bien minces.

L'œuvre accomplie depuis le Traité de paix a consisté à mettre sur pied une organisation plus perfectionnée et surtout plus efficace. Dans les grandes écoles, dotées de crédits plus élevés, des cours et sections nouveaux ont été créés, permettant d'initier les élèves aux derniers progrès de la technique agricole. Il a été établi, en 1923, à Coëtlogon près Rennes, une Ecole nationale ayant pour but de former des agriculteurs et des femmes d'agriculteurs capables de diriger une exploitation et mieux remplir leur rôle de ménagères et de maîtresses de maison.

A côté de ces écoles qui s'adressent à des jeunes gens pourvus déjà d'une instruction secondaire, d'autres écoles, moins scientifiques, plus pratiques, ont été créées ou organisées à l'usage des enfants d'agriculteurs et de fermiers. Les Ecoles pratiques d'agriculture, créées le 30 juillet 1875, et organisées le 2 août 1918, constituent de véritables collèges agricoles où les élèves apprennent le métier d'agriculteur en même temps qu'ils reçoivent un enseignement général appliqué à l'agriculture. Elles sont actuellement au nombre de 37. Pour les cultivateurs qui désirent compléter leurs connaissances agricoles, il a été créé,

en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1918, des écoles d'agriculture d'hiver qui fonctionnent pendant la mauvaise saison, les unes établies dans des endroits fixes, au nombre de 58, les autres ambulantes au nombre de 40. Elles ont leur équivalent pour l'enseignement primaire avec les écoles agricoles ménagères fixes et ambulantes.

Le mode d'instruction qui semble avoir rencontré la plus grande faveur auprès des cultivateurs est l'enseignement post-scolaire agricole et ménager. Les cours sont donnés par des instituteurs, par cycles d'études de quatre années, à raison de 150 leçons par an. Ils portent sur l'agriculture, le génie rural, les machines agricoles, les animaux domestiques, l'économie rurale, etc... Plus de 1.000 cours ont été organisés groupant un effectif total supérieur à 15.000 élèves.

L'enseignement agricole s'effectue en outre sous les auspices d'organismes particuliers, tels que les fédérations et unions agricoles, qui ont fondé des cours spéciaux dans leurs régions respectives. Il est assuré également au moyen de cours oraux ou par correspondance et conférences donnés par les professeurs d'agriculture sous la direction des services agricoles départementaux. Enfin, le cinéma et la radiodiffusion, précieux auxiliaires de l'éducateur, sont venus compléter les moyens mis à la disposition de ces derniers, grâce à l'intervention du Ministère de l'Agriculture. Celui-ci a organisé des cinémathèques détentrices de films éducateurs qui sont prêtés aux organisations de propagande et d'enseignement, dotées elles-mêmes de subventions destinées à l'achat d'instruments de projection.

8° *Les groupements agricoles.* — L'amélioration des conditions de la production, que ce soit par le développement de l'enseignement, l'emploi rationnel des engrais et des semences riches, etc..., a été singulièrement facilitée par l'effort collectif des agriculteurs, par l'action syndicale et coopérative. Ce sont en effet les syndicats, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, qui ont puissamment secondé les offices agricoles dans leur propagande en faveur de l'intensification de la production. Ils ont invité leurs adhérents à suivre les directives qui leur étaient données sur la façon de cultiver la terre : ils ont mis leurs locaux

caux et leur influence à la disposition des offices et les facilités qu'ils ont ainsi données ont permis en maintes circonstances de toucher efficacement tel petit fermier ou petit paysan qui, sans cela, serait resté indifférent.

Leur intérêt : a) *Pour les achats en commun*

Et d'abord ils ont permis aux cultivateurs de s'approvisionner dans de bonnes conditions, grâce au système des achats en commun. La loi de 1884 ne leur donnait pas le droit de recourir à ce procédé coopératif ; nombre d'entre eux avaient cherché à se procurer à bon compte des engrais, des instruments agricoles ou d'autres produits, mais ils le faisaient timidement, presque en fraude. Comprenant l'intérêt qu'il y avait à développer ce rôle coopératif des syndicats, le Parlement a voté la loi du 12 mars 1920 qui autorisa les syndicats, sous réserve qu'ils ne distribueront pas de ristournes ou de bénéfices à leurs membres, à « acheter pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres, « tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, machines premières, outils, instruments, machines, engrais, semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le « bétail ».

Cette extension de la capacité syndicale a donné une impulsion formidable au mouvement syndical. On comptait en 1931, 14.968 syndicats groupant 1.910.538 membres contre 6.159 avec 1.083.957 membres en 1920, soit en l'espace de 11 années une augmentation de plus de 129 % des syndicats et de 76 % de leurs adhérents. Les uns et les autres ont usé très largement de leurs droits nouveaux, ce qui a permis à un très grand nombre de cultivateurs de se procurer à bon compte toutes sortes d'objets nécessaires à leurs travaux de culture, *ce qui ne pouvait que contribuer à alléger leurs prix de revient*. Ce ne sont du reste pas seulement les syndicats qui ont facilité ainsi l'abaissement des prix d'achat des matériaux nécessaires à la production, ce sont aussi les coopératives agricoles d'achat en commun constituées sous forme de sociétés et qui sont au nombre de 150 environ, les sociétés coopératives de consommation, etc...

Quelques exemples pris au hasard entre mille autres permet-

tront de juger de l'activité de ces groupements. Le Syndicat des Agriculteurs de Loir-et-Cher, qui compte environ 30.000 membres, a livré pendant l'exercice 1928 pour 47,5 millions de francs de produits et objets divers, dont 25 millions de francs d'engrais correspondant à 43.700 tonnes. Le Syndicat agricole d'Eure-et-Loir, qui groupe environ 14.500 membres, a livré à ses adhérents en 1929 pour 42 millions de francs de marchandises représentant un poids de 69.000 tonnes, dont 49.000 tonnes d'engrais. La Coopérative agricole de l'Union centrale des Syndicats des Agriculteurs de France effectue des opérations d'achat, non seulement pour le compte des syndicats agricoles, mais aussi pour des agriculteurs isolés. Elle a créé dans la région de Paris cinq grands entrepôts livreurs qui ont chacun un rayon d'action de 30 kilomètres ; en 1929, elle a effectué un chiffre d'affaires de 31 millions de francs et l'union qu'elle a fondée en 1926 et qui groupe 26 coopératives régionales totalise annuellement un chiffre d'affaires qui dépasse le demi-milliard.

b) *Pour le crédit*

Surtout avec le développement du machinisme et l'augmentation de niveau des prix consécutive à la dévalorisation du franc, il devenait impossible à beaucoup de cultivateurs peu aisés de se procurer certains instruments, d'acheter des terres ou autre chose, parce qu'ils n'avaient pas les disponibilités suffisantes. Le mécanisme du crédit était seul en mesure de remédier à cet inconvénient ; aussi bien le législateur a-t-il apporté tous ses soins à mettre sur pied une organisation spéciale conçue pour l'agriculture.

Dès avant 1894, plusieurs syndicats agricoles faisaient du crédit à leurs membres, cependant que s'étaient constituées des coopératives de crédit, affectant la forme de sociétés anonymes, en nom collectif ou à capital variable. Il s'agissait d'une organisation larvaire que l'Etat a cherché à développer par la loi du 5 novembre 1894, modifiée depuis à maintes reprises, laquelle a permis la constitution de caisses locales de crédit agricole mutuel. La loi du 17 novembre 1897, en mettant à la disposition de ces caisses une avance de 40 millions et une subvention

annuelle variant de 2 à 5 millions, mises l'une et l'autre à la charge de la Banque de France en contrepartie du renouvellement de son privilège, les a pourvues de ressources substantielles. Cette organisation a été complétée en 1899 par la constitution de caisses régionales destinées à répartir les avances entre les caisses locales, et en 1906 par la faculté donnée aux caisses locales d'accorder des prêts à long terme pour aider l'acquisition, l'aménagement et la transformation des petites propriétés rurales.

L'effort réalisé après la guerre a consisté à remanier et compléter l'organisation ainsi établie, de façon à vulgariser le crédit et le mettre en mesure de fournir tous les avantages que l'on peut attendre de son fonctionnement. La loi du 5 août 1920, en créant la Caisse nationale de crédit agricole, a établi un système à trois degrés. Au sommet se trouve la Caisse nationale, alimentée par les redevances de la Banque de France et les avances de l'Etat. Elle gère les fonds et fait des avances aux caisses régionales, réparties à raison de une par département ou portion de département et qui, à leur tour, font, sous forme d'escompte, des avances aux caisses locales mutuelles.

Ces dernières effectuent quatre sortes de prêts :

— les prêts à court terme, consentis sous forme de billets à ordre, à un intérêt ne pouvant dépasser 1 % le taux des avances sur titres de la Banque de France et pour une durée d'un an au maximum ;

— les prêts à moyen terme accordés dans les mêmes conditions pour une durée allant jusqu'à dix ans ;

— les prêts à long terme individuels, limités à 60.000 francs pendant 25 ans et au taux de 3 % ;

— les prêts à long terme collectifs consentis dans les mêmes conditions que les précédents, mais aux collectivités agricoles seulement.

Dire que le crédit agricole a remporté un succès considérable, qu'il a été largement utilisé, serait un peu osé, car les emprunteurs sont en nombre relativement restreint. Néanmoins, si l'on compare les chiffres de 1931 à ceux de 1910, on est amené à constater un développement considérable des opérations. Au cours de cette période de 20 années, les avances de l'Etat aux

caisses régionales ont passé de 50 millions à plus de 2 milliards. Les caisses locales qui, en 1910, étaient au nombre de 3.946 et groupaient 185.552 adhérents, sont passées au nombre de 6,125 groupant 500.524 adhérents.

*
**

A côté des groupements de crédit ou d'achat en commun se sont constitués d'autres organismes qui ont également apporté de précieux avantages à l'agriculture. Ce sont, par exemple, les caisses mutuelles d'assurance auxquelles l'Etat accorde chaque année d'importantes subventions et qui ont été complétées, le 31 mars 1922, par une caisse de solidarité contre les calamités agricoles, dotée d'un crédit de 100 millions. Ce sont les associations agricoles poursuivant des travaux d'intérêt collectif de défense contre les eaux ou d'améliorations fermières, tels que l'irrigation, le drainage, le dessèchement des marais, la création de chemins d'exploitation, etc... Seule la coopérative de production, du moins pour les céréales, est restée à l'état de possibilité. Tous les autres groupements se sont multipliés et développés, contribuant chacun à sa manière à la modernisation de la production.

Il faut noter encore les grands groupements d'intérêt général dont l'influence auprès des Pouvoirs publics a été considérable. Les Chambres d'Agriculture, en outre de leurs travaux d'intérêt régional, ont mené des campagnes vigoureuses pour la défense des intérêts qu'elles représentent. Leurs réclamations combinées avec celles des grandes associations ont, à plusieurs reprises, valu à l'agriculture des avantages sur le terrain douanier, commercial, fiscal, social, etc... et l'on ne saurait mieux illustrer la vigueur de leur action qu'en citant ce passage de l'Annuaire national de l'Agriculture où il est dit que « sur la question du blé, l'action des Chambres d'Agriculture, en liaison avec l'Association des producteurs de blé, a obtenu des résultats que la crise actuelle ne doit pas nous faire oublier. Si ces divers moyens ont été jusqu'ici impuissants à enrayer cette crise qui exige temporairement des moyens exceptionnels, la faute n'en est ni aux associations agricoles, ni aux Chambres d'Agriculture qui ont

exposé clairement aux Pouvoirs publics la situation actuelle et les besoins urgents des cultivateurs » (1).

9° *La Fiscalité.* — Nous n'avons nullement la prétention d'énumérer tous les points sur lesquels le législateur a cherché à réaliser des améliorations pour encourager la production du blé. Il en est un cependant que nous ne saurions laisser de côté en raison de son importance. Il s'agit de la fiscalité dont le niveau exerce sur ceux qu'elle touche une influence trop bien connue pour qu'il soit besoin de la souligner. Si l'on voulait que le cultivateur s'attache délibérément à augmenter sa production, il est de toute évidence qu'il ne fallait pas le frustrer du produit de son travail par un impôt trop lourd. Précisément, le législateur a fait preuve d'une assez grande modération vis-à-vis des agriculteurs, évitant de leur faire supporter une trop large part des charges que nécessitait le redressement financier de l'après-guerre.

Ce n'est pas là leur avis. M. Sirol, dans son ouvrage sur les problèmes français du blé, reprenant des propos qui avaient été tenus au Congrès de l'agriculture en 1930, soutient en effet que l'agriculture paie beaucoup plus d'impôts que l'on ne croit en général. Un habile calcul lui permet d'affirmer qu'en 1930 l'agriculture a payé 14.296 millions de francs d'impôts, soit 23,9 % du total acquitté par les contribuables français. Nous pourrions démontrer que ce pourcentage est bien inférieur à ce qu'il devrait être, puisque la population agricole représente bien plus de 23,9 % de la population totale. Nous pourrions aussi contester l'exactitude des chiffres fournis, car il faut être bien documenté pour soutenir que les agriculteurs paient tant pour cent des droits de mutation, des impôts sur les essences, valeurs mobilières, etc... Il nous suffit de faire observer que si l'on veut parler des impôts qui frappent l'agriculture, il ne peut être question que des impôts *payés à raison de l'exercice de cette profession.*

Dans notre système fiscal les revenus sont classés par catégorie suivant leur source, et un contribuable qui possède plusieurs de ces catégories de revenus est susceptible d'être im-

(1) *Annuaire national de l'Agriculture 1932-1933*, p. 91.

posé pour chacune d'elles et ce n'est que justice. Il serait parfaitement équitable en effet que l'agriculture supporte la totalité de l'impôt sur les valeurs mobilières si elle était détentrice de la totalité des valeurs mobilières en circulation. Nul ne serait tenté pour cela de soutenir qu'elle est surchargée d'impôts. Ce raisonnement valable pour tous les impôts directs peut être tenu également en ce qui concerne les impôts indirects perçus à l'occasion d'un fait (achat ou vente, circulation, acte, etc...). Autant de fois le contribuable agriculteur, commerçant ou avocat, fera l'acte imposable, autant de fois il paiera d'impôts et, le tarif étant le même pour tout le monde, on ne pourra pas dire pour cela que telle profession est plus imposée que telle autre. Donc, si l'on veut examiner la question de la fiscalité agricole, ce sont les impôts spéciaux à l'exercice de la profession qu'il faut envisager et, par conséquent, l'impôt foncier sur les propriétés non bâties, les bénéfices agricoles, les prestations et la taxe vicinale.

Impôt foncier sur les propriétés non bâties. — Lors de sa création sous la Constituante cet impôt était devenu, avec l'impôt sur les propriétés, la base du système fiscal français, parce qu'à cette époque les théories de l'école physiocratique étaient très en honneur et que l'on trouvait tout naturel de faire supporter la plus grosse part de l'impôt à la terre, seule et unique source du produit net. Depuis son institution et en raison des protestations d'ailleurs assez souvent justifiées de l'agriculture, il a donné lieu à de fréquents dégrèvements dont le moindre ne fut pas celui apporté par la loi du 29 mars 1914 qui, en rangeant au nombre des impôts de quotité, en a réduit le produit de 50 millions.

Il était normal qu'un relèvement soit opéré après la guerre, à la fois pour contribuer au redressement des finances publiques et compenser l'avantage donné aux assujettis par la fixité de la valeur locative en présence de la baisse du franc. Le taux de l'impôt qui avait été mis à 4 % par la loi de 1914 fut porté successivement à 5 % (loi du 31 juillet 1917), 10 % (loi du 25 juin 1920), 12 % (loi du 22 mars 1924) et 18 % (loi du 2 août 1926), cependant que la valeur locative évaluée au cadastre était

majorée d'un coefficient de 75 %. Ce taux a été ramené à 16 % par la loi du 26 avril 1930 (1). Il n'est plus maintenant que de 12 %.

Ces majorations ne peuvent être considérées comme des mesures de faveur. Mais il faut tenir compte de deux facteurs qui en ont singulièrement réduit la portée. Ce sont tout d'abord les dégrèvements accordés aux petits propriétaires exploitants par l'article 2 de la loi du 19 décembre 1926. La réduction s'applique, aux termes de cette loi, aux propriétaires exploitants non assujettis à l'impôt général, à condition que la somme du revenu cadastral de leurs propriétés non bâties et du bénéfice forfaitaires des terres qu'ils exploitent eux-mêmes ne dépasse pas 4.000 francs. Elle est ainsi fixée : cotes en principal jusqu'à 100 francs : modération de moitié ; cotes supérieures à 100 francs : modération de 50 francs. L'article 7 de la loi du 30 décembre 1928 a rendu définitif ces dégrèvements qui n'avaient été introduits qu'à titre provisoire ; il en a étendu le bénéfice à tous les propriétaires exploitants non assujettis à l'impôt général et possédant des terres dont le revenu cadastral total ne dépasse pas 1.200 francs. En même temps, il a doublé le taux des dégrèvements : dégrèvement total pour les cotes en principal jusqu'à 100 francs ; modération de 100 francs pour les autres.

Le second facteur qui a restreint les effets des majorations successives de l'impôt foncier tient à la quasi-fixité des évaluations qui servent de base à l'établissement de l'impôt. Ces évaluations avaient été opérées avant la guerre en vertu de la loi du 31 décembre 1907 et par conséquent elles s'exprimaient alors en francs de Germinal. Elles sont devenues très inférieures à la réalité le jour où le franc a été déprécié, car malgré son retard à la hausse le revenu foncier s'est tout de même relevé progressivement en valeur réelle et dans bien des cas il a quintuplé, voire même sextuplé. La majoration de 75 % apportée à l'assiette de l'impôt par la loi du 3 août 1926 et qui, du reste, n'est plus aujourd'hui que de 50 %, n'a donc pas remis le revenu foncier à son niveau

(1) Le taux de 12 %, pour l'année 1935, a été fixé par décret du 25 juillet 1934.

véritabte et, dans ces conditions, le quadruplement du taux de l'impôt devait avoir pour effet de compenser les effets de la dévaluation plutôt que d'aggraver la situation fiscale du terrien.

Du reste, les chiffres sont là pour montrer que les charges qui pèsent sur la terre du chef de l'impôt foncier ne se sont pas aggravées. En 1910, année de recouvrement assez faible, le produit de la contribution sur les propriétés non bâties comprenant à la fois centimes généraux, départementaux et communaux, s'est élevé à 275.587 fr. 85. En 1930, ce produit également global atteignait 1.136.307.723 fr. 51, ce qui représente le coefficient 4,08, pas même la dépréciation du franc. Autrement dit, tous les propriétaires exploitants et ceux qui ont loué leurs terres au nouveaux prix paient maintenant moins d'impôts qu'ils n'en payaient avant la guerre. Ils sont, croyons-nous, l'immense majorité. Remarquons en outre que l'impôt foncier ne pèse pas en totalité sur l'agriculture, puisqu'il porte en même temps sur les propriétés d'agrément, les voies ferrées et autres biens fonciers qui ne sont pas précisément des terrains de production.

Impôt sur les bénéfices agricoles. — La taxation des bénéfices de l'exploitation agricole est une innovation de la loi de 1917 ; à ce titre, elle est donc une charge nouvelle qui a été imposée à l'agriculture, mais cette charge n'a été imposée qu'avec les plus grands ménagements. Au point de vue de l'estimation du bénéfice imposable, on a pris pour base la valeur locative cadastrale telle qu'elle résultait de l'évaluation de 1907-1913 et on lui a appliqué un coefficient variant avec la nature des cultures. Pour les terres cultivées en blé, un coefficient plus réduit fut adopté. Puis, des abattements, des déductions ont été accordées et l'impôt est établi sur des bases forfaitaires avec la plus grande indulgence. Le résultat de cette attitude, c'est que les bénéfices agricoles ne rapportent presque rien à l'Etat (113 millions en 1930) et qu'ils sont payés par un nombre restreint de cultivateurs. Aussi bien, la cédula ne peut-elle être considérée comme une charge digne de ce nom.

Prestations et taxes vicinales. — Si l'on additionne le montant des prestations et de la taxe vicinale en 1910 et en 1931, on constate que leur produit s'est accru dans de très fortes proportions.

Il est passé de 60 millions à 570 millions, c'est-à-dire qu'il est aujourd'hui neuf fois ce qu'il était avant la guerre. Cette aggrava-tion de charges que l'on ne saurait contester appelle plusieurs observations. Tout d'abord, elle n'est pas extrêmement considérable en valeur absolue. Elle représente 270 millions de nos francs actuels, ce qui est peu si l'on considère le nombre considérable des assujettis. En second lieu, c'est une charge productive en ce sens que la culture est la première à en recueillir les avantages, puisque les textes et prestations sont destinées à l'entretien des chemins vicinaux et ruraux. Enfin, il est à noter que la substitution progressive de la taxe vicinale aux prestations proprement dites a eu pour effet d'augmenter le nombre des parties payantes ; les exemptions valables pour les prestations ne le sont pas pour la taxe vicinale et il s'ensuit que tous les contribuables de la commune doivent acquitter ladite taxe.

L'ensemble, impôt foncier, bénéfices agricoles, prestations et taxes vicinales, représentait en 1930, 1.820 millions. Ce chiffre est au coefficient 5,43 par rapport à celui d'avant-guerre, soit légèrement plus que le coefficient de dévalorisation de la monnaie. Si on compare cette augmentation à celle qui a été imposée aux autres professions et notamment au commerce, on est obligé de constater que l'agriculture a été favorisée. Ce n'est pas à elle que l'on a fait supporter le lourd accroissement du fardeau fiscal qu'a provoqué la guerre ; on l'a épargnée dans toute la mesure du possible.

Il s'est trouvé cependant de nombreux parlementaires pour juger que l'on demandait trop à l'agriculture, que l'on devait l'épargner davantage encore si on voulait lui permettre de se reconstituer. C'est ainsi que dans une proposition de résolution, M. Alexandre Duval demandait la remise totale de l'impôt foncier et de l'impôt sur les bénéfices agricoles au profit des terres ensemencées en blé. Combien d'autres ont sollicité des mesures analogues, se faisant les porte-parole de puissants groupements ! Si on les avait écoutés, l'agriculture ne paierait presque pas d'impôts. Pourtant il était juste que celle-ci acquitte son tribut et le seul fait qu'on se soit borné à tenir compte de la dévalorisation constituait déjà un précieux avantage qu'elle aurait mauvaise grâce à nier.

CHAPITRE III

Le prix du blé

Il ne suffit pas, si l'on veut développer une culture ou une production quelconque, de s'attacher à perfectionner des méthodes, à moderniser les installations ou les instruments de production. Il faut aussi lui assurer des débouchés rémunérateurs.

Or, à cet égard, les circonstances économiques devaient se montrer très favorables à l'agriculture.

Et d'abord, le blé indigène est demeuré à peu près constamment, en quantité, inférieur aux besoins normaux. A l'exception des récoltes de 1921 et 1925, toutes les campagnes jusqu'à celle de 1929 ont été déficitaires. Cette rareté, en économie politique, est synonyme de cherté ; elle était une raison suffisante pour qu'on achète le blé à prix d'or, au plus grand profit du cultivateur.

En temps normal, elle n'aurait jamais pu avoir ses pleins effets, parce que l'immense réservoir que constitue le marché mondial se serait déversé en partie sur le marché français et aurait provoqué ainsi un nivellement des cours. Mais justement, ce rôle régulateur, le marché mondial ne l'a pas joué. Soit que les récoltes aient à peu près coïncidé avec les besoins des pays importateurs, soit que les pays producteurs aient pratiqué une politique de stockage, l'offre est demeurée à peu près équivalente à la demande. Cet équilibre donnait au marché un caractère très spéculatif, et comme le niveau général des prix avait tendance à s'élever, celui du blé suivait le mouvement et il s'est maintenu pendant de longs mois à un niveau supérieur à celui d'avant-

guerre. Dans ces conditions, les importations que nous étions obligés de faire pour combler les insuffisances de notre production ne pouvaient guère avilir les cours et contrecarrer l'influence du déficit de la production indigène. Au contraire même, en maintes circonstances, elles ont contribué à accentuer le mouvement de hausse.

Insuffisance de la production indigène, équilibre instable du marché mondial ont vu leur influence complétée par un troisième facteur : le change. Sans doute, toutes les denrées, quelles qu'elles soient, ont vu leurs cours monter par suite de la dépréciation du franc et, par conséquent, *a priori*, la hausse du blé correspondait à une augmentation de son prix de revient. Mais l'impulsion donnée par le change aux cours du blé a été particulièrement forte, en raison même de la nécessité dans laquelle on se trouvait de faire appel à la production étrangère pour combler le déficit. Au fur et à mesure que notre monnaie se dépréciait, il a fallu donner beaucoup plus de francs pour avoir la même quantité de blé et les importations déjà onéreuses par elles-mêmes se sont faites à prix d'or. Le marché indigène naturellement influencé par ces importations a suivi leurs fluctuations et est arrivé ainsi à dépasser les cours qu'il aurait atteints s'il avait suivi le mouvement général des prix.

Les circonstances économiques n'ont pas toujours été les mêmes au cours de cette période qui s'étend de 1921 à 1929 et les trois facteurs de hausse que nous venons de signaler n'ont pas toujours joué simultanément. C'est ainsi qu'en 1925 la récolte indigène était presque suffisante pour répondre aux besoins, que la campagne 1923-1924 a été marquée par une dépression des cours mondiaux, qu'enfin à partir de 1927 le change étant stabilisé n'a plus exercé son influence. Il en est résulté à différentes reprises une dépression des cours.

Ces fluctuations n'ont pas conduit les prix à un niveau assez bas pour décourager le producteur, mais le Gouvernement s'en est inquiété et il a cherché à en atténuer la portée, joignant ainsi son propre appui à celui des circonstances économiques. Il eut tout d'abord la prétention d'enrayer « les caprices » des lois économiques et de réaliser ce prodige qui consiste à donner satisfaction à la fois aux producteurs de blé et aux consomma-

teurs de pain. Il eut le souci constant d'assurer au cultivateur un profit suffisamment large et en même temps de maintenir le pain à un prix abordable et pour réaliser ce prodige d'équilibre, il utilisa les droits de douane qu'il fit jouer suivant les circonstances pour faire monter les cours. Cette politique douanière qui fait partie de la politique générale du blé, nous lui consacrerons un paragraphe.

Dans un second paragraphe, nous aurons à exposer ce qui a été fait pour stabiliser les prix au cours de chaque campagne, de façon à prévenir ou à supprimer les écarts de prix qui peuvent se produire entre la récolte et la « soudure » qui précède la récolte suivante.

★ ★

SECTION I. — POLITIQUE DOUANIÈRE

Avant la guerre, le blé à Paris était à peu près constamment à un cours plus élevé que celui coté à Londres ou à Chicago. Cela tenait en partie au droit de douane de 7 fr. qui avait été établi le 27 février 1894, à la suite d'une période de grande baisse et qui, par la suite, avait été maintenu pour compenser les conditions avantageuses dont bénéficiaient les cultivateurs étrangers pour l'établissement de leurs prix de revient. Ce droit de 7 fr. était à l'époque très élevé si l'on veut bien se rappeler que le cours moyen du blé oscillait autour de 25 fr. et c'est, du reste, la raison pour laquelle il ne joua presque jamais dans son intégralité.

1° *Le droit à 14 fr. (28 juin 1921).* — Suspendu au début de la guerre, il avait été rétabli le 15 octobre 1915, mais son application n'avait alors qu'un intérêt purement fiscal, puisqu'à l'intérieur du territoire le blé était réquisitionné et taxé par le Service du Ravitaillement. Mais au moment où fut envisagé le retour à la liberté, il redevint un sujet de préoccupations. On se trouvait alors hésitant entre deux considérations contradictoires : d'une part on ne voulait pas provoquer une hausse du prix du

pain ; d'autre part, on tenait à favoriser les hauts cours de manière à encourager le développement de la production. C'est cette dernière considération qui l'emporta ; bien que les cours fussent alors de 75 francs environ à Paris et que les blés étrangers arrivassent en France au cours de 80 francs, droit de douane compris, un décret du 28 juin 1921 porta de 7 à 14 francs le droit protecteur. Une autre raison avait été donnée, mais dont la valeur n'était pas très considérable, c'est qu'avant la guerre le droit de 7 francs représentait une protection de 33 % et que par suite de la hausse des cours cette protection était tombée à 8,7 %. Pour suivre ce raisonnement jusqu'au bout, on aurait dû logiquement porter le droit au coefficient 3,3, c'est-à-dire à 25 francs ; si ce coefficient ne fut pas adopté, c'est uniquement parce que l'on ne voulait pas laisser monter le prix du pain.

Le droit de 14 francs a été appliqué jusqu'au 6 janvier 1924. Son influence a été nulle au début, mais par la suite elle a été nettement favorable au cultivateur français.

En 1921, le blé exotique arrivait dans nos ports au cours voisin de 90 francs, alors que le marché de Paris engorgé par d'assez fortes disponibilités cotait seulement 75 francs. Le droit de douane n'offrait donc nullement un caractère protecteur ; il aboutissait simplement à augmenter le prix des importations et par suite à grever le prix du pain.

En 1922, la baisse fut à peu près générale, mais le blé français influencé pour une récolte médiocre cota en moyenne 77 fr. 75, tandis que le blé exotique était importé C. A. F. à 70 francs environ. Le droit de 14 francs jouait pour moitié, l'excédent non utilisé retombant à la charge du consommateur.

En 1923, la baisse se poursuivit sur le marché mondial cependant que les cours français continuant à être affectés par la baisse du franc et la disette atteignirent le niveau moyen de 92 fr. 25 à la Bourse de Paris. Le blé exotique rendu dans nos ports revenant à 80 francs environ, la protection fut alors bien près de jouer intégralement et assura à nos cultivateurs des prix supérieurs à ce qu'ils devaient être.

Mieux encore que les explications ci-dessus, un tableau fera juger l'importance de la faveur accordée à la culture. (Les cours des blés exotiques sont calculés d'après ceux enregistrés à Liver-

pool au change de l'époque et augmentés des frais de débarquement) :

	<i>Cours du blé indigène à Paris</i>	<i>Blé exotiques dans nos ports</i>	<i>Ecart de cours au profit de l'agriculteur</i>
1921	75	90	néant
1922	77,75	70	7,75
1923	92,25	80	12,25

2° *Suspension de la majoration.* — Mais cette concession faite à l'agriculture ne fut pas du goût du consommateur. Depuis la récolte de 1923, principalement en raison de la baisse du franc, les cours du blé à Paris étaient montés régulièrement, atteignant en janvier le niveau de 100 francs que l'on n'avait pas vu depuis 1920 lorsque fonctionnait le service du Ravitaillement. Le prix du pain avait suivi le mouvement correspondant et, pour répondre aux récriminations, le Gouvernement voulut enrayer la hausse du blé. C'est ce qui le conduisit à fermer la Bourse de Commerce et, le 6 janvier, à suspendre la majoration du droit de douane.

Cette suspension dura six mois. Au début de son application, en provoquant d'assez fortes entrées exotiques, elle freina la hausse à Paris. Mais son effet fut de courte durée car il se produisit bientôt un bizarre phénomène montrant que les cours français s'établissaient indépendamment de la protection douanière. Alors que les importations influencées par une hausse soudaine du franc tombaient à 80 francs, le blé français demeura aux environs de 90 francs. On a attribué ce phénomène à deux catégories de faits (1) : D'une part, beaucoup de petits moulins s'étaient refusés à acheter du blé exotique, craignant les aléas que représentait alors ce genre d'opération. D'autre part, les cultivateurs ayant connu des cours assez élevés les mois précédents répugnaient à se défaire de leurs stocks à des cours qui leur procuraient de moindres bénéfices. Quelle que soit du reste

(1) CANTENOT : *La question du blé depuis la guerre*, pp. 103 et suiv.

l'explication donnée, il était incontestable que les circonstances avaient été plus fortes que le Gouvernement : le blé était rare, il se payait cher.

3° *Rétablissement du droit de 14 francs.* — Au 1^{er} août, le droit de 14 francs fut rétabli et la Bourse se mit de nouveau à fonctionner. Mais la récolte mondiale ayant été médiocre, les blés exotiques montèrent et dépassèrent les cours intérieurs, en sorte que le rétablissement du droit de douane eut pour unique résultat de grever le prix des importations.

Cependant, entraîné à la remorque des cours mondiaux, le prix du blé indigène s'éleva à son tour, provoquant une hausse sensible du prix du pain. De nouveau le Gouvernement jugea indispensable de sauvegarder les intérêts du consommateur et c'est ce qui nous valut le système du remboursement des droits de douane inauguré le 1^{er} janvier 1925. Par ce procédé, on espérait apaiser les protestations du consommateur sans paraître léser les intérêts de l'agriculteur. Sa portée pratique fut du reste à peu près nulle. En effet, du 1^{er} janvier 1925 au 15 juillet, date à laquelle fut rétabli le droit de 14 francs, Liverpool enregistra des cours très élevés et Chicago des cours records, de sorte qu'exprimés en francs dépréciés les blés exotiques ont continué à être plus chers que les blés français (sauf en mars où une baisse subite se produisit, provoquée par une hausse du franc).

4° *Le droit à 18 fr. 20 (4 avril 1926).* — Le retour au droit de 14 francs coïncida avec une récolte très abondante en France (90 millions de quintaux), mais en fait il ne joua pas son rôle de protection car les blés exotiques demeurèrent constamment plus chers que les blés indigènes. Malgré cela, il fut porté à 18 fr. 20, en exécution de la loi du 4 avril 1926, qui portait un relèvement général de 30 % applicable à tous les droits de douane.

5° *Première suspension.* — Comme les importations, toujours extrêmement onéreuses, loin de freiner la hausse, avaient plutôt tendance à s'accroître, il fallut trouver un autre moyen pour ménager le consommateur. Il était tout naturel de suspendre le droit de douane, puisqu'il aboutissait à grever le prix du pain

sans aucun avantage pour le producteur de blé ; c'est ce qui fut fait, mais encore sous une forme déguisée, celle du remboursement des droits. Mais le moyen était trop timide pour être efficace et durant toute la durée de son application, du 1^{er} au 31 juillet 1926, il n'eut absolument aucune influence. Les fluctuations désordonnées de notre devise furent les plus fortes ; il aurait fallu, pour en atténuer les répercussions, adopter une solution énergique devant laquelle on a reculé pour ne pas briser l'élan de la production.

Au 1^{er} août 1926, le droit de 18 fr. 20 fut rétabli. Il allait être appelé cette fois-ci à jouer au profit du producteur, en empêchant les cours français de suivre le mouvement de baisse qui se dessinait sur le marché mondial. Il permit en effet aux cours des blés indigènes de rester aux environs de 220 francs, tandis que les blés américains arrivaient dans nos ports à 195 francs.

6° *Deuxième suspension.* — Mais des considérations d'ordre supérieur devaient bientôt amener les Pouvoirs publics à se montrer moins généreux vis-à-vis de l'agriculture. La bataille du franc, vigoureusement engagée par le Ministère Poincaré ne pouvait être menée à bien que si elle s'accompagnait d'une déflation des prix et en premier lieu de celui du pain considéré comme un symbole du coût de la vie. Dans ce but, on décida, par un décret du 22 octobre 1926, de rembourser le droit de douane sur les blés importés jusqu'à concurrence de 7 francs. Mais la nouvelle tentative ainsi réalisée pour freiner la hausse n'eut pas plus d'effet que les précédentes, car elle correspondit à un relèvement des cours mondiaux. A Liverpool, le blé qui cotait 11,4 le cental en octobre monta à 12,1, 12,3 et 12,2 en octobre, novembre et décembre.

Au 1^{er} janvier 1927, le droit de 18 fr. 20 fut rétabli. Il n'eut jusqu'à la fin de la campagne aucune valeur protectrice, car durant toute cette période, le blé exotique demeura à peu près constamment à des cours supérieurs à ceux enregistrés à Paris. Mais lorsque vint la moisson, et avec elle la chute des cours mondiaux, il joua tout entier et les mois suivants il suffit avec peine à empêcher la baisse à Paris.

7° *Le droit à 25 francs (2 septembre 1927).* — Pour répondre aux sollicitations de l'agriculture le Gouvernement porta alors le droit à 25 francs (décret du 2 septembre 1927. On lui reprocha vivement à l'époque de n'avoir pas pris cette mesure plus tôt et surtout de n'avoir pas porté le droit à 35 francs. Mais ces reproches n'étaient pas justifiés. La baisse n'avait pas, en effet, été provoquée par celle des cours mondiaux ; elle avait été plutôt la conséquence des ventes précipitées qui eurent lieu après la récolte. Craignant de ne pas pouvoir conserver leur blé suffisamment par suite de leur mauvaise qualité, redoutant de même une aggravation de la baisse, les producteurs avaient opéré des ventes massives qui, à elles seules, suffisaient à expliquer la baisse.

8° *Le droit à 35 francs (18 novembre 1927).* — Au reste, le droit à 25 francs n'empêcha pas cette baisse de se poursuivre ; son relèvement à 35 francs sur la demande de l'agriculture n'eut pas non plus d'influence. Sans doute une hausse s'était-elle manifestée quelque temps après ce relèvement, mais elle venait de la raréfaction des offres. La preuve en est que jusqu'à la fin de la campagne les blés dédouanés demeurèrent constamment plus chers que les blés indigènes.

A cette époque seulement la protection commença à rendre de réels services aux producteurs français. La récolte de 1928, particulièrement abondante aux Etats-Unis et au Canada, vint en effet s'ajouter aux stocks qui avaient été déjà constitués pour freiner la chute des cours et provoqua à Chicago et à Winnipeg un effondrement dont les effets se firent bientôt sentir sur les marchés européens de Liverpool et Amsterdam. Les importations nécessitées par l'insuffisance de notre récolte se firent alors à des cours menaçants pour nos agriculteurs. Dès juillet et malgré l'application intégrale du droit de 25 francs le prix du blé baissa à Paris pour fléchir à nouveau les mois suivants.

9° *Le droit à 50 francs (23 mai 1929).* — Mécontents, les producteurs réclamèrent un supplément de protection ; mais le Gouvernement ne jugeant pas la mesure opportune préféra attendre. Un léger raffermissement qui se manifesta au mois de janvier justifia son attitude ; il dut céder toutefois lorsqu'en mai

1929 un nouveau mouvement de baisse se dessina. C'est alors qu'il porta le droit à 50 francs.

Avec une telle protection, représentant plus de 30 % des prix enregistrés à Paris, on espérait enrayer complètement la baisse et stabiliser les cours aux environs de 150 francs. Mais c'était compter sans notre propre récolte. La moisson de 1929 fut en effet très abondante, dépassant le niveau de la consommation normale. Une baisse s'ensuivit que vainement l'on s'efforça d'enrayer par les mesures exceptionnelles contenues dans la loi de 1929 et qui conduisit les cours au-dessous de 130 francs.

10° *Le droit à 80 francs (20 mai 1930).* — L'échec complet de la loi de 1929 décida le Gouvernement à donner aux producteurs le supplément de protection qu'ils lui demandaient. Le 20 mai 1930, il porta en effet le droit de douane à 80 francs. Ce fut là le début d'un protectionnisme rigoureux dont l'agriculture devait largement profiter pendant deux ans. Grâce au droit de 80 francs combiné avec le système dit du pourcentage le marché français redevenu déficitaire enregistra des cours très élevés. Ainsi en 1931 le blé cota à Paris jusqu'à 190 francs tandis que sur le marché mondial les cours étaient littéralement effondrés.

Commentaires. — De ce qui précède il ressort que la production douanière accordée à l'agriculture a eu une valeur très variable suivant les circonstances.

En 1922 et 1923, elle a valu aux producteurs de blé une prime importante en face de leurs concurrents étrangers. En 1931 et 1932 surtout, elle a constitué pour eux une solide garantie contre l'effondrement des cours mondiaux.

Dans l'intervalle, son influence a été moindre et parfois nulle. Mais il faut attribuer cette inefficacité aux circonstances économiques. En vain, aurait-on accédé au désir de l'agriculture et, à plusieurs reprises, relevé rapidement et fortement le droit, les cours ne s'en seraient pas mieux trouvés.

« Les droits de douane, déclarait avec raison M. Noël (1), n'ont une répercussion complète à l'intérieur d'un territoire que lors-

(1) D. P. Sénat, 29 novembre 1929, p. 1208.

que le pays manque de la matière protégée. Si, ajoutait-il, les droits frappent une matière abondante dans le pays même, la loi de l'offre et de la demande joue et les droits n'agissent pas dans leur entier ». En fait, les mouvements de baisse les plus accentués n'ont-ils pas eu lieu à la suite des abondantes récoltes de 1921, 1925 et 1929, celle de 1925 ayant été dissimulée par le contre-coup des fluctuations monétaires ?

Le droit de douane n'a donc joué que dans les circonstances où il pouvait réellement exercer une influence. Pendant ces années 1925, 1926, 1927, les facteurs économiques que nous avons signalés ont joué à plein. Le reste du temps, le droit de douane les a suppléés en grande partie, de sorte que, en définitive, de 1921 à 1933, le producteur de blé français a pu constamment travailler dans des conditions avantageuses.

SECTION II. — L'ORGANISATION DE LA VENTE DES BLÉS

Aujourd'hui où nous vivons en économie fermée parce que le niveau de la production permet de suffire largement, trop largement même, aux besoins, la protection douanière est une question qui ne se discute plus. Par contre on s'aperçoit que si les cultivateurs étaient mieux organisés la vente du blé se ferait dans de meilleures conditions et l'on s'attache avec ardeur à développer le système du stockage, l'échelonnement des ventes, bref à organiser l'écoulement des récoltes. Après la guerre, cette question de l'organisation du marché ne présentait pas le même degré d'importance ; elle avait néanmoins son intérêt

Si, en effet, la bourse enregistrait des cours parfois astronomiques, il se produisait assez souvent des écarts brusques et, d'une façon générale, les prix étaient plutôt bas au moment de la récolte et montaient ensuite progressivement pour atteindre leur maximum à l'époque de la soudure. Ainsi, le 26 mars 1925, M. Betoulle pouvait-il déclarer devant le Sénat que « les paysans avaient vendu leur blé au début de la récolte à 85 et 90 francs « tout juste la rémunération de leurs soins et de leur peine » et que le blé avait atteint ensuite 137 et 140 francs » (1). L'année

(1) D. P. Sénat, 26 mars 1925, p. 364.

suivante, à la même époque, c'était M. Chastanet qui rappelait à la Chambre les faits suivants : « En septembre 1925, au moment du battage, le blé a été vendu 125 et 130 francs par les paysans et il vaut, en mars 1926, 153 francs » (1). Et ainsi de suite, chaque année on se plaignait soit devant le Parlement, soit au sein des organisations agricoles, de ces écarts de cours qui rendaient illusoires les avantages des hauts prix.

La plupart du temps, les protestations formulées à l'occasion des brusques variations de prix se traduisaient en belles paroles. On ne peut pas dire cependant que les Pouvoirs publics soient demeurés passifs. S'ils n'ont pas entrepris d'organiser le marché en vue de faire disparaître les écarts des cours, du moins ont-ils esquissé des efforts dans ce sens. Ce sont ces efforts, en réalité peu considérables, qu'il importe de signaler maintenant. Ils ont porté sur la répression de la spéculation, la constitution de silos coopératifs et le financement des récoltes.

1° *Lutte contre la spéculation.* — Lorsqu'une baisse un peu brutale ou inattendue se produisait, inmanquablement on accusait la spéculation. A entendre de nombreux parlementaires, la Bourse de Commerce était un repaire de voleurs vivant uniquement des différences réalisées sur le dos des producteurs. En février 1925, où les cours étaient trop élevés au gré du Gouvernement, qui voulait protéger le consommateur, M. Huguet mettait la hausse jugée excessive sur le compte des spéculateurs et il s'exprimait ainsi : « Des gens qui n'ont jamais semé de blé, qui n'en ont jamais possédé, qui ne savent pas comment il est fait, s'il est jaune ou noir, en vendent des centaine de quintaux à la Bourse du commerce sans en avoir. Aujourd'hui, ils le vendent à la bourse 140 francs, livrable en mai ! » Et le Ministre de l'Agriculture de répondre que le Gouvernement se proposait de réunir une commission pour voir ce qu'il y avait à faire à ce sujet. En 1926, MM. de Monicault et de Chastanet demandèrent la fermeture de la bourse et le Syndicat central des agriculteurs s'exclamait : « Comment peut-il y avoir de la moralité dans des opérations telles qu'en un jour à la Bourse de Com-

(1) D. P. C. D., 26 mars 1926, p. 1515.

merce de Paris des filières établies pour 32.250 quintaux de disponibles dans les magasins généraux de Paris donnent lieu à des opérations portant sur 226.000 quintaux disponibles. » Et, ainsi, chaque fois que les cours paraissent anormaux, il se trouvait quelqu'un pour dresser un réquisitoire contre la spéculation et ce terme n'englobait pas seulement les professionnels de la spéculation, mais aussi les meuniers, les boulangers et les gros producteurs de blé.

Pour répondre à ces protestations, le Gouvernement chercha à plusieurs reprises à réprimer cette spéculation si néfaste.

En février 1924, c'était la hausse désordonnée que l'on déplore et que l'on reprochait à la spéculation, hausse préjudiciable au consommateur et aussi au producteur qui n'en bénéficiait pas puisqu'il avait déjà vendu son blé. On a pensé la juguler en fermant la Bourse de commerce : une ordonnance du Préfet de Police contresignée du Ministre de l'Intérieur fut prise le 18 février 1924 qui ferma la Bourse de Paris en invoquant « les conditions dans lesquelles s'effectuent les cotations par suite de la crise des changes et qui sont de nature à troubler le libre jeu des transactions sur le marché intérieur, à provoquer une hausse anormale des prix, et par suite à compromettre l'ordre public ». Cette mesure qui n'avait pas de précédents (la fermeture pendant la guerre ayant une toute autre justification) fut appliquée pendant près de six mois. Elle s'avéra absolument inefficace, le marche libre enregistra une hausse considérable due à l'absence de toute réglementation et l'inanité des résultats obtenus fit que par la suite on a renoncé à l'utiliser, même pendant la période où les cours furent le plus désordonnés.

Il fallut donc recourir à d'autres procédés ; ce fut par des modifications apportées au règlement de la Bourse du Commerce que le Gouvernement chercha à limiter la hausse tant redoutée à l'époque de la crise des changes. Il obtint en novembre 1924 que le vendeur reçoive la faculté de faire ses livraisons au marché de Paris dans tous les magasins généraux de province, c'est-à-dire que l'on facilitait la vente au marché réglementé en se montrant moins exigeant sur les conditions de livraison. En novembre 1925, le Ministre du Commerce fit insérer dans le règlement une disposition limitant les plus-values que peuvent

représenter les ventes à terme. A la même époque, il homologua un certain article 2 *bis*, lequel autorisait la livraison, en exécution d'une opération en bourse, de blés exotiques en entrepôt, c'est-à-dire n'ayant pas acquitté les droits de douane. Ces modifications avaient toutes le même objectif qui était d'assurer la plus grande abondance sur le marché de façon à freiner la hausse.

Un peu plus tard, lorsque survint la baisse, la spéculation fut à nouveau déclarée responsable. Pour répondre aux récriminations de l'agriculture, le Ministre du Commerce chercha à revenir sur les modifications précédemment apportées au règlement de la Bourse de Commerce et à en apporter de nouvelles susceptibles de freiner la baisse. Il prit, le 30 juillet 1930, un arrêté comportant les dispositions suivantes : enregistrement obligatoire de toutes les affaires à une caisse de liquidation, obligation pour les commissionnaires de verser un cautionnement, interdiction pour ces derniers de faire des affaires pour leur propre compte et surtout introduction de représentants de l'agriculture dans les différents organismes proposés à la surveillance, à la direction et au fonctionnement de la Bourse de Commerce.

D'autres modifications ont été apportées par la suite au règlement de façon à entraver la spéculation à la baisse et au début de 1933 le Gouvernement alla jusqu'à faire acheter 175.000 quintaux de blé sur le stock du marché à terme, de façon à décongestionner ce marché.

Toutes ces interventions n'ont pas sensiblement modifié l'évolution des cours. Résultats d'une trop grande abondance des récoltes ou d'un resserrement des offres, les alternatives de hausse et de baisse étaient indépendantes de la réglementation du marché à terme.

2° *Conservation des récoltes.* — Le véritable motif des fluctuations de cours attribuées à la spéculation tenait en réalité à ce que les cultivateurs n'étaient pas outillés pour conserver leurs récoltes. Il aurait fallu qu'ils aient à leur disposition des silos ou des greniers où ils puissent entreposer leurs blés sans risquer des détériorations ; à cette condition seulement ils auraient pu éviter au moment de la moisson ces ventes massives dont ils étaient les premiers à subir les conséquences.

Certes, la construction d'un silo est une opération coûteuse : elle suppose la mise en œuvre de capitaux qu'un simple fermier ou paysan ne possède pas la plupart du temps. Mais elle devient possible dès l'instant où les intéressés consentent à se grouper entre eux pour constituer une coopérative.

De larges facilités ont en effet été prévues à cet égard par le législateur. Grâce au crédit agricole, les coopératives en formation peuvent obtenir d'importantes avances à long terme. D'autre part, le génie rural et les offices agricoles départementaux sont en mesure de leur fournir des subventions. Il leur est ainsi assez commode de faire face à leurs dépenses de premier établissement. Enfin, le fonctionnement de la coopérative est lui-même facilité par les avantages d'ordre fiscal qui lui sont accordés sous forme d'exonérations.

Ainsi, les cultivateurs avaient les possibilités de s'organiser eux-mêmes, de s'outiller pour lutter eux-mêmes efficacement contre de trop fortes fluctuations des cours. Ils ne l'ont pas fait. Soit qu'ils jugent excessives les formalités imposées pour l'octroi des subventions nécessaires, soit qu'ils répugnent à se grouper entre eux, ils n'ont pas constitué de coopératives de stockage.

En 1925, à la suite d'une baisse dont ils accusaient trop volontiers la spéculation, M. Julien Durand, Ministre de l'Agriculture, leur rappela l'intérêt qu'ils avaient à constituer des magasins collectifs et les avantages octroyés dans ce but. Mais cette suggestion demeura sans effet.

En 1929 seulement, et surtout à partir de 1933, ils devaient mesurer la gravité de leur négligence et s'efforcer un peu tardivement de la réparer.

3° *Financement des récoltes.* — La bonne conservation des récoltes et l'échelonnement des ventes ne dépendent pas uniquement des locaux dont disposent les producteurs de blé, elles sont aussi liées au financement. Peu de cultivateurs ont en effet des ressources suffisantes pour attendre plusieurs mois avant d'écouler leurs produits ; ils ont un besoin pressant de capitaux pour faire face aux frais de leur culture, payer leurs fermages, leurs impôts, leurs graines, etc... S'ils veulent vendre leur blé quelques mois après les moissons, il faut donc qu'ils puissent se pro-

curer de l'argent liquide et pour cela ils n'ont qu'un seul moyen, obtenir une avance sur leur blé.

Contrairement à ce qui se passe pour les marchandises ordinaires, il ne peut être question d'obliger le cultivateur à déposer son blé dans un magasin général. Le warrant commercial de la loi de 1858 conçu spécialement pour le commerce et l'industrie n'est pas pratique pour lui et c'est pourquoi la loi Méline du 18 juillet 1898 avait créé le warrantage à domicile autorisant le cultivateur à donner en gage des produits qui demeurent « dans les bâtiments et sur les terres d'exploitation ». Cette formule de gage sans déplacement n'eut pas beaucoup de succès ; faute de pouvoir s'adresser au crédit agricole, alors trop peu développé, les producteurs de blé empruntèrent à des organismes privés qui jugèrent insuffisantes les garanties offertes et préférèrent exiger des intérêts usuraires. On chercha donc une solution plus large et c'est la raison pour laquelle la loi du 30 avril 1906, toujours en vigueur, autorisa le warrantage sur « des produits déposés aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont le cultivateur est adhérent ».

Cette nouvelle combinaison aurait été avantageuse et aurait permis le développement des prêts à court terme si l'organisation professionnelle avait été réalisée, si les producteurs avaient consenti à se grouper en coopératives. Mais, comme nous venons de le voir, il n'en a pas été ainsi, de sorte que seul le crédit individuel sur cautions a pu être pratiqué. En fait, les prêts réalisés par le crédit agricole pour le financement des récoltes ont été insignifiants ; ils se sont élevés à 7.181.748 francs seulement en 1928. C'est dire que la question du financement, malgré les tentatives des Pouvoirs publics, était demeurée sans solution.

SECTION III. — LA VENTE DES BLÉS PENDANT LA PÉRIODE ENVISAGÉE A-T-ELLE ÉTÉ RÉMUNÉRATRICE ?

Les Pouvoirs publics n'ont pas réussi à organiser la vente du blé sur des bases assurant la régularité des cours ; c'est un fait

que l'on ne peut absolument pas contester si l'on examine la courbe des prix pour les différentes campagnes qui se sont suivies depuis 1921. Est-ce à dire cependant que les cultivateurs ont été malheureux, qu'ils n'ont pas trouvé dans les cours qui leur étaient offerts le fruit satisfaisant de leur labeur ? A cette question qui, somme toute, vise à savoir si la culture a reçu oui ou non un encouragement du fait des prix de vente, on ne peut répondre que par la négative.

Ainsi que le montre la statistique ci-dessous, établie en fonction de la cote officielle, les cours du blé ramenés en francs de germinal sont restés jusqu'en 1932 constamment supérieurs à ce qu'ils étaient avant la guerre :

	1912.....	27,73		
	1913.....	26,98		
1920.....	30,17		1926.....	29,99
1921.....	33,98		1927.....	33,88
1922.....	32,68		1928.....	32,47
1923.....	28,34		1929.....	30,16
1924.....	28,61		1930.....	29,45
1925.....	32,46		1931.....	34,00

En 1931, notamment, ils ont dépassé de 25 % le cours moyen de 1914 et si l'on prend la moyenne cotée pendant la période 1901-1910 et celle de 1920 à 1931, ces moyennes ressortent respectivement à 23,18 et 31,35, ce qui représente une augmentation de 35,24 % pour la période d'après-guerre. Mais c'est ici que se pose la question du prix de revient. « Nous reconnaissons, disent les cultivateurs, que les cours ont été plus élevés qu'avant-guerre, mais à cet accroissement a correspondu une augmentation équivalente et même supérieure des frais de culture, de sorte que nous sommes loin d'avoir recueilli les bénéfices sur lesquels nous étions en droit de compter ». A l'appui de cette affirmation, ils ont fait valoir toutes sortes d'arguments et notamment une documentation très précise établissant que dans bien des exploitations, sinon toutes, la culture du blé est déficitaire.

D'une enquête effectuée par les Chambres d'Agriculture en

1929, il ressortirait que les frais de production variaient à cette époque entre 2 et 4.000 francs par hectare, c'est-à-dire qu'ils étaient au moins 7 fois supérieurs à ceux d'avant-guerre, alors que les prix de vente avaient atteint au maximum le coefficient 6. En ne comptant pas la rémunération du capital engagé et en comprimant au maximum les évaluations, on arrivait ainsi à démontrer que le quintal de blé revenait à 115 francs au moins dans les régions de culture intensive et que son prix de revient atteignait 250 francs et plus encore dans les régions à faible rendement. Inutile de dire que dans ces conditions la culture du blé devenait une entreprise philanthropique, destinée uniquement à nourrir le pauvre consommateur français.

Dans son intéressant ouvrage sur le « Problème français du blé », M. Sirol a repris les résultats de l'enquête signalée ci-dessus et a jugé utile d'en illustrer la valeur en citant des exemples extrêmement précis. Il cite celui d'une ferme des Ardennes où en 1930-1931 l'exploitant perdait 209 fr. 70 par hectare. La perte se montait à 440 francs par hectare dans le Soissonnais. à 406 fr. 35 dans la région parisienne, etc... Un tableau aussi noir laisse quelque peu sceptique et, du reste, M. Sirol a bien voulu signaler, sans s'y appesantir, il est vrai, que la fameuse ferme modèle de Grignon pouvait gagner 45 francs par quintal de blé pour un prix de vente de 150 francs et que dans le Soissonnais, parmi toutes les autres cultures tristement déficitaires, celle du blé était tout de même payante.

Nous pourrions amonceler les citations qui se sont échelonnées depuis la guerre, soit devant les Chambres, soit dans la bouche de personnalités agricoles, soit d'autres citations glanées dans des ouvrages d'un mérite incontestable. Si nous leur accordions un crédit sans restriction, nous serions absolument persuadés que l'agriculture a régulièrement perdu de l'argent sur le blé.

Fort heureusement, ces affirmations pessimistes reposent sur des évaluations comptables fausses par définition et, la plupart du temps, calculées au pire. La comptabilité en agriculture est un leurre : la détermination des prix de revient y est impossible et par conséquent laisse à l'arbitraire un champ trop vaste pour que l'on ait la certitude de se rapprocher de la réalité. A supposer

même que la comptabilité d'ensemble d'une exploitation permette de déceler à peu près exactement les frais moyens par hectare, elle n'offre pas la possibilité de déceler avec précision le coût de production de tel ou tel produit. La preuve en est notamment que les engrais, à l'exception des nitrates, coûtent un gros débours à l'exploitant le jour où il les achète, mais que leur productivité réelle se manifeste seulement au cours des années suivantes et avec une irrégularité rendant toute évaluation fantaisiste. On arrive à prouver un prix de revient énorme l'année où l'on achète de grosses quantités d'engrais, alors que telle année qui suivra, les achats d'engrais ayant été moindres et le rendement sensiblement supérieur, le prix de revient ressortira à un niveau très bas. Comment aussi arriver à une solution exacte si l'on fait entrer dans la détermination des frais de production du blé les pertes supportées par ailleurs ?

Par conséquent, on ne peut prendre pour argent comptant les démonstrations comptables. Il faut recourir à d'autres méthodes et se demander par exemple quelles étaient les principales dépenses à engager avant la guerre lorsque l'on voulait cultiver un hectare de blé et rechercher ensuite si ces dépenses ont augmenté et si des éléments nouveaux ne s'y sont pas ajoutés. C'est le raisonnement qui a été suivi par M. Sirol pour appuyer les exemples numériques dont il sentait la faible valeur.

Il a pris le poste main-d'œuvre et a démontré que le coefficient du salaire s'était accru, de même pour les machines, les engrais, les transports, les impôts, etc... Chiffres à l'appui, il est arrivé à démontrer qu'il y avait eu sur ces différents postes une inflation considérable et tout naturellement il en a conclu que les producteurs ne couvraient pas leurs frais.

M. Sirol raisonnait sur l'année 1931, année où le niveau général des prix s'était déjà sensiblement orienté vers la baisse et où, par conséquent, les frais de production agricole étaient moindres pour des prix de vente relativement très élevés. Implicitement, il admettait donc que le producteur de blé n'avait pas profité de la période de prospérité générale qui a suivi la guerre et c'est justement pourquoi on ne peut s'empêcher de se montrer un peu sceptique en face du supplément d'argumentation qu'il s'est évertué à fournir.

Que le niveau général des salaires se soit élevé, on ne peut le nier, mais cet accroissement ne pouvait guère toucher le paysan qui exploite lui-même, sans faire appel à de la main-d'œuvre rémunérée. C'est donc aux seuls grands fermiers, gérants d'exploitations importantes, que l'accroissement des salaires devait apporter une charge nouvelle ; or, précisément, ces fermiers ne pouvant se procurer la collaboration qui leur était nécessaire, ont cherché dans toute la mesure du possible à remplacer l'homme par la machine. S'ils ont payé leurs ouvriers plus cher, ils les ont remployés en nombre plus restreint ; par conséquent le poste salaire n'a guère varié en valeur relative.

Mais, dira-t-on, la machine qui s'est substituée à l'homme a coûté très cher. Malgré l'économie de main-d'œuvre qu'elle procurait, son prix d'achat élevé a tout de même contribué à augmenter les prix de revient. Ce à quoi nous répondrons que les frais supplémentaires ainsi occasionnés ont été en grande partie couverts par les résultats techniques obtenus. Grâce à la machine, le cultivateur a obtenu un travail plus régulier et plus productif. Il en est de même pour les engrais qui, du reste, ont à peine suivi le coefficient de dévalorisation du franc. Et, d'ailleurs, machines et engrais ont dans bien des cas été achetés à un cours inférieur à leur cours officiel, grâce au procédé de l'achat collectif.

Quant aux impôts, nous avons vu que leur accroissement n'avait pas été aussi sensible que l'on veut bien le dire. Ils expliquent aisément la hausse vertigineuse des prix de gros dépassant en proportion celle qu'a suivie le blé ; mais leur niveau d'après-guerre ne peut être considéré comme une charge nouvelle grevant seulement le prix de revient du blé.

On pourrait ainsi poursuivre l'argumentation dans un sens ou dans l'autre. A l'aide de chiffres, le cultivateur arriverait à démontrer que, compte tenu de la dépréciation monétaire, son prix de revient a été sensiblement plus élevé qu'avant-guerre. En sens inverse, nous ferions valoir des considérations qui atténuent sensiblement la portée de sa démonstration. Aussi bien, n'est-ce pas une controverse de ce genre qui permettra de savoir exactement dans quelle mesure la vente du blé a été

rémunératrice pendant la période d'après-guerre. Il est préférable de s'en rapporter aux solutions de l'expérience.

Disons tout de suite que si les doléances de l'agriculture étaient fondées, l'agriculture en général et la culture du blé en particulier n'existeraient plus actuellement. Si, avec les cours élevés qui ont été enregistrés, la grande culture n'avait qu'une faible marge de bénéfice et un grand nombre d'exploitations étaient en déficit, c'était à désespérer. On aurait compris qu'à ce moment les fermes soient vendues à n'importe quel prix, de façon à abandonner un travail aussi ingrat et qui ne pouvait pas l'être moins. Or, il n'en a rien été ; au contraire, le prix de vente d'un hectare de bonne terre a été à ce point élevé qu'il en était prohibitif.

D'ailleurs, il suffit de questionner séparément les producteurs de blé et de leur demander leur opinion sur la période d'après-guerre. Tous répondent, non sans quelque amertume, qu'évidemment l'heureux temps est révolu, qu'en 1928 ils gagnaient de l'argent, et les petits commerçants ruraux d'ajouter qu'à cette époque leurs propres affaires prospéraient, précisément parce que les cultivateurs étaient aisés et n'hésitaient pas à faire des dépenses que jadis ils auraient considéré comme somptuaires, etc...

Aussi bien, nous ne croyons pas trop nous avancer en déclarant que la culture du blé a été « payante » ; que les prix de vente ont assuré au cultivateur le légitime profit qu'exigeait son travail. Si des protestations ont été formulées, c'est que malgré cette situation favorable, il y a eu des fluctuations souvent assez brutales qui n'ont pas permis au producteur de réaliser le maximum de bénéfice. Ces fluctuations, ainsi que nous avons pu le constater, étaient le résultat de facteurs divers sur lesquels il était assez difficile d'influer. Il y a eu aussi d'autres protestations lorsqu'à partir de 1927 les cours se sont orientés vers la baisse, mais elles étaient plutôt l'expression du désappointement causé par la crainte de voir se clore définitivement la période d'euphorie.

La culture du blé a été rémunératrice, c'est la raison pour laquelle les producteurs s'y sont adonnés avec ardeur et ont préparé, inconsciemment, l'ère de surproduction dont nous souffrons actuellement.

TITRE DEUXIEME

LA POLITIQUE DU BLE AU REGARD DE LA CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

Réduction de la consommation

Les efforts mis en œuvre pour porter le niveau de la production à celui des besoins n'étant susceptibles de donner des résultats qu'après plusieurs années ne pouvaient jusque-là permettre de réduire les importations. Il fallait donc un second remède à échéance plus rapide, qui atténuat rapidement et sensiblement le déficit : ce remède seul et unique consistait à réduire la consommation du blé.

Certes, cette consommation est en elle-même assez peu compressible : pâtisserie, semoules, pâtes alimentaires, biscuits sont choses dont on peut se passer, s'il est nécessaire, mais elles représentent un débouché bien faible eu égard à l'ensemble des besoins, et au surplus, elles sont tirées pour la plupart des blés durs, c'est-à-dire de blés d'importation. De même, les quantités de blés consacrées à la nourriture des animaux sont relativement peu considérables et en tout cas portent sur des grains de mauvaise qualité ou de conservation difficile que l'on ne peut pas toujours affecter à d'autres usages. Quant au pain, de beau-

coup le plus important débouché du blé, il constitue un aliment de première nécessité dont il est bien difficile de restreindre la consommation.

Pourtant, pendant la guerre, on avait dû, sous la pression des circonstances, se résoudre à imposer des restrictions au consommateur. Grâce à toute une série de mesures : taux minimum de blutage, emploi des succédanés, rationnement, etc..., dont l'application avait été confiée au Service du Ravitaillement, on était arrivé à ramener la moyenne des besoins annuels de 94 à 78 millions de quintaux. Ce gain important avait permis de réaliser d'importantes économies d'importation et contribué d'autant à prolonger la résistance.

Après la guerre et malgré la nécessité qui s'imposait de relever l'économie du pays, il eut été bien difficile d'instaurer un régime de restriction aussi sévère. On chercha néanmoins à limiter le plus possible les emplois du blé et, à cet effet, le Gouvernement, assisté d'une commission dite d'utilisation du blé, employa les moyens suivants :

1° prohibition des importations ;

2° limitation des emplois du blé : taux maximum d'extraction, incorporation de succédanés.

L'examen de ces mesures fera l'objet de deux sections distinctes ; dans une troisième section, nous étudierons l'influence sur la consommation de certains facteurs étrangers à l'intervention des Pouvoirs publics.

SECTION. — PROHIBITION D'EXPORTATION

Deux catégories de mesures ont assuré cette prohibition : l'une concernant la sortie des blés par voie d'exportation directe, l'autre concernant le régime de l'admission temporaire.

A. *Prohibition par voie d'exportation directe.* — L'exportation des céréales panifiables avait été interdite pendant la guerre dans le but de réduire au minimum les difficultés d'approvisionnement de la population.

Pour les mêmes raisons, cette prohibition fut maintenue lorsque, le 13 mai 1919, un décret suspendit celles concernant la plupart des autres produits alimentaires. Elle devait être levée seulement le 17 novembre 1927, date à laquelle les cours mondiaux ayant baissé elle perdit toute sa signification.

Pendant toute cette période, elle empêcha les commerçants de mettre à profit la différence de cours qui se maintint constamment entre Paris et le marché mondial. Elle évita ainsi des sorties massives dont l'influence aurait été désastreuse pour l'approvisionnement du pays.

Certes, d'aucuns ont pu affirmer qu'elle n'avait pas joué. En août 1926, la presse publia une série d'articles disant que sous l'œil bienveillant des Pouvoirs publics, notre blé franchissait notre frontière par milliers de tonnes. Ces bruits trouvèrent un certain crédit à l'époque, car c'était le moment où la crise du change battait son plein et où les prix, y compris ceux du blé, montaient à une allure vertigineuse. Pour les apaiser, le Gouvernement fit même voter une loi du 9 août 1926 prescrivant une enquête et imposant aux meuniers expédiant du blé l'obligation de se munir d'un congé de circulation.

Mais toute cette campagne n'était pas justifiée ; le Ministre de l'Agriculture voulut bien le reconnaître lui-même en déclarant, le 22 novembre 1926, au Congrès de la Meunerie : « Les gros centres d'écrasement ont dû presque exclusivement s'approvisionner dans les régions productrices. Il en est résulté le grand mouvement de transport de juin et juillet 1926 dont s'est alarmée à tort une certaine presse insuffisamment avertie lorsqu'elle a laissé croire au public que le blé français était dirigé vers l'étranger ».

Au surplus, les statistiques douanières montrent que durant toute la durée de la prohibition les quantités de blé sorties de France ont été insignifiantes :

EXPORTATIONS EN QUINTAUX

	<i>Blé, méteil, épeautre en grains</i>	<i>Blé, méteil, épeautre en farines</i>
1920	63.344	703.156
1921	68.032	678.925
1922	183.992	425.442
1923	132.466	447.847
1924	171.189	660.932
1925	8.678	82.101
1926 blés durs	32.907	
— blés tendres	131.312	298.474
1927 blés durs	470	
— blés tendres	1.970	55.869
1928 blés durs	2.142	
— blés tendres	2.081	21.917
1929 blés durs	1.943	
— blés tendres	5.186	20.703
1930 blés durs	7.517	
— blés tendres	4.453.716	2.875.343

On peut s'étonner *a priori* de voir des chiffres, puisque la prohibition, par définition, exclut toute sortie. Mais ces chiffres sont à peu près nuls comparés au mouvement total du blé en France et, d'autre part, ils tiennent aux obligations dans lesquelles nous nous sommes trouvés d'assurer l'approvisionnement de la Sarre et de certaines de nos colonies, alors déficitaires.

De 1920 à 1925, les expéditions à destination de ces pays ont été assez importantes. Elles se sont ralenties en 1925, année où, dans l'ensemble, les disponibilités en blé étaient assez considérables. Elles ont repris en 1926, pour une bonne part à destination de l'Algérie (la Sarre englobée dans le territoire douanier français avait cessé de figurer aux statistiques depuis le début de 1925) et de quelques pays limitrophes pour lesquels des autorisations d'exportation furent accordées. Elles devaient cesser presque complètement en 1927 et ne prendre une réelle extension

que le jour où, pour décongestionner le marché, le Gouvernement distribua des primes d'exportation à raison de 80 francs par quintal.

B) *Admission temporaire.* — L'admission temporaire est ce régime douanier sous lequel les droits versés à l'importation d'un produit sont remboursés lors de la réexportation de ce produit ou des marchandises venant de sa transformation.

Après la guerre, la restitution des droits sur les blés entrés en admission temporaire se faisait dans des conditions assez libérales : le délai de réexportation était de trois mois ; la mise en entrepôt était considérée comme réexportation ; enfin et surtout la douane se montrait assez peu exigeante sur la nature des produits de réexportation, acceptant indifféremment les produits des blés importés ou ceux venant de blé indigène.

Cette dernière particularité constituait une véritable prime à l'exportation, du moment que les cours mondiaux étaient plus élevés que les cours français. Elle permettait en effet aux usagers de l'admission temporaire d'importer du blé exotique, de le livrer à la consommation, puis en cas de hausse sur le marché mondial, d'apurer leurs acquits avec de la farine extraite de blé français acheté à bon compte. Autrement dit, l'opération aboutissait à faire sortir du blé français bon marché, à faire entrer du blé exotique très cher et, en définitive, à grever plus lourdement notre balance commerciale.

Pour empêcher cela, le Gouvernement appliqua du 30 janvier au 2 juin 1924 le système qui avait été utilisé pendant la guerre et qui avait été aboli le 11 mars 1922. Ce système consistait à interdire purement et simplement la sortie des farines moulues en admission temporaire ; il offrait l'incontestable avantage de remédier parfaitement à la situation, mais en revanche, il équivalait pratiquement à une suspension de l'admission temporaire et, de ce chef, entraînait de graves perturbations dans l'activité de notre marine, de nos ports et de l'industrie meunière. Son application, ne reposant plus sur les motifs d'intérêt général qui l'avaient justifiée en temps de guerre, suscita des protestations et c'est ce qui explique la rapidité avec laquelle elle prit fin.

Le Gouvernement pensa trouver un autre moyen aussi efficace,

mais moins rigoureux, en exigeant l'apurement des entrées de blés durs par des exportations correspondantes de blés durs ou de produits de blés durs. Ce système entra en vigueur le 11 octobre 1924 et fut appliqué jusqu'au 13 juin 1928. D'après le Ministre de l'Agriculture, il rendait impossible la sortie des blés tendres, mais en réalité il ne l'empêchait pas complètement, car la Douane n'était pas toujours en mesure d'identifier la nature des blés ou farines réexportés.



La politique d'interdiction des exportations qui a été pratiquée jusqu'à la stabilisation du franc n'a pas recueilli les suffrages unanimes. Au Congrès de l'agriculture d'Avignon, en 1926, l'opinion suivante fut en effet soutenue : « Au seul point de vue de la diminution du coût de la vie, la liberté d'exportation des produits du sol est indispensable... Autoriser et faciliter l'exportation des produits de la terre, c'est provoquer leur multiplication... Apporter une restriction à l'exportation, sous prétexte de réduire les prix intérieurs, est contraire à l'intérêt général, parce que, faute de débouchés, aucun progrès utile ne se ferait ; ce serait pratiquer le malthusianisme économique... »

M. Alexandre Duval qui se fit à la tribune le défenseur de cette opinion proclama hautement la nécessité de faire disparaître la prohibition d'exportation et de lui substituer le régime du bon d'importation qui était réclamé par l'Association générale des Producteurs de blé (1). En donnant aux cultivateurs la possibilité d'exporter au moment de la récolte, c'est-à-dire en période de baisse des cours et en subordonnant l'exportation à l'obligation d'importer en fin de campagne, on régulariserait les cours, on assurerait des débouchés permanents, ce qui ne laisserait pas d'encourager la production.

A vrai dire, et malgré l'intérêt incontestable de ces arguments, on ne pouvait pas faire grief au Gouvernement d'avoir fermé les frontières à la sortie des céréales panifiables. Si elle avait été accordée, la liberté d'exportation aurait été très largement mise

(1) Débats Parlementaires, C. D. 16 juillet 1926, p. 2945.

à profit. Tous les négociants auraient voulu bénéficier de l'écart des cours entre le marché de Paris et le marché mondial et il aurait fallu remplacer le blé et la farine indigènes exportés par des produits exotiques sensiblement plus onéreux, ce qui aurait à la foi augmenté le prix du pain et alourdi notre balance commerciale. Loin de supprimer cet inconvénient, le bon d'exportation réclamé par M. Duval l'aurait aggravé : les fluctuations des cours ayant à l'époque une amplitude extraordinaire, l'obligation de compenser une exportation par une importation aurait en effet maintenu les cours à un niveau constamment élevé. La solution aurait été extrêmement avantageuse pour les producteurs, mais elle l'aurait été beaucoup moins pour l'ensemble du pays.

SECTION II. — LIMITATION DES EMPLOIS DU BLÉ

Quatre moyens différents furent mis en œuvre pour réduire l'utilisation du blé à l'intérieur du territoire : l'interdiction d'utiliser le blé pour la consommation animale, l'emploi obligatoire des succédanés, la fixation d'un taux minimum d'extraction des farines et enfin une active propagande contre le gaspillage.

I. *Interdiction d'utiliser le blé pour la consommation animale.* — C'est un usage très ancien que celui de donner du grain aux animaux ; les cultivateurs le font pour l'élevage de leurs volailles et de leur bétail ; les citadins le donnent à leurs chiens sous forme de pain. Ainsi chaque année une quantité considérable de céréales panifiables que d'aucuns ont évaluée à 5 millions de quintaux échappe à l'alimentation des hommes.

Lorsqu'après la guerre on se vit sur le point de manquer de blé, cet usage parut intolérable. Au surplus, il avait pris en 1922 des proportions inusitées, en raison d'une hausse très forte survenue à l'époque sur les tourteaux, nourriture normale du bétail. Le Gouvernement, soucieux d'assurer coûte que coûte l'approvisionnement du pays, jugea indispensable d'intervenir et il obtint, par l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1922, l'autori-

sation d'interdire la distribution de céréales panifiables aux animaux.

On pensait obtenir par ce moyen de substantielles économies. M. Ouvré, le rapporteur de la loi, ne disait-il pas en effet ceci : « La culture acceptera cette mesure restrictive comme elle a toujours accepté les mesures d'intérêt national, quoi qu'on en ait dit trop souvent, elle acceptera de ne plus donner le grain au bétail. »

Mais cette confiance dans le succès de la loi était assez mal fondée. Comment en effet vérifier l'usage que fait un paysan de son blé ? Les exploitations agricoles sont si nombreuses qu'elles échappent à tout contrôle ; au surplus, un contrôle, même bien organisé, aurait été fort mal accueilli en raison de son caractère inquisitorial. Il était donc impossible d'empêcher la consommation animale des céréales panifiables. De même, à moins de rétablir le rationnement, on ne pouvait pas empêcher les gens de donner du pain à leur chien.

Et en fait l'interdiction n'a pas été observée. En 1926, au moment où par suite de la hausse du change les importations étaient devenues particulièrement onéreuses, M. Chaussy pouvait, sans être contredit, déplorer les abus qui se produisaient : « On gaspille encore du blé, bien qu'il soit à 240 fr., disait-il ; on en donne peut-être moins maintenant aux animaux, mais on en donne encore aux volailles et, dans les grandes propriétés, aux faisans... En ce qui concerne la nourriture des chiens, pourquoi ne fait-on pas un pain spécial avec du son ? »

II. *Emploi des succédanés dans la fabrication des farines.* — Déjà éprouvé pendant la guerre, l'emploi des succédanés avait été supprimé en 1921, en même temps que tous les autres règlements d'exception concernant la fabrication des farines et du pain. Il fut rétabli par la loi du 15 juillet 1922, laquelle autorisait le Ministre de l'Agriculture à « énumérer les succédanés dont les farines pourront ou devront être employées à la panification, ainsi que les proportions maxima et minima dans lesquelles un ou plusieurs succédanés devront obligatoirement entrer dans la fabrication du pain ».

Dès le 10 novembre 1922 paraissait un décret *autorisant* les meuniers à additionné 10 % de seigle à la farine de froment.

Il fut suivi, le 2 décembre, d'un second décret qui rendit cette addition obligatoire, sauf la faculté pour le meunier d'employer à son choix la farine de seigle ou de riz (1). Mais cette obligation se heurta bientôt à des difficultés d'approvisionnement provenant de la rareté des succédanés imposés et de leur cherté. Le Ministre de l'agriculture dut se montrer moins sévère et le pourcentage d'incorporation obligatoire fut ramené successivement à 8 % le 12 juillet 1923 et à 4 % le 1^{er} août 1925.

Lors de la chute du franc, le souci de réaliser des économies de blé obligea le Gouvernement à renforcer la réglementation. Le décret du 23 avril 1926 prescrivit l'incorporation de 8 % de succédanés à base d'orge et de riz. Ce taux fut porté à 10 % par le décret du 11 juin 1926 et, comme dans certains départements l'approvisionnement des succédanés s'opérait difficilement, les préfets furent autorisés à prescrire l'emploi des succédanés les plus variés : seigle, orge, riz, manioc, maïs, sarrasin, farines et semoules basses, etc... L'application de ces dispositions dura jusqu'au 10 septembre 1927, date à laquelle le taux d'incorporation des succédanés fut ramené à 6 %. Peu de temps après, l'incorporation devint facultative pour être supprimée finalement le 1^{er} décembre 1929.

Pour beaucoup, l'emploi des succédanés dans la fabrication des farines était apparu comme un excellent moyen de restrictions. En 1925, c'était M. Henri Cosnier qui, au Sénat, réclamait l'élévation à 12 % du taux d'incorporation des farines de céréales secondaires. Il était convaincu que ce procédé diminuerait les quantités de blé nécessaires à la consommation et qu'en même temps il permettrait d'abaisser le prix du pain, très élevé à cette époque. La chose lui paraissait évidente puisque les farines de riz ou de manioc étaient cotées à des cours très inférieurs à ceux de la farine de froment (2). De son côté, M. Marcel Donon estimait que l'incorporation régulière du seigle et de l'orge devait

(1) L'obligation ne s'appliquait pas aux industries spéciales (biscuiteries, produits de régime, pâtes alimentaires).

(2) Débats parlementaires, C. D. 27 mars 1925, p. 402.

être la règle et il ne voyait pas d'inconvénient à ce que le taux d'addition soit élevé à 10 et 15 % (1).

En sens inverse, M. Dominique Delahaye jugeait le taux d'incorporation de 8 % excessif et considérait comme impossible de trouver en France les succédanés indispensables à l'application des règlements (2). Imposer une telle obligation à la meunerie, c'était remplacer les importations de blé par des importations de maïs, de seigle ou d'orge, ce qui, au point de vue du change, ne pouvait guère modifier la situation. Au surplus, ajoutait-il, l'économie de blé à espérer de l'emploi des succédanés était dérisoire dans l'impossibilité où se trouvait le Gouvernement à faire respecter ses règlements.

Sur ce dernier point, M. Dominique Delahaye avait parfaitement raison. Le Ministre de l'Agriculture n'avait à sa disposition que le service de la répression des fraudes, c'est-à-dire un contrôle volant presque inexistant aux petits centres et dans les campagnes, et il dut lui-même le reconnaître. Même après le vote de la loi du 9 août 1926, imposant aux minotiers l'obligation de tenir un registre spécial d'entrées et de sorties, des fraudes importantes se produisirent et il n'y a pas lieu de s'en étonner, puisqu'aujourd'hui encore, avec un corps de contrôle bien constitué, on ne peut faire respecter les dispositions législatives.

III. *Fixation d'un taux minimum de blutage.* — Fixer un taux minimum de blutage, c'est empêcher la meunerie de fabriquer des farines de haute qualité, c'est l'obliger à concentrer tout le pouvoir nutritif du grain de blé dans une seule farine dite entière, destinée à la panification. Les économies que ce procédé permet d'obtenir sont assez considérables s'il est respecté ; de fait, appliqué du 15 octobre 1915 au 1^{er} août 1921, il avait, selon certaines estimations, économisé pendant cette période une quantité de blé supérieure à 40 millions de quintaux.

Sa suppression, en rendant la liberté aux meuniers, avait

(1) Débats parlementaires, Sénat 5 août 1926, p. 1482.

(2) Débats parlementaires, C. D. 26 mars 1925, p. 376.

encouragé ceux-ci à revenir aux pratiques d'avant-guerre. Au lieu de bluter à 75 ou 80 %, ils se sont remis à fabriquer des farines panifiables à 65, 70 %, livrant ainsi à la boulangerie un produit susceptible de fournir du pain de bonne qualité.

Il fallut cependant le rétablir lorsqu'on éprouva, à nouveau, des inquiétudes sur l'approvisionnement du pays. « La possibilité d'extraire des farines à un taux insuffisant, sous prétexte d'obtenir du pain très blanc qui prend parfois l'aspect d'un véritable gâteau, constitue un véritable gaspillage qu'il n'est pas permis de tolérer dans les années de récoltes déficitaires ». Ainsi s'exprimait le Ministre de l'Agriculture en juillet 1922 (1), et pour répondre à cette préoccupation, la loi du 15 juillet 1922 l'autorisa à « déterminer le taux minimum d'extraction au-dessous duquel les produits de la mouture du blé ne pourront être fabriqués, mis en vente ou vendus ».

Un décret du 28 juillet pris en exécution de cette disposition obligea les meuniers à « mélanger tous les produits de la mouture à l'exception des sons et autres issues, pour constituer la farine entière destinée à la consommation humaine ».

Ce décret fut appliqué jusqu'au 20 août 1924. A cette date, pour parer à l'aggravation du déficit, le Ministre de l'Agriculture lui substitua une disposition plus sévère portant obligation de bluter les blés indigènes à 78 % et les blés exotiques à 80 %. Mais ce nouveau régime dut être rapidement aboli, car la faible teneur en farine des blés indigènes le rendait inapplicable.

Il fit place à un troisième décret promulgué le 1^{er} août 1925 et ainsi conçu : « La fabrication de la farine entière de froment devra être poursuivie de manière à extraire du blé le maximum de farine panifiable, sans que le taux d'extraction puisse être inférieur d'une unité au poids de l'hectolitre de blé mis en mouture ».

A son tour, ce décret subit d'importantes modifications justifiées par la situation devenue en 1926 angoissante. D'une part, les dérogations accordées jusqu'alors aux industries annexes furent très strictement limitées. D'autre part, en vertu d'un décret pris le 27 juillet 1926, le taux d'extraction calculé précé-

(1) Débats parlementaires, C. D. 4 juillet 1922, p. 2260.

demment à raison du poids de l'hectolitre de blé diminué d'une unité fut établi à raison de ce même poids augmenté d'une unité.

C'était se rapprocher sensiblement du régime adopté en 1924 et s'exposer aux mêmes difficultés d'application consécutives à la mauvaise qualité des blés indigènes. Aussi le décret du 27 juillet 1926 fut-il ouvertement violé pendant toute la durée de son application, c'est-à-dire jusqu'au 22 mars 1927. A ce moment, l'amélioration de la situation incita le Gouvernement à reprendre les dispositions du décret du 1^{er} août 1925 pour supprimer enfin toute réglementation le 4 décembre 1927.

Pendant toute sa durée d'application, le taux minimum de blutage a incontestablement procuré d'importantes économies. Toutefois, en raison des difficultés de contrôle, en raison également du caractère excessif de certains décrets, il n'a pas eu toute la portée que l'on attendait.

Deux résultats plutôt déplorables en ont, en tout cas, été la conséquence. D'une part, la meunerie s'est outillée en machines perfectionnées, elle s'est mise en mesure de bluter à un taux élevé, et lorsque vint la surproduction elle continua à extraire la quintessence du blé. D'autre part, la farine entière fabriquée sous le régime du taux minimum valut au consommateur du pain de mauvaise qualité et il s'en est suivi au regard de cet aliment une désaffection dont plus tard on devait mesurer les inconvénients.

IV. « *Ne gaspillez pas le pain* ». — Pour compléter les mesures imposées à la meunerie et au commerce des blés, pour leur assurer toute l'efficacité désirable, le Gouvernement jugea nécessaire de faire une propagande active contre le gaspillage du pain. On se rappelle encore aujourd'hui les écritaux apposés dans les boulangeries invitant les consommateurs à ne pas jeter le pain. Une circulaire de M. Chéron, dont nous donnons ci-après un passage et adressée aux préfets, montre l'importance que le Ministre attachait à cette propagande :

... « Il vous appartient de prendre à l'égard de la boulangerie toutes mesures de police que vous jugerez nécessaires pour que le pain soit délivré dans les conditions et sous les formes qui se prêtent le moins au gaspillage.

« Non seulement le pain de fantaisie ne doit pas être prohibé
« dès lors qu'il est fabriqué avec de la farine rigoureusement
« réglementaire, mais il constitue un moyen d'économie sur
« la quantité.

« Il faut prescrire aux établissements publics, hôtels, restau-
« rants, etc... de ne servir à leur clientèle le pain qu'avec
« ménagements, par petits morceaux. Chacun en prendra ainsi
« seulement selon ses besoins... Il sera nécessaire, comme vous
« l'avez fait l'année dernière, de faire apposer dans tous les
« lieux publics une petite pancarte recommandant d'éviter le
« gaspillage du pain ».

... « Nous sommes certains, du reste, que les consommateurs
« soucieux d'aider le Gouvernement à défendre le franc et à
« enrayer l'augmentation du coût de la vie, vous seconderont
« de toute leur bonne volonté. Il en coûte peu à chacun d'éviter
« le gaspillage, mais les plus modestes économies, s'addition-
« nant, peuvent arriver à représenter, pour l'ensemble de la
« nation, plusieurs millions de quintaux de blé. »

SECTION III. — AUTRES FACTEURS QUI ONT CONTRIBUÉ

A RÉDUIRE LA CONSOMMATION

Indépendamment des mesures ci-dessus, d'autres facteurs sont intervenus qui ont largement contribué à réduire la consommation du blé. Ce sont : l'amélioration du niveau de vie, la fermeture hebdomadaire des boulangeries et la mauvaise qualité du pain.

I. *La mauvaise qualité du pain.* — Différentes raisons, les unes directement consécutives aux restrictions imposées par les Pouvoirs publics, les autres étrangères à ces restrictions, ont contribué à enlever au pain les qualités qui, avant-guerre, le faisaient tant apprécier.

Tenue de bluter à un taux élevé et d'incorporer des succédanés dans ses fabrications, la meunerie a livré aux boulangers des farines qui se prêtaient difficilement à la confection du bon pain. Peut-être ces farines présentaient-elles toutes les qualités

nutritives désirables, mais elles ne permettaient pas de faire du bon pain.

Esclave du progrès, la boulangerie en est venue, de son côté, à des méthodes de panification qui, pour être expéditives, ne donnent pas forcément d'aussi bons résultats que les usages séculaires. Très souvent, elle a cherché la quantité plutôt que la qualité et dans bien des cas elle a servi à sa clientèle du pain mal fermenté et mal cuit.

Une troisième raison qui, celle-là, est plus discutée, tient au fléchissement de la valeur boulangère des blés. Les blés à grand rendement qui, après la guerre, se sont substitués progressivement aux anciens blés n'auraient pas eu les mêmes qualités, soutiennent les uns. En sens inverse, les cultivateurs démontrent que les bons rendements n'ont pas été obtenus au détriment de la valeur boulangère. Il est difficile de prendre parti pour les uns ou pour les autres ; cependant, un agronome réputé, M. Schribaux, tout en faisant les plus grandes réserves sur les méthodes d'estimation de la valeur boulangère, a dû reconnaître que certaines récoltes ont donné des blés d'assez mauvaise qualité.

Quoi qu'il en soit, tout le monde est aujourd'hui d'accord pour reconnaître l'influence de la qualité du pain d'après-guerre sur le niveau de la consommation. Beaucoup de médecins en ont déconseillé l'usage à leurs malades ; d'autres consommateurs, peu attirés par le pain gris et indigeste, s'en sont éloignés spontanément. Au total, la consommation totale a diminué dans des proportions assez fortes.

II. *Amélioration du niveau de la vie.* — Nul n'ignore qu'en l'espace de quelques années la technique s'est transformée à pas de géants. L'évolution qui demandait des siècles n'exige plus maintenant que des années, quelques mois, et il en a été ainsi pour les mœurs aussi bien que pour la technique. Ceux qui ont connu les conditions de vie de la classe ouvrière et même de la classe paysanne et qui les comparent avec celles d'aujourd'hui sont frappés de la différence. C'est à peine si certains d'entre eux en sont venus à admettre que les salaires soient élevés, que l'ouvrier puisse se contenter d'autre chose que du pain noir et

des pommes de terre. Et pourtant cela est, le niveau de vie, à tous les degrés de la société, a franchi, au point de vue matériel s'entend, un pas formidable qui fait que ce qui était autrefois considéré comme du luxe est devenu le nécessaire.

Voilà qui a été une cause de sous-consommation du pain. La politique n'a pas suffi ; la technique du cultivateur, du meunier et du boulanger n'a pas été seule à détourner le consommateur de ses vieilles habitudes ; l'évolution, le bien être matériel sont venus encore accentuer cette tendance. La consommation de pain qui avait commencé à diminuer au début de ce siècle a déchu plus rapidement qu'elle n'avait commencé à le faire et précisément en raison de cette rapide amélioration du niveau de vie.

Ainsi que le rappelait M. Sirol, la viande était, il y a cinquante ans, un aliment de luxe pour les classes pauvres ; aujourd'hui elle figure au menu quotidien du plus modeste. De même pour les légumes, les fruits, le cacao, le café, le sucre, toutes denrées dont l'emploi s'est développé au détriment du pain. Il faut ajouter ceci encore, c'est que la forme sous laquelle se consomme le pain a joué son rôle également. En effet, le vieux pain de méteil, le pain bis d'avant-guerre qui servait aux habitants de la campagne, tend à disparaître ; on ne veut plus de pain noir, c'est du pain blanc que l'on désire et comme il est beaucoup plus léger, on en mange beaucoup moins. Et le fait se produit non seulement aux champs, mais aussi en ville où le pain de ménage est abandonné au profit du pain plus fin.

III. *Fermeture hebdomadaire des boulangeries.* — Signalons enfin les répercussions de la fermeture hebdomadaire des boulangeries sur la consommation du pain. La vague de protectionnisme social qui a déferlé après la guerre a entraîné l'instauration du jour sans pain, mesure qui s'est trouvée coïncider avec les efforts entrepris pour adapter la demande à l'offre du blé. On a longtemps méconnu l'influence de cette mesure sur la consommation ; on la considérait comme négligeable. Pourtant, le fait qu'elle obligeait les gens à s'approvisionner la veille avait pour conséquence de faire consommer du pain rassis au lieu du pain frais. Or, on mange moins de pain rassis que l'on ne mange de

pain frais, c'est une réalité qui ne se discute pas. Répétée à raison de 52 fois par an et multipliée par trente à trente-cinq millions d'habitants, cette réduction finit par représenter un nombre assez considérable de quintaux de blé.

Du reste, lorsqu'allait se poser la question de la surproduction, on devait réclamer énergiquement la suppression de la fermeture hebdomadaire des boulangeries. L'A. G. P. B., les Chambres d'agriculture, la C. N. A. A. allaient exprimer leurs doléances sur les pertes de débouchés que représente pour l'agriculture la fermeture des boulangeries.

CHAPITRE II

Le prix du pain

En échange des sacrifices qui lui ont été imposés dans un but de sécurité nationale, le consommateur a bénéficié dans une certaine mesure de la sollicitude du législateur. Cette sorte de compensation s'est manifestée sous forme d'une lutte contre la hausse du prix du pain.

Aliment de première nécessité, largement utilisé par les classes laborieuses, le pain est l'objet d'une très large consommation et, à ce titre, son prix représente un véritable étalon du coût de la vie. Normalement, s'il avait suivi les tendances de celui du blé, ce prix aurait dû se maintenir constamment à un niveau très élevé, mais le législateur ne l'a pas voulu.

Il s'est trouvé ainsi partagé entre le désir d'encourager la production du blé par des cours rémunérateurs et celui de ménager la charge imposée de ce chef au budget du consommateur. Cette dualité de préoccupation l'a incité à rechercher plutôt des solutions intermédiaires qu'il y a lieu d'exposer maintenant, et en fait, la défense du consommateur n'a été opérée que dans une très faible mesure par une pression sur les cours du blé.

Le premier moyen consista à manœuvrer le droit de douane pour freiner les cours du blé. Pendant le premier semestre de 1924, ce droit a été ramené de 14 à 7 francs, puis cette solution paraissant trop défavorable aux cultivateurs, le Gouvernement fit voter la loi du 24 décembre 1924 qui l'autorisait à rembourser le droit de douane. A trois reprises, du 1^{er} janvier au 31 juillet 1925, en juillet 1926 et du 1^{er} novembre au 31 décembre 1926,

il a usé de la faculté qui lui était ainsi accordée, dans l'espoir que cette prime à l'importation alourdirait le marché du blé. comme nous l'avons vu, le résultat cherché n'a pas été atteint. Tout au plus pouvait-on se flatter d'avoir évité une hausse de 0 fr. 15 par kilo de pain et encore la valeur de cette affirmation fut-elle mise en doute.

Le second moyen tendait à alléger le prix du pain par la suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires en matière de blé. Etant donné que le producteur n'est pas assujéti à la taxe et que, d'autre part, les commerçants l'évitaient presque entièrement en opérant comme commissionnaires, l'impôt supprimé portait uniquement sur les bons de commission et sur les blés importés. Sa suppression ne diminuait guère le prix du pain que de 2 à 3 centimes par kilo.

Droits de douane et taxe sur le chiffre d'affaires n'offraient donc pas la solution cherchée. La taxation du pain et de la farine par les préfets qui fut le troisième moyen employé devait se révéler plus efficace. Déjà, les maires tenaient de la loi des 19, 22 juillet 1791 le pouvoir de fixer le prix du pain dans leur commune, mais ils n'en usaient pas tous et, bien souvent, il leur arrivait de taxer sans connaître la situation du marché. Le Ministre de l'Agriculture avait pensé remédier à cet inconvénient en faisant constituer dans chaque département (décret du 28 juillet 1922) une commission spéciale composée d'agriculteurs, meuniers et boulangers qui serait chargée de constater les cours du blé et de la farine et de fournir ainsi aux maires de précieuses indications. Mais cette formule n'avait pas suffi, car les maires conservaient une latitude qui leur permettait de taxer le pain au-dessus du prix normal. La loi du 31 août 1924, en autorisant les préfets, secondés par une commission consultative, à taxer la farine et à fixer le prix maximum devait, pensait-on, faire disparaître cet inconvénient.

En fait, et malgré tous ses défauts, la taxation a empêché le pain de monter aussi haut qu'il l'aurait fait s'il avait suivi le cours du blé. Le rapport prix du pain-prix du blé qui était avant la guerre de 1,66 est toujours resté inférieur à ce chiffre depuis la guerre et le prix moyen du pain n'a guère fait que suivre la

dépréciation du franc alors que la plupart des autres denrées atteignaient les coefficients 7 et 8.

Heureux en ce sens que les familles disposant de modestes ressources n'ont pas eu trop à souffrir des hauts prix, ce résultat présentait une contre-partie. La taxation devait en effet conduire les boulangers à faire du pain de mauvaise qualité, plus mauvais que si les prescriptions touchant la fabrication des farines avaient été seules à jouer. C'est là un point qu'a précisé M. Halle dans un rapport présenté devant le Conseil National Economique en 1931 et voici comment s'exprimait le secrétaire général de l'Association des Producteurs de blé :

« La taxation, à notre avis, a supprimé tout esprit de concurrence professionnelle dans l'industrie de la boulangerie. Assurés de vendre le pain au prix de la taxe quelle que soit la qualité des farines employées, nombre de boulangers achètent des farines inférieures sensiblement au-dessous du niveau de la taxe officielle ; s'autorisant de la passivité traditionnelle du consommateur, ils ne font plus aucun effort pour travailler leur qualité : l'industrie de la boulangerie, répétons-le, travaille dans des conditions défectueuses, c'est une des raisons principales de la mauvaise qualité du pain » (1).

(1) *J. O.*, 28 juillet 1931.

CONCLUSIONS

de la Première Partie

Considérée au point de vue des objectifs qui étaient sa raison d'être, la politique suivie depuis le 1^{er} août 1921, date du retour à la liberté, jusqu'à la récolte surabondante de 1929, a donné des résultats tangibles que l'on aurait tort de méconnaître.

1° Résultats obtenus

a) *Pour le ravitaillement.* — Le ravitaillement a été en effet constamment assuré. Dans les circonstances où l'on redoutait le plus sérieusement le manque de pain, la population a toujours eu à sa disposition les quantités qui lui étaient nécessaires. La preuve en est notamment qu'un stock de sécurité constitué en exécution de la loi de 1924 pour être distribué aux boulangeries désapprovisionnées n'a pas été utilisé. Sur 120.960 quintaux achetés par l'intendance, 18 seulement ont été cédés à la population civile et encore s'agissait-il d'une vente à la coopérative des cheminots d'Anzin. De même en 1926 où les restrictions les plus sévères ont été appliquées pour diminuer le plus possible le tribut à payer au marché mondial, le consommateur a pu se nourrir à sa guise.

b) *Pour les importations.* — Quand aux importations, on peut dire qu'elles ont été aussi restreintes que possible. Il suffit pour en juger de comparer leur niveau moyen, durant trois périodes distinctes. La première période qui est la seule normale s'étend de 1910 à 1911, la deuxième qui correspond au régime excep-

tionnel de la guerre de 1914 à 1921, enfin la troisième est celle que nous étudions :

EXCÉDENT DES IMPORTATIONS (*en millions de quintaux*)

1901 (4 mois)	0,6	1914 (4 mois)	7,5	1921 (5 mois)	4,
1902	2,6	1915	19,4	1922	6,2
1903	4,8	1916	28,7	1923	13,4
1904	2,1	1917	23,6	1924	13,8
1905	1,5	1918	19,8	1925	12,
1906	2,7	1919	23,4	1926	4,2
1907	3,4	1920	23,8	1927	21,7
1908	0,3	1921 (7 mois)	6,6	1928	10,4
1909	0,6	—		1929 (7 mois)	8,6
1910	6,1		21,8	—	
1911 (7 mois)	18,4				11,8

moy. actuelle 4,3

Il ressort de cette comparaison que la moyenne des achats effectués à l'étranger est tombée depuis 1921 à 54,1 % de ce qu'elle était pendant la guerre. Certes, les circonstances n'étaient plus les mêmes, mais si une politique énergique n'était pas intervenue, le tribut à acquitter aurait été autrement plus lourd. « Il est démontré dès maintenant que nous aurons pu, grâce aux mesures prises, réduire dans des proportions considérables les importations que commandait une année aussi déficitaire ». Voilà ce que pouvait dire en 1923 M. Chéron s'adressant aux préfets. Et, en 1926, les Pouvoirs publics ont pu se flatter d'avoir limité à 4,6 millions de quintaux les achats à l'étranger, alors qu'il en aurait fallu 20 millions si rien n'avait été fait.

Les résultats ainsi obtenus, que ce soit pour l'approvisionnement de la population ou pour les importations, l'ont été au prix de durs sacrifices. Les mesures prises ont été hardies, hasardeuses parfois ; elles ont suscité des protestations, des critiques ; mais, somme toute, la fin justifiait les moyens et l'on ne peut pas reprocher aux Pouvoirs publics d'avoir cherché à défendre et à relever l'économie du pays.

2° La situation créée par la politique du blé

Donc, considérée sur le terrain des mobiles qui l'ont suscitée, la politique du blé a eu d'heureux effets. Ce serait toutefois l'apprécier avec beaucoup d'optimisme que de l'envisager sous ce seul aspect de son influence immédiate. Il faut également se demander jusqu'à quel point elle préparait l'avenir. Autrement dit, il importe de savoir si les moyens employés pour sauvegarder une menace de famine ne devaient pas créer une situation nouvelle, si, en prévision de circonstances susceptibles de modifier la conjoncture, ils constituaient un effort suffisant.

Or, en fait, ils ont créé, ou tout au moins contribué à créer, une situation nouvelle.

a) *Consommation réduite.* — D'une part, en effet, la politique de consommation adoptée à titre exceptionnel a provoqué une sous-consommation chronique. En, obligeant les meuniers à livrer des farines entières et les boulangers à livrer du mauvais pain, elle a détourné le consommateur de cet aliment. Conjuguée avec l'accroissement du souci de bien-être, souci qui faisait substituer au pain des denrées considérées autrefois comme luxueuses, conjuguée aussi avec la diminution des emblavements, qui a restreint de 1 million de quintaux l'achat des semences, cette politique de compression a enlevé à la production une partie de ses débouchés.

On aurait pu vérifier ce phénomène dès 1929. En reprenant la comparaison entre les trois périodes envisagées ci-dessus et en prenant pour chacune d'elles la production de chaque récolte et l'excédent annuel des importations, on obtenait en effet à cette époque le résultat suivant :

1^{re} période (1901-1911).

Importations annuelles moyennes .	4,3 millions de quintaux		
Récolte moyenne	89,4	»	»
Disponibilités moyennes	93,7	»	»

2^e période (1914-1921)

Importations annuelles moyennes .	21,8 millions de quintaux		
Récolte moyenne	57,8	»	»
Disponibilités moyennes	79,6	»	»

3^e période (1921-1929)

Importations annuelles moyennes .	11,8 millions de quintaux		
Récolte moyenne	76,	»	»
Disponibilités moyennes	87,8	»	»

La consommation annuelle pendant la période 1921-1929 apparaît très supérieure à celle constatée pendant la guerre, mais elle a été inférieure de 6 millions de quintaux à la consommation moyenne d'avant-guerre. Et ce qui prouve bien qu'il s'agit d'une situation chronique, durable, c'est que même après l'abolition complète de la politique d'économie, la consommation n'a pas remonté : elle a été de 86,7 millions de quintaux seulement pour la période 1921-1932.

b) *Capacité de production sensiblement augmentée.* — D'autre part, la politique d'intensification de la production a exercé une très grosse influence.

Elle a permis de regagner définitivement une partie des superficies en blé que la guerre avait fait abandonner : les quelque 4 millions d'hectares ensemencés pendant cette période de bouleversement sont devenus 5 millions d'hectares (moyenne décennale 1921-1921 : 5.369.580 hectares). Ce gain, à première vue insignifiant, est en réalité très appréciable, car il représente le terrain qui a été reconquis puis défendu contre une vague puissante d'abandon. L'exode des campagnes, la tendance à créer des prairies, suscitée à la fois par la pénurie de main-d'œuvre et la perspective de gros gains que procurait l'élevage, constituaient deux facteurs très sérieux de délaissement d'une culture aussi assujettissante que celle du blé. C'est un des résultats de la

politique de production que d'avoir sinon empêché, du moins limité, cet abandon.

Au surplus, le maintien des surfaces emblavées représente l'aspect défensif de la politique de production. La portée véritable de cette politique, son effet constructif, réside dans l'amélioration des rendements d'avant-guerre.

A première vue aussi, le progrès réalisé à cet égard a été relativement faible. De 13,60 le rendement moyen s'est élevé à 14,14, ce qui fit dire à M. Schribaux en 1931 : « Nos rendements et la qualité de notre production sont bien loin de correspondre à l'état actuel de nos connaissances techniques et financières, aux sacrifices qui ont été faits par les gouvernements pour améliorer la production du blé et à l'énorme effort de bonne volonté déployé par les offices agricoles, les directeurs des services agricoles, les professeurs d'agriculture et les associations professionnelles. »

Mais, n'était-il pas un peu prématuré à l'époque de conclure à l'inefficacité de la politique de production ? Il n'en est pas pour l'agriculteur comme pour l'industriel chez qui un perfectionnement technique se traduit immédiatement par une productivité plus grande. Le capital enfoui dans la terre ne peut pas fournir d'une année à l'autre toute sa productivité, d'autant que, dans le cas présent, il était destiné à perfectionner une culture qui n'avait cessé de progresser depuis des années.

En fait, on aurait pu constater dès 1929 une transformation profonde dans les méthodes de culture. Des exploitations autrefois peu perfectionnées obtenaient des résultats remarquables ; les blés de pays se répandaient. Dans ces conditions, on était en droit d'espérer que, tôt ou tard, les récoltes suffiraient aux besoins.

Si l'on ne pouvait prévoir le délai exact au bout duquel la production reprendrait sa physionomie d'avant-guerre, il était du moins à supposer que l'on aurait de fortes récoltes. En 1921 et en 1925 déjà, grâce à de bonnes conditions atmosphériques, la production avait atteint et au delà le niveau indispensable pour faire face aux besoins de la consommation : les rendements obtenus alors furent respectivement de 16,35 et 16,53, supérieurs aux rendements les plus forts qui avaient jamais été enregistrés.

Pour peu que se reproduisent ces conditions favorables et l'on se trouverait à nouveau en présence d'une récolte excédentaire.

Mieux encore à supposer que la culture française s'arrête dans les voies du progrès et qu'elle n'arrive pas à obtenir de bons rendements d'une façon régulière, son émule, la culture nord-africaine s'était avérée de plus en plus susceptible de compléter les disponibilités de la métropole. En 1923, l'Afrique du Nord avait obtenu une mauvaise récolte nécessitant de notre part un effort supplémentaire d'approvisionnement, mais il s'agissait d'une simple défaillance. Depuis la guerre, elle a fait elle aussi un très gros effort ; l'outillage, les méthodes culturales s'y sont développés rapidement, de sorte qu'elle est redevenue constamment exportatrice. Qu'on en juge plutôt par le tableau ci-dessous :

Années	ALGÉRIE		TUNISIE		MAROC	
	Surfaces ha	Produc- tion qx	Surfaces ha	Produc- tion qx	Surfaces ha	Produc- tion qx
1921	1.217	7.668	603	2.438	793	6.325
1922	1.228	4.623	433	1.000	836	2.509
1923	1.281	9.905	631	2.700	910	5.465
1924	1.426	4.704	421	1.400	998	7.825
1925	1.460	8.905	657	3.200	1.060	6.497
1926	1.513	6.409	744	3.550	1.035	5.602
1927	1.403	7.708	569	2.250	1.932	6.700
1928	1.479	8.246	817	3.300	1.078	7.636
1929	1.535	9.064	700	3.350	1.278	8.644

Ainsi, sans s'offrir les mêmes caractères qu'avant la guerre, le marché français du blé s'était en quelques années acheminé vers un équilibre l'affranchissant du tribut étranger. En 1931, au Congrès organisé à l'Exposition Coloniale par la Société des Agriculteurs de France, M. de Vilmorin a rappelé à grands traits cette évolution : « La baisse lente de la consommation, disait-il, la baisse lente également des étendues cultivées, les progrès de la culture et l'augmentation des rendements des blés français, quelle est la résultante de cet ensemble ? Mon impression est qu'avec les blés à rendement de plus en plus fort nous pourrons

très rapidement, d'ici peu d'années, nous passer de toute importation... Notre étendue cultivée en France métropolitaine tend à diminuer lentement, mais le rendement s'accroît plus vite que ne diminue l'étendue cultivée. Il n'est pas paradoxal d'envisager l'approvisionnement total de la France métropolitaine par elle-même et par l'appoint Algérie, Tunisie, Maroc. » M. de Vilmorin ne mâchait pas ses mots : il entrevoyait dans un délai rapproché le jour où notre marché deviendrait excédentaire.



3° *Les Pouvoirs publics en face de cette nouvelle situation*

Cette transformation lente mais sûre avait échappé aux Pouvoirs publics, alors soucieux du ravitaillement. En 1929, malgré la baisse enregistrée sur le marché mondial, ils désespéraient de revoir la production se relever. Témoin cette proposition de résolution de MM. Léon Lauvray et Alex. Duval déplorant le fléchissement de la culture du blé en France et ses répercussions sur la balance commerciale : « C'est un danger national » observaient les auteurs de la proposition (1). Témoin également la proposition de résolution déposée au Sénat le 20 juin 1929 par M. Chagnaud et plusieurs de ses collègues et qui demandait la distribution des primes à la culture du blé (2). « La récolte de 1929 doit être considérée comme exceptionnelle », diront plus tard MM. Jean Molinié et Paul Anquetil... « Le pays a tout intérêt à tendre vers une récolte complètement assurée par le blé indigène..., etc. (3).

Faute de s'attendre à la surproduction, les Pouvoirs publics ne s'étaient pas organisés en conséquence. De fait, à la veille de la récolte de 1929, nous trouvons :

a) *Un Etat mal renseigné.* — Le Ministre de l'Agriculture n'a pas à sa disposition la documentation qui lui est indispensable

(1) Proposition de résolution C. D. n° 1653 du 23 mai 1929.

(2) Proposition de résolution Sénat n° 360 du 20 juin 1929.

(3) Proposition de résolution C. D. n° 2280 du 22 octobre 1929.

pour connaître l'état du marché. Les renseignements qui lui sont fournis par ses services ne sont pas toujours exacts ; ils sont incomplets parce qu'ils ne lui fournissent aucune indication sur les stocks. Enfin, ils sont tardifs : pour une récolte effectuée au mois de juillet, les statistiques ont été publiées le 8 octobre en 1926, le 30 septembre en 1927 ; en 1929, on s'est dépêché un peu plus et la statistique a été publiée le 2 septembre, mais le commerce était déjà fixé depuis longtemps sur la situation exacte.

Ce n'est pourtant pas que le Ministère de l'Agriculture soit dépourvu de moyens d'action. Dans la plus petite commune, il y a depuis 1902 des commissions de statistiques agricoles qui sont chargées de le renseigner. Mais ces commissions sont beaucoup moins actives, souvent aussi moins bons juges que les courtiers des grosses maisons de commerce. Pour les inciter à fournir des renseignements plus précis et plus exacts, il fallait les réorganiser, créer un contrôle minutieux (Compte rendu de l'Assemblée des Présidents des Chambres d'agriculture, p. 320, 5 novembre 1929 ; Rapport de M. Harent sur l'enquête agricole de 1930).

Des tentatives dans ce sens ont été faites. En 1925, M. Queuille avait déposé un projet de loi qui, entre autres mesures, prévoyait la déclaration obligatoire des stocks détenus chez les cultivateurs ou les commerçants (1). Adopté à la Chambre, modifié ensuite par le Sénat, ce projet a été retiré de l'ordre du jour parce que les circonstances n'en faisaient pas ressentir la nécessité.

Un second projet eut un sort plus heureux puisqu'il devint la loi du 9 août 1926. A l'article 1^{er} de ce texte, il était stipulé que « les commissions communales de statistique agricole, instituées par le décret du 27 août 1902, recueilleront aux dates fixées par le Ministre de l'Agriculture les déclarations relatives aux surfaces ensemencées... *que les exploitants doivent leur fournir obligatoirement* ». D'autre part, l'article 2 prévoyait que « les entrepreneurs de matériel de battage seraient tenus de communiquer leurs livres ou carnets à souche aux commissions de sta-

(1) Projet de loi C. D. n° 1209, 6 février 1925.

tistique agricole ». L'article 3 faisait une obligation aux grainetiers et aux meuniers de tenir un registre des entrées et sorties de farine. Enfin, l'article 4 créait une pièce de régie qui devait accompagner les blés expédiés par les industriels et commerçants. Destinée à prévenir les exportations alors interdites, cette dernière disposition fut supprimée par la loi du 9 mars 1928.

La loi du 9 août 1926 n'a pas donné les résultats espérés parce qu'elle n'a pas été appliquée avec la rigueur nécessaire. Le contrôle des déclarations n'a pour ainsi dire pas existé. Par ailleurs, certaines communes mettaient tellement de négligence à établir leurs déclarations que, même sur les états fournis, la surface de la commune variait d'une année à l'autre.

Comment, dans ces conditions, le Gouvernement pouvait-il agir en connaissance de cause ? A plus forte raison, ne pouvait-il pas se rendre compte que le marché du blé s'acheminait vers la surproduction.

b) *Un Etat instable et inorganisé.* — Pour être fructueuse et éclairée, une politique doit avoir de la continuité et de l'unité. Ces deux qualités ne peuvent matériellement pas exister lorsque, en l'espace de dix ans à peine, 9 ministres se succédèrent à l'Agriculture. « Les ministres sont des passants rapides, disait en 1926 M. Jacquy. Alors que chacun de leurs actes devrait être guidé par l'unique souci de l'amélioration de l'avenir, ils sont obligés de faire une politique de la petite semaine, tout au plus à l'année ».

Certes, le Ministère de l'Agriculture, comme tous les autres, a des bureaux qui suppléent à l'instabilité ministérielle, mais ces bureaux sont routiniers. Ils ont chacun leur spécialité et la plupart du temps se bornent à envisager les problèmes urgents, laissant de côté ceux qui sont à longue échéance. On avait bien cherché à créer un organisme consultatif recruté parmi les personnes offrant les meilleures garanties de compétence et qui s'appelait l'« Office des céréales panifiables ». Institué par la loi de 1926, cet Office devait avoir pour mission de guider le ministre dans sa politique mais ses attributions étaient limitées et ses réunions rares. En fait, il se réunit assez peu de temps et

les seules réflexions qu'inspira son rôle lui reprochaient de n'avoir pas encouragé l'agriculture.

c) *Un Etat trop sensible aux mouvements d'opinion.* — Il suffit, pour s'en rendre compte, de parcourir les travaux parlementaires. On y trouve à chaque instant des interpellations et des réflexions répondant à des préoccupations d'ordre électoral. Ce sont par exemple les discours incendiaires qui se répètent à chaque fois où le blé baisse et où le cultivateur se déclare mécontent, ou inversement ceux auxquels a donné lieu la hausse vertigineuse de 1926. A chaque fois, les imprécations les plus variées ont été prononcées contre la spéculation, contre les minotiers, contre les grands propriétaires agricoles, etc... On sent que les parlementaires ont besoin de trouver un responsable et en termes vagues ils accusent toujours tel ou tel groupe criminel dont ils se gardent bien de préciser la responsabilité.

Ces multiples interventions n'auraient aucune importance si elles se bornaient à ne pas être autre chose que des paroles. Mais beaucoup vont plus loin et se traduisent par des mesures nettement démagogiques. C'est ainsi que le droit de circulation sur les farines qui fut établi en exécution de la loi du 9 août 1928 n'avait pas d'autre but que d'apaiser l'opinion surexcitée à l'idée que l'on pouvait exporter le blé indispensable. De même, le droit de douane fut relevé à différentes reprises, alors que le blé exotique était plus cher que le blé indigène. Mieux encore, au lieu d'abaisser purement et simplement le droit de douane lorsque la nécessité s'en est fait sentir, on a préféré procéder à un remboursement partiel ou total, camouflage auquel on eut recours pour échapper aux protestations de l'agriculteur, etc...

En répondant avec cette facilité aux protestations qui leur ont été adressées, les Pouvoirs publics ont habitué les électeurs à recourir à eux en toutes circonstances. Chaque fois qu'un intérêt particulier est invoqué, fût-il en contradiction avec l'intérêt général, on cherche à lui donner satisfaction. On est arrivé ainsi à créer une véritable armée de quémandeurs protestant les uns contre les autres, à créer des dissensions, des suspicions sur telle ou telle profession, gros inconvénient qui n'était pas fait pour faciliter la tâche du législateur,

Ainsi mal renseigné, manquant d'organisation, enclin aux mesures démagogiques, l'Etat n'était pas outillé pour faire face à une transformation survenant dans la situation du marché. Faute d'avoir prévu et d'être préparé en conséquence, il risquait, d'une année à l'autre, de se trouver en face de la surproduction qu'il désirait tant. « Il faut que nous arrivions à produire 100 millions de quintaux par an pour suffire à nos besoins », avait déclaré M. Queuille en 1923 (1). On a fait le nécessaire pour tendre à cet objectif, mais on n'a pas songé du tout au jour où il se réaliserait.

(1) Débats parlementaires, C. D., 6 février 1923.

DEUXIÈME PARTIE

Période de surproduction

GÉNÉRALITÉS

I. — *L'évolution subie par le marché mondial*

Au moment même où la France est sur le point de voir aboutir ses efforts de redressement, il convient de rappeler aussi brièvement que possible les transformations qui se sont produites depuis la guerre sur le marché mondial. C'est là un préambule sans lequel on ne pourrait clairement s'expliquer les événements qui vont se produire par la suite.

On se rappelle qu'en 1921, politiciens et agronomes éprouvaient une certaine inquiétude au sujet de l'approvisionnement mondial en blé. Ils se demandaient si les pays neufs seraient en mesure de suppléer aux pays européens exportateurs que la guerre avait rendus défaillants et, à plus forte raison, s'ils pourraient faire face au relèvement de la consommation constaté à l'époque. Or, contrairement à ces appréhensions, la production s'est élevée très rapidement à un niveau encore jamais atteint, cependant que la consommation s'amenuisait ; aussi bien, en 1920, n'était-il déjà plus question de disette, mais on se trouvait aux prises avec toutes les difficultés inhérentes à la surproduction.

C'est que loin d'abandonner la culture du blé après la guerre, tous les pays céréaliers s'y étaient adonnés avec ardeur.

Ceux d'entre eux normalement importateurs qui, touchés par la guerre, avaient dû, comme la France, augmenter leurs achats, avaient vu, du même coup, s'accroître le passif de leur balance commerciale. Ils se sont évertués à ne demander aux importations que la quantité qui leur était strictement indispensable,

s'efforçant d'améliorer l'équilibre de leur marché par une réduction de la consommation ou par le développement de leur production. De même, les pays qui étaient autrefois exportateurs, tels la Russie et l'Europe centrale et que la guerre avait obligés à abandonner leur position se sont empressés de la reconquérir. Ainsi, il fallait s'attendre à voir au bout de quelques années le vieux continent reprendre sa physionomie d'avant-guerre ; de fait, en 1929, les pays de l'Europe centrale étaient redevenus largement excédentaires et la Russie rentrait en scène avec une exportation de 10 millions de quintaux.

Pendant que s'opérait cette reconstitution, les pays neufs ont voulu profiter le plus largement possible des hauts prix consécutifs au déséquilibre transitoire de l'après-guerre. Ils ont amélioré leurs méthodes de production, développé leurs emblavements. si bien qu'en 1928, Etats-Unis, Argentine, Canada et Australie ont récolté 51,7 millions de tonnes de blé, contre 43,4 en moyenne pour la période 1923-1927 et 28,1 pour la période 1909-1913.

Au total, le monde qui produisait annuellement 82,5 millions de tonnes avant la guerre, en récoltait 104,5 après la guerre, soit une augmentation de 26,8 %.

Loin de suivre ce rythme d'accroissement, la consommation que l'on considérait en 1921 comme en voie d'accroissement s'est au contraire tassée. Pour des raisons de bien-être, la plupart du temps, les populations se sont détournées du blé et à un degré assez impressionnant, s'il faut en croire l'Institut International de l'Agriculture de Rome. Voici, en effet, quelle était respectivement la consommation, en kilogs par tête d'habitant, dans divers pays avant et après la guerre :

	1909-1914	1922-1927
Allemagne	92	65
Belgique	228	181
Finlande	55	43
France	224	195
Grande-Bretagne	163	158
Italie	167	183

Norvège	43	65
Portugal	55	66
Suède	70	82
Suisse	142	131
Canada	312	188
Etats-Unis	146	133
Argentine	178	151
Japon	14	20

Avec une augmentation progressive de la production et un fléchissement également progressif de la consommation, il était fatal que l'on soit conduit à un engorgement du marché. De fait, à partir de 1926, les stocks incoulés vont en s'accroissant d'une année à l'autre :

1 ^{er} septembre 1926	4.975.000 tonnes
1 ^{er} septembre 1927	5.580.000 »
1 ^{er} septembre 1928	6.338.000 »
1 ^{er} septembre 1929	11.840.000 »

En même temps, les cours fléchissent sans arrêt. Ils avaient atteint en 1925 leur niveau maximum ; les années suivantes ils baissent lentement, puis plus rapidement, pour arriver enfin à l'effondrement complet en 1931. Qu'on en juge plutôt d'après la moyenne annuelle enregistrée à Chicago et à Liverpool.

CHICAGO

LIVERPOOL

1925	162 cents par bushel	12-10 sh. et p. cents
1926	150 » »	12- 5 » » »
1927	136 » »	11- 1 » » » ^e
1928	129 » »	9- 9 » » »
1929	124 » »	8-11 » » »
1930	96 » »	7- 1 » » »
1931	59 » »	4- 4 » » »

Sans être catastrophiques, les cours de 1929 n'étaient déjà plus comparables à ceux de 1925, du moins n'exigeaient-ils plus de la part des pays acheteurs un sacrifice financier trop lourd. D'au-

tre part, les stocks constatés qui allaient en s'augmentant d'une année à l'autre ne permettaient plus guère le développement de la production, car ils indiquaient la saturation grandissante du marché mondial.

II. — *Les conséquences de cette évolution sur la situation de la France.* — La France n'a donc pas de chance qui, pendant les années de disette et de hauts prix s'est efforcée de reconstituer sa production et qui, au moment de toucher au but, s'est trouvée en présence d'une situation complètement changée.

En effet, en 1929, la récolte fut particulièrement abondante, dépassant sensiblement les besoins de la population. Il se produisit alors une baisse venant de ce qu'il nous était impossible d'exporter nos excédents sur le marché mondial. Très surpris, le Gouvernement a dressé en toute hâte un échafaudage de défense du marché, mais avec la conviction qu'il s'agissait d'un accident et que la récolte suivante serait déficitaire.

Ce fut là son tort, car cette récolte de 1929 constituait un avertissement : elle signifiait, avec son rendement jusqu'alors jamais obtenu de 17 quintaux à l'hectare, que l'agriculture française avait fait de gros progrès et que d'une année à l'autre elle était en mesure d'engorger le marché. La chute des cours qu'elle avait entraînée montrait elle aussi d'une façon manifeste qu'étant donnée la situation du marché mondial une bonne récolte en France devenait mauvaise pour l'agriculture et qu'il fallait prendre des dispositions en conséquence.

Effectivement, si les espoirs du Gouvernement se révélèrent fondés en 1930 et en 1931, deux années où la récolte fut très mauvaise, 1932 vint confirmer d'une façon sévère l'avertissement qui avait été donné en 1929. Comme depuis cette époque la situation du marché mondial s'était encore aggravée, la chute des cours fut autrement inquiétante, et, pour ne pas abandonner l'agriculture, les Pouvoirs publics se trouvèrent acculés à des mesures tout à fait exceptionnelles qui devinrent très graves après la récolte de 1933, également surabondante.

Dans deux titres distincts, nous examinerons la politique qui a été suivie en 1929 et celle qu'a provoquée la surproduction réapparue en 1932. Il n'est pas dans notre intention d'y consacrer

crer un long développement, car cette période tourmentée a fait l'objet déjà d'études, d'articles et même d'ouvrages qui ont retourné la question sous tous ses aspects. Ce qui nous importe seulement, c'est de situer l'attitude du Gouvernement à la suite de la politique qu'il a suivie durant la période d'après-guerre, de façon à mettre en relief les relations étroites qui unissent les deux périodes successives de disette et de surproduction. C'est peut-être là un des aspects de la question qui a été le moins battu et qui n'en a pas moins un réel intérêt, parce qu'il fait mieux saisir les liens qui enchaînent les événements, lesquels paraissent extraordinaires s'ils sont envisagés isolément.

TITRE PREMIER

DE JUILLET 1929 A JUILLET 1932

CHAPITRE PREMIER

La récolte de 1929

1. — *Comment s'est produit l'engorgement du marché.* — De ce qui a été dit précédemment, il ne faudrait pas conclure que l'on devait fatalement s'attendre à une récolte excédentaire pour 1929. On devait certainement compter sur un relèvement brutal de la production, mais il était beaucoup plus difficile de savoir quand et comment il s'opérerait. Aussi bien n'y a-t-il aucune contradiction à affirmer que la crise de 1929 a été une véritable surprise.

On s'était fié aux pronostics habituels qui, en mai 1929, étaient encore très défavorables et c'est seulement les dernières semaines qui ont bouleversé complètement les prévisions, parce que, durant ce faible espace de temps, les conditions atmosphériques ont été excellentes, au point qu'on ne pouvait les espérer ainsi.

Or, cette erreur de pronostics fut une des principales raisons de la crise. Les commerçants se dirent en effet que les disponibilités allaient être assez faibles, que par conséquent le blé français retranché derrière la protection de 50 francs se maintiendrait à un cours élevé et naturellement ils cherchèrent à tirer

profit de la situation. Déjà, fin juillet, 7.861.922 quintaux de blé tendre achetés en bonne part à l'Argentine pour un prix avantageux avaient franchi notre frontière, contre 3.524.113 l'année précédente. L'afflux devait continuer encore jusqu'au mois d'octobre, en raison de l'échelonnement des contrats, peut-être aussi parce que l'on voulait profiter de la liberté qui était encore laissée au marché. Toujours est-il que la soudure, jadis si délicate, s'est trouvée très largement assurée et que la campagne 1927-1928 s'est soldée par un excédent qui, suivant les estimations de l'époque aurait dépassé 10 millions de quintaux.

Là-dessus est arrivée la moisson, supérieure à 90 millions de quintaux, grâce à un rendement très élevé de 17 quintaux à l'hectare. Au total, les disponibilités représentaient donc plus de 100 millions de quintaux, soit 13 millions de plus qu'il n'en aurait fallu pour couvrir les besoins. Devant l'impossibilité où l'on se trouvait d'exporter, il était fatal que les cours fléchissent. Effectivement, de 159 fr. en août 1929 ils tombèrent successivement à 147,75, 146,25, 145,50, 142 et 140 durant les mois suivants.

II. — *Les protestations en face de cet engorgement.* — Bien que la baisse ne fut pas catastrophique, comparativement à ce qu'elle devait être en 1932, les milieux agricoles s'émurent et adressèrent aux Pouvoirs publics une série de protestations motivées sollicitant de leur part une intervention énergique. Les Chambres d'Agriculture notamment, jugeant que l'importance de la production était supérieure à l'opinion que, généralement, on s'en faisait, demandèrent une action de grande envergure comportant un aménagement du marché. Dans un vœu émis le 6 novembre 1929, elles réclamèrent :

1° la suspension immédiate de toute introduction de blés étrangers pendant toute la campagne 1929-1930 ;

2° l'abrogation de la loi du 15 juillet 1922 interdisant de faire consommer le blé par les animaux ;

3° le retour à la liberté complète pour la fabrication et la vente des farines et du pain ;

4° la réduction des tarifs de transport du blé ;

5° la mise à la disposition du Crédit agricole de sommes importantes destinées à l'octroi d'avances sur récoltes ;

6° la réforme du marché réglementé.

En outre, les Chambres d'Agriculture demandèrent l'organisation du marché dans le cadre professionnel avec l'appui de l'Etat, spécialement par la création d'établissements coopératifs, la distribution de primes de conservation, etc.

III. — *L'attitude des Pouvoirs publics.* — Jointes à celles de l'A. G. P. B., de la C. N. A. A. et des autres groupements de producteurs, ces protestations eurent au Parlement un écho retentissant qui se traduisit bientôt sous forme de propositions. MM. Molinié et Anquetil (1) réclamèrent des dégrèvements fiscaux pour alléger le prix de revient du blé ; M. Paul Courrent demanda la répression des faux bruits et la taxation du blé (2), cependant que M. Queuille préconisait la réglementation de l'emploi des blés exotiques en minoterie (3). Fidèle à sa doctrine, le groupe socialiste défendit le projet d'office étatique du blé qu'il avait déjà présenté à plusieurs reprises et qui comportait en même temps la taxation et le monopole des importations du blé.

Sauf cette dernière solution qui tendait à organiser, au sens propre du mot, le marché du blé, les suggestions parlementaires (qui en cela se faisaient les interprètes des groupements agricoles) visaient surtout à lutter contre la baisse et à en prévenir une nouvelle. On ne pensait pas que la production s'acheminait vers de grosses récoltes, mais on croyait plutôt qu'il s'agissait d'une baisse passagère, provoquée à la fois par l'effondrement des cours mondiaux et par un mouvement spéculatif très accentué. Bien plus, l'avenir continuait à préoccuper tout le monde, car on craignait que la chute des cours n'entraînât une désaffection de la culture du blé et que l'on soit obligé encore de faire de grosses importations.

Le Gouvernement partageait volontiers cette opinion ; il croyait lui aussi que la difficulté était transitoire. Il pensa donc

(1) Proposition de résolution C. D. n° 2280, 22 octobre 1929.

(2) Proposition de loi C. D. n° 2343 du 7 novembre 1929.

(3) Proposition de loi C. D. n° 2395 du 13 novembre 1929.

faire une assez large concession à l'opinion en déposant, le 7 novembre, un projet de loi portant création d'un Office consultatif du blé. Cet office lui aurait servi d'auxiliaire dans sa politique en donnant son avis sur la réglementation douanière et, le cas échéant, « sur les mesures relatives à l'utilisation du blé, des succédanés et des farines panifiables » (1).

Une telle organisation d'ordre purement consultatif ne répondait pas aux exigences formulées par les cultivateurs et leurs défenseurs. Ils demandaient des mesures immédiates et le Gouvernement dut substituer à son projet primitif un plan plus important de lutte contre la baisse. Remanié et complété, ce second projet devint la loi du 1^{er} décembre 1929 à laquelle l'aggravation de la baisse fit bientôt succéder une série de dispositions législatives ou réglementaires.

Ce sont ces mesures et leur application qu'il convient maintenant d'examiner dans le détail. Elles peuvent se répartir sous trois rubriques distinctes : arrêt des importations, recherche de nouveaux débouchés, organisation du marché.

SECTION I. — ARRÊT DES IMPORTATIONS

Déjà surabondantes au moment de la récolte, les disponibilités s'étaient augmentées dans les mois suivants d'une quantité importante de blés exotiques. Entre le 1^{er} août et le 1^{er} décembre 1929, 5 millions de quintaux étaient entrés en France ; pour peu que les importations se poursuivent à cette cadence, la disproportion entre les offres et les besoins risquait de devenir réellement catastrophique.

La loi de 1929, véritable petit code douanier du blé, donna au Gouvernement les moyens de mener une action efficace. Elle lui permit d'arrêter presque complètement les importations en provenance de l'étranger et d'aménager au mieux des circonstances les expéditions venant de l'Afrique du Nord. Quelques mots suffiront pour indiquer les points sur lesquels le Gouvernement porta ses efforts.

(1) Projet de loi, Sénat, 7 novembre 1929.

Le droit de douane. — Le droit de douane avait été porté de 35 à 50 francs par un décret du 23 mai 1929 que nous avons signalé. Bien que ce relèvement ait précédé l'engorgement du marché français et l'abondante récolte des pays sud-américains, il assurait encore au début de décembre une protection suffisante à nos cultivateurs, puisqu'il mettait l'exotique rendu Paris aux environs de 160 francs. Mais il fallait compter avec une baisse possible sur le marché mondial et surtout éviter que les importateurs n'y échappent par de trop habiles procédés.

En mai, il y avait eu des fraudes importantes. Avisés secrètement des projets du Gouvernement, certains minotiers s'étaient empressés de faire entrer le plus de blé possible gagnant ainsi 15 francs par quintal. Il s'en était suivi pour le Trésor une perte de plusieurs millions et pour la protection du marché, une diminution d'efficacité. C'est sur ces fraudes que l'on voulut revenir au mois de décembre et à cet effet il fut inséré dans la loi de 1929 (art. 7) une disposition rétroactive appliquant le droit de 50 francs aux blés arrivés directement de l'étranger ou sortis de l'entrepôt à partir du 21 mai. Ainsi, 378.000 quintaux entrés les 21, 22 et 23 mai étaient appelés à payer le supplément de 15 francs auquel ils avaient échappé.

Pour qu'à l'avenir le relèvement de droit puisse s'appliquer avec toute la sévérité nécessaire, une modification fut apportée à la loi du cadenas qui donna au Gouvernement le droit d'agir même en l'absence des Chambres et dans des conditions offrant toutes garanties d'efficacité. Aussi bien est-ce sans aucune difficulté que, le 19 mai 1930, le droit de douane fut porté de 50 à 80 francs, à la suite de la baisse très accentuée qui se manifesta à cette époque sur les marchés de Liverpool et d'Amsterdam.

Pourcentage d'utilisation des blés étrangers et coloniaux. — Malgré le niveau élevé du droit de douane, le blé exotique pouvait pénétrer en assez grande abondance encore. Sa richesse en gluten lui donnait en effet une valeur supérieure à celle du blé français et la meunerie n'hésitait pas à le payer un peu plus cher. Il fallait donc ajouter au droit de douane un autre système qui permette de régler les entrées très facilement et, au besoin, de les supprimer complètement. Ce fut la raison d'être du « pour-

centage » proposé par le Gouvernement et inséré à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929.

Ce moyen de défense consistait à faire varier, suivant l'abondance des disponibilités, les quantités de blés exotiques que la meunerie pourrait mettre en œuvre dans la fabrication des farines. Dès le 2 décembre 1929 il entra en vigueur avec un taux de 3 % qui obligeait donc les minotiers à utiliser 97 % de blé indigène et qui fut appliqué jusqu'au 20 juillet 1930. A cette date, et jusqu'à la récolte de 1932, la proportion n'a cessé de varier, demeurant toujours assez large en raison de la faiblesse des récoltes 1930 et 1931.

Pour être applicable, le taux de 3 % devait comporter de larges dérogations au profit de la biscuiterie, semoulerie, etc... obligées les unes et les autres de chercher à l'étranger le blé dur qu'elles ne pouvaient se procurer en France. En fait, le décret du 2 décembre permit à ces industries d'incorporer dans leurs produits jusqu'à 80 % de blés exotiques. En échange de la faculté qui leur était accordée, elles durent s'engager à exporter une quantité de blé indigène correspondant à la différence de pourcentage dont elles bénéficiaient ; autrement dit, pour la mouture de 100 kgs de blé dur, 20 kgs devaient être achetés en France et le surplus, soit 80 kgs, pouvait être acheté à l'étranger, mais avec obligation d'exporter 77 kgs de blé indigène. Par ailleurs, et de manière à favoriser la culture nord-africaine, elles furent invitées à se fournir de préférence aux colonies, faculté qui se transforma en obligation à partir du 29 juin 1930.

Admission temporaire. — Aux yeux des cultivateurs, il n'avait pas suffi, pour limiter les importations, de relever le droit de douane, et même de contraindre la meunerie à n'employer presque exclusivement que du blé indigène. Ces deux moyens, pourtant énergiques, leur auraient semblé illusoire si, en même temps, on n'avait pas cherché à réduire les possibilités de fraude auxquelles peut donner lieu le régime de l'admission temporaire. Alors qu'au temps révolu de la disette on accusait volontiers les usagers de ce régime de faire passer en fraude du blé à l'étranger, inversement, en période de surabondance, on leur reprocha de tourner habilement la loi pour faire entrer du blé en France

et ainsi d'accroître les disponibilités au détriment des producteurs. L'A. G. P. B., les Chambres d'agriculture et de nombreux groupements agricoles menèrent une campagne active, allant jusqu'à préciser de quelle façon la meunerie s'arrangeait pour importer dans des conditions très avantageuses. Voici du reste quels étaient les points principaux sur lesquels ces groupements jugeaient nécessaire que le législateur intervienne :

1° Le remboursement des droits s'effectuant lors de la réexportation des farines est établi d'après le taux auquel le minotier déclare avoir extrait ces farines. Le minotier a donc avantage à déclarer le taux qui lui vaut la plus grosse ristourne, c'est-à-dire un taux très bas et, en fait, il ne s'en prive pas. Depuis 1921, environ 50 % des farines réexportées ont été déclarées comme extraites à un taux de 40 ou 50 %.

2° Le délai d'apurement des acquits, porté de deux à trois mois par la loi du 28 juin 1912 aboutit à faciliter l'option entre la réexportation et le paiement définitif des droits, suivant que les circonstances se prêtent à l'une ou l'autre combinaison et, de toute façon, il provoque le maintien de stocks importants sur le marché intérieur.

3° La faculté, donnée par la loi de 1912, d'apurer les acquits par mise en entrepôt fictif ou réel, permet au minotier de conserver facilement des blés qu'il peut jeter sur le marché du jour au lendemain.

4° En important des blés riches en gluten et en réexportant des farines extraites de blé indigène moins riche, le minotier se procure à bon compte des farines de haute qualité. De même, en se bornant à réexporter les sons et farines basses, il touche une ristourne qui vient atténuer le coût des farines extraites des blés exotiques qu'il a importés.

5° Enfin et surtout, le choix laissé à l'importateur entre la réexportation et le paiement définitif des droits est trop souvent mis à profit dans le second sens. Du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre 1929, sur 11 millions de quintaux reçus en admission temporaire, 8.450.000 seulement sont sortis de France, c'est-à-dire que 2.250.000 quintaux ont été livrés à la consommation intérieure, diminuant d'autant les débouchés du blé indigène.

Ce dernier grief et celui concernant l'apurement par mise en

entrepôt n'étaient certainement pas dépourvus de valeur. Aussi bien pouvait-on admettre qu'en raison de l'engorgement du marché ces facilités soient provisoirement suspendues. Le fonctionnement de l'admission temporaire risquait d'en être gêné, mais en contre-partie l'agriculture pouvait y trouver une garantie précieuse.

Il n'en était pas de même des autres critiques adressées à l'admission temporaire. Elles étaient nettement exagérées et montraient chez les groupements agricoles un certain parti pris. Chiffres en mains, le Syndicat national de la Meunerie française n'eut pas de mal à en faire justice, montrant que les fausses déclarations supposeraient une bien grande négligence de la part de l'administration des douanes et que de toute façon elles ne pouvaient entraîner des importations suffisantes pour influencer les cours. Du reste, ajoutait le syndicat, les échanges de farines, les mélanges, les substitutions, etc... autorisés par la loi et que l'on reproche aux meuniers de pratiquer, contribuent à améliorer la qualité des farines livrées à la consommation, cependant qu'ils permettent à l'industrie française de lutter contre la concurrence très dure de l'étranger.

De part et d'autre, il y avait donc des arguments sérieux dont il eut été bien difficile de ne pas tenir compte. Cependant, le Parlement se rangea plutôt à la solution défendue par l'agriculture en raison de l'insistance que celle-ci mit à faire valoir son point de vue et aussi en raison de la menace chaque jour plus grave qui pesait sur le marché. On conserva le délai de trois mois pour l'apurement des acquits, mais en échange on s'efforça de supprimer tous les moyens qui pouvaient permettre aux minotiers de garder du blé sur le territoire.

Et tout d'abord on rendit obligatoire la réexportation, supprimant ainsi la faculté qui était laissée aux importateurs de garder du blé moyennant le paiement définitif du droit de douane (1).

En second lieu fut supprimé le droit d'apurement des acquits par mise en entrepôt réel ou fictif et cela malgré les protestations véhémentes des Chambres de Commerce maritimes.

(1) Cette obligation, prévue à l'art. 3 de la loi du 1^{er} décembre 1929, s'appliquait rétroactivement aux blés importés en admission temporaire depuis le 17 novembre 1929, veille du jour où fut déposé le projet de loi.

Enfin, et pour tenir compte des objections soulevées par la meunerie, il fut entendu que le barème de compensation serait modifié par décret de façon à réduire au minimum les possibilités de fissures dont se plaignaient les producteurs de blé. Un arrêté du 12 mars 1930, pris en exécution de cette disposition, constitua une commission spéciale dont les travaux aboutirent à l'élaboration des dispositions contenues au décret du 20 mai 1930. Ce décret établissait un nouveau régime de compensation susceptible d'être modifié chaque année.

Régime d'importation des blés Nord-Africains. — L'Algérie et le Maroc jouissent, en vertu de l'article 307 des lois de douane codifiées, d'un statut spécial qui leur permet d'expédier en franchise de grosses quantités de blé. L'un et l'autre pays usent d'autant plus de cette faculté que les cours français sont plus avantageux et c'est la raison pour laquelle, dès 1927, les expéditions nord-africaines à destination de la métropole augmentèrent dans d'assez fortes proportions. Au début, les cultivateurs français n'y virent aucun inconvénient ; ils se bornèrent à demander une certaine régularité dans les expéditions, de manière à éviter des soubresauts dans les fluctuations des cours ; mais en 1929, ils se montrèrent plus susceptibles et sollicitèrent l'intervention du Gouvernement.

Ce dernier, désireux de concilier les deux intérêts en présence, crut trouver une bonne solution en demandant à l'Afrique du Nord de modifier son attitude. Il l'invita à échelonner ses expéditions et à orienter sa culture vers les blés dits de force. De cette façon, il atténuait la pression exercée sur les cours et ménageait pour l'avenir une production qui serait pour la France un complément et non pas une concurrence.

SECTION II. — ACCROISSEMENT DES DÉBOUCHÉS DU BLÉ

Exportations. — Dans le projet primitif de la loi de 1929, il était prévu que les usagers de l'admission temporaire ayant importé sous ce régime depuis le 24 mai 1929, date à laquelle le droit de douane avait été porté à 50 francs, verraient leurs titres

de perception prorogés de trois mois. Mais cette formule ne plaisait pas aux Chambres d'Agriculture parce qu'en définitive elle aboutissait à couvrir les risques de ceux qui étaient considérés comme en grande partie responsables de l'engorgement du marché. Sur la demande de M. Victor Boret, le texte primitif fut complètement modifié et se transforma, malgré une assez vive opposition, en prime directe à l'exportation. L'article 4 de la loi de 1929 stipula en effet que « dans les limites des quantités importées en admission temporaire pendant les mois de juillet et août 1929 et des ressources provenant des droits consignés sur ces blés, les blés exportés dans un délai de trois mois à dater de la promulgation de la loi bénéficieraient d'une prime ». Comme il avait été importé en admission temporaire dans les mois de juillet et août exactement 2.200.000 quintaux, à raison de 50 francs de droit par quintal, c'était un crédit de 40 millions qui était ouvert pour encourager l'exportation.

Une commission spéciale désignée en exécution du décret du 30 décembre 1929 commença aussitôt la distribution des primes et l'opération recueillit un tel succès que l'on dut proroger jusqu'au 31 juillet 1930 (1) la durée d'application du système, cependant qu'un crédit supplémentaire de 100 millions, augmenté bientôt d'un nouveau crédit par la loi du 30 avril 1930 vint s'ajouter au précédent.

Réalisées en même temps par les associations agricoles qui donnaient ainsi une orientation nouvelle à leur activité et par les minotiers et commerçants, les exportations globales effectuées grâce aux primes atteignirent près de 4 millions de quintaux du 1^{er} décembre 1929 au 31 juillet 1930. Sous réserve des inconvénients qu'il présentait à d'autres égards, le procédé aboutissait à soulager d'un poids assez sensible les stocks détenus sur le marché.

Autres mesures. — D'autres moyens furent mis en œuvre dans ce même but d'augmenter les débouchés, mais leur faible intérêt n'appelle guère pour eux qu'une énumération. Ce fut l'abrogation de la loi du 15 juillet 1922 qui, entre autres choses, inter-

(1) Loi du 1^{er} avril 1930.

disait la consommation du blé par les animaux ; il n'en résultait aucun avantage puisque l'interdiction que formulait cette loi était demeurée lettre morte. L'addition des succédanés fut rendue facultative et limitée au seigle (art. 2 de la loi de 1929). Enfin, le Ministre de l'Agriculture fut autorisé à fixer un *taux maximum* d'extraction des farines panifiables. Cette dernière mesure qui, en théorie, pouvait provoquer une amélioration de la qualité du pain et par conséquent un accroissement de la consommation, n'avait guère plus de valeur pratique que la précédente en raison du contrôle trop sévère qu'elle nécessitait. Du reste, elle ne fut mise en application que longtemps après, le 27 septembre 1932, pour être abrogée après deux mois d'expérience infructueuse.

SECTION III. — ORGANISATION DE LA VENTE

Rien n'aurait servi de limiter ou même de réduire les disponibilités si en même temps l'on ne s'était occupé de régulariser les offres. Soucieux de l'avenir, les producteurs se seraient dit qu'après tout mieux vaut se défaire de son blé à 150 francs qu'à 130 et ils auraient jeté leur blé sur le marché, provoquant ainsi l'avalissement des cours contre lequel on luttait. Il était donc nécessaire d'aborder le problème de l'organisation de la vente dans toute son ampleur, de procurer aux cultivateurs toutes les facilités nécessaires à l'échelonnement de leurs ventes.

Le stockage. — Au moment où fut discutée la loi du 1^{er} décembre 1929, quelques parlementaires et notamment MM. Amat et Bouesse demandèrent que l'Intendance se chargeât d'acheter une grosse quantité de blé pour le stocker et en retarder l'écoulement sur le marché. L'idée fut rejetée en raison des difficultés qu'aurait soulevées son application et la loi passa sans qu'aucune de ses dispositions concerne le stockage. Ce fut seulement quatre mois plus tard que l'on songea de nouveau à cette solution, encore que le Gouvernement la présentât comme une mesure de précaution destinée à garantir l'approvisionnement des villes que pouvait compromettre l'usage contracté par les meuniers de ne pas conserver de stocks. Le 30 avril 1930, presque en fin de

campagne, une loi fut votée qui ouvrait un crédit de 30 millions à répartir entre les détenteurs de blé qui s'engageraient à conserver leur blé chez eux et à ne le vendre qu'au bout d'un certain temps et par fractions. Les souscripteurs de ces engagements devaient recevoir un intérêt de 4 % sur le capital représenté par leur blé immobilisé, ainsi qu'une légère prime destinée à couvrir les frais de stockage et à donner un petit bénéfice au stockeur.

Entré en application presque en fin de campagne, le procédé de stockage instauré par la loi du 30 avril 1930 n'eut et ne pouvait avoir sur la solution de la crise qu'une influence réduite. Du reste, il ne fut guère pratiqué sur une certaine échelle qu'au cours des campagnes suivantes. Dès le début, il ne rencontra auprès des intéressés qu'une faveur des plus tièdes ; c'est qu'il ne suffisait pas de donner des primes à la consommation, encore fallait-il que les détenteurs de blé soient équipés pour entretenir les stocks et l'on sait qu'à cet égard l'organisation existante laissait beaucoup à désirer. Par ailleurs, les cultivateurs ne pouvaient envisager l'opération du stockage sans mesurer les risques auxquels ils s'exposaient : c'est très bien de garder du blé, se disaient-ils, mais nous ne sommes pas sûrs qu'en définitive nous pourrions le vendre à un cours au moins égal au cours actuel. Ajoutons enfin que l'administration, même l'intendance à qui revenait en majeure partie le soin d'adjuger et de contrôler les engagements de stockage, n'était guère outillée pour ce genre d'opération. Dès le début, des contrats furent bien souscrits, mais les intéressés se demandaient quand et comment ils recevraient les primes promises : témoin, la proposition de résolution de M. Alexandre Duval insistant pour que le versement des primes soit effectif (1).

Le financement. — Nous n'avons pas à revenir sur ce qui a été dit précédemment au sujet du financement de la récolte. On sait que le Crédit agricole, malgré quelques imperfections à vrai dire secondaires, mettait à la disposition des cultivateurs les sommes qui leur étaient nécessaires pour attendre la vente de leur

(1) Proposition de résolution C. D. n° 4427, 30 janvier 1931.

récolte et que pratiquement ces crédits étaient loin d'avoir le succès désirable.

En 1929, les Chambres d'Agriculture avaient demandé que les crédits ainsi mis à la disposition des agriculteurs soient augmentés ; mais, en fait, et malgré l'encouragement au crédit que créait la situation, ce n'est pas faute de disponibilités que le Crédit agricole ne vit pas ses opérations augmenter sensiblement : ce fut encore en raison de l'indifférence manifestée par les intéressés. Bien que le crédit ait atteint un niveau jusqu'alors jamais dépassé, le financement de la récolte de 1929 ne porta que sur 6.900 prêts représentant 65 millions. Le producteur n'était pas encore familiarisé avec le crédit !

La régularisation des cours par la réorganisation de la Bourse de Commerce. — Comme il se doit en toute circonstance où les cours ne répondent pas au gré des producteurs, la spéculation a été considérée en 1929 comme responsable de la crise. Chambres d'Agriculture, A. G. P. B. et autres groupements ont réclamé des sanctions, citant des cas précis où les minotiers par d'habiles manœuvres sur l'admission temporaire ou le marché réglementé, avaient provoqué des fluctuations injustifiées. Nous avons vu que leurs récriminations avaient été admises pour une bonne part en matière d'admission temporaire où la loi du 1^{er} décembre 1929 apporta des réformes substantielles. Mais il restait la spéculation qui trouvait son foyer à la Bourse du Commerce ; on estimait que les opérations effectuées sur ce marché étaient loin de présenter les garanties nécessaires, soit parce que l'on y traitait beaucoup trop d'opérations fictives, soit parce que des stocks de mauvais blé étaient entretenus dans les magasins généraux et servaient à influencer les cours au détriment des producteurs, soit encore pour d'autres raisons tenant à un manque de contrôle.

Sans doute le Gouvernement était-il assez sceptique sur le bien-fondé de ces récriminations, car il ne leur donna satisfaction que tout à fait à la fin de la campagne. Un arrêté pris le 30 juillet 1930 rendit obligatoire pour chaque opération l'enregistrement à la caisse de liquidation et le versement d'un cautionnement.

En outre, il interdit aux commissionnaires de traiter pour leur propre compte.

De ces modifications il devait résulter, aux yeux des grands groupements, une plus grande honnêteté dans l'établissement des cours et, partant, une plus grande régularité dans ces cours. La suite devait montrer l'inanité de cet espoir et prouver une fois de plus que les fluctuations sont liées plus étroitement à l'état du marché qu'aux projets de tel ou tel gros spéculateur.

SECTION IV. — COMMENTAIRES ET RÉSULTATS

Des trois catégories de mesures prises par le Gouvernement en face de la crise de 1929, c'est à coup sûr celle relative aux importations qui a donné les résultats les plus tangibles. Du 1^{er} décembre 1929 au 31 juillet 1930, il n'est entré en effet, sous forme d'importations définitives, qu'un million de quintaux seulement, contre 10 millions pendant la période correspondante de la campagne précédente. Certes, ce million de quintaux était-il de trop pour un marché déjà encombré, mais il eut été vraiment difficile d'établir une prohibition complète, en raison des représailles possibles.

Au surplus, l'arrêt des importations, fût-il incomplet, n'allait déjà pas sans inconvénient. Comme le montrent les chiffres ci-dessous, l'admission temporaire avait vu son importance diminuer dans une proportion considérable :

ANNEES	QUANT. ENTRÉES <i>sous acquit</i>	QUANT. APURÉES <i>par exportation</i>	QUANT. ENTRÉES <i>par mise en entrepôt</i>	QUANT. ENTRÉES <i>par paiement des droits</i>
1929 (7 premiers mois)	10.350.699 qx.	1.917.291 qx.	258.848 qx.	4.470.123 qx.
1930 (7 premiers mois)	3.571.237 qx.	2.626.740 qx.	6.664 qx.	221.942 qx.

Les grandes minoteries des ports et de la marine marchande avaient vu leur activité diminuer d'autant.

La recherche de nouveaux débouchés a donné elle aussi de bons résultats puisque 4 millions de quintaux sont sortis par voie d'exportation. Mais elle s'est faite au prix de quels sacrifices et pour ne résoudre que très partiellement la situation.

Quant à l'organisation du marché, son influence a été à peu près nulle si l'on veut bien se rappeler :

1° que le stockage n'a commencé à jouer qu'en fin de campagne et qu'au reste il se heurtait à un défaut d'équipement chez les souscripteurs éventuels ;

2° que le financement, si bien organisé soit-il, s'adressait à une population encore non éduquée dans ce sens et qu'il perdait ainsi presque tout son intérêt ;

3° que la nouvelle réglementation du marché du blé n'a été opérée qu'en fin de campagne et ce, en admettant que la réforme présentât l'intérêt essentiel qu'on semblait lui avoir attaché.

Ainsi, les mesures prises pour redresser la situation n'ont-elles eu qu'une influence limitée et, en fait, elles n'ont pas suffi pour enrayer la baisse des cours. Comme l'indique le tableau ci-après, le fléchissement qui s'était manifesté au début de la campagne n'a pas cessé de se poursuivre jusqu'à la fin :

1929 Juillet	frs	159,50	1930 Janvier	frs	134
— Août	.....	149	— Février	.....	127
— Septembre	.....	149,25	— Mars	.....	130
— Octobre	... ..	145,25	— Avril	.....	132
— Novembre	.....	142,75	— Mai	.....	123
— Décembre	.....	140,75	— Juin	.....	134

Sans doute dira-t-on que si le législateur n'était pas intervenu la débâcle aurait été autrement plus complète, mais c'est là un argument qui se fonde sur une hypothèse que dément la faible portée effective des mesures prises en exécution de la loi.

Au surplus, l'évolution des stocks est là pour confirmer ce que montre déjà le tableau des cours. On disposait en fin juillet 1929 de plus de 100 millions de quintaux, chiffre qui a été reconnu pour exact par de nombreux parlementaires. Sur cette quantité,

4 millions sont sortis, et pour se montrer large, 2 millions auraient été absorbés par une consommation plus intense ; au total, 6 millions de quintaux auraient trouvé un débouché nouveau. Il restait donc 94 millions, ce qui donnait un excédent de 7 millions de quintaux. C'était beaucoup trop encore pour que les cours puissent se relever, influencés qu'ils étaient par la dépression mondiale.

Donc, la politique suivie en présence de la crise de 1929 a été un échec. Mais elle n'a pas été seulement cela, elle a constitué en même temps une véritable hypothèque sur l'avenir.

Combattre la baisse des prix, sous prétexte d'assurer aux cultivateurs le moyen de vivre et de préserver le pays contre le retour éventuel à la disette, c'était en même temps vouloir la surproduction et son cortège de ruines. Loin d'être un accident, la récolte de 1929 avait été au contraire le résultat, l'aboutissement de plusieurs années d'efforts : elle montrait que malgré la réduction des emblavements par rapport à l'avant-guerre la culture française était en mesure de suffire largement aux besoins de la consommation. Elle montrait qu'il ne fallait pas poursuivre outre mesure l'intensification de la production, parce que l'on s'exposait à un effondrement des cours désastreux et irrémédiable.

Mais, dira-t-on, il était bien difficile de rester insensible en face de la situation que la crise imposait aux cultivateurs. A 140 francs, à plus forte raison à 130 francs, le producteur ne pouvait pas couvrir ses frais, ainsi qu'en témoignent les démonstrations fournies par les groupements agricoles. Fallait-il, en prévision d'un avenir incertain, abandonner à son triste sort une classe dont la prospérité influence directement celle du pays tout entier ? N'était-il pas juste et même indispensable de tenter un gros effort à son profit ? Ce raisonnement qui triompha à l'époque aurait eu une valeur incontestable s'il s'était basé sur des réalités. Or, il n'est pas exact qu'à 140 francs et même à 130 francs le producteur de blé perdait de l'argent. Ce prix était au coefficient 5,7 par rapport à l'avant-guerre, et il correspondait à un accroissement de rendement considérable. Le rendement le plus élevé obtenu avant la guerre l'avait été en 1907 avec 15,77 quintaux et il avait correspondu à un prix de vente moyen de 23 fr. 08, ce qui donnait un revenu à l'hectare de 364 francs. Fin

1929, avec un rendement de 17 quintaux à l'hectare, et un prix de vente de 130, en réalité inférieur au prix moyen, le même hectare rapportait 2.210 francs, c'est-à-dire exactement 6,07 fois plus. Pouvait-on dire dans ces conditions que l'agriculture était à l'agonie et qu'il fallait venir à son secours ?

Répondre aux appels de l'agriculture comme l'ont fait les Pouvoirs publics en 1929, c'était en réalité l'inciter à considérer l'Etat comme une Providence ; c'était créer un état d'esprit favorable aux entreprises les plus périlleuses, parce que les cultivateurs savaient qu'au cas de difficulté l'Etat serait là de nouveau pour entendre leurs sollicitations.

CHAPITRE II

Les deux récoltes déficitaires de 1930 et 1931

LES PRÉOCCUPATIONS QUI ONT DOMINÉ CETTE PÉRIODE

Les deux récoltes qui ont suivi celle de 1929 ont été inférieures l'une et l'autre aux besoins normaux de la consommation. La première, celle de 1930, avec 62 millions de quintaux seulement fut franchement mauvaise. Quant à celle de 1931, bien qu'un peu meilleure, elle donna 15 millions de quintaux de moins qu'il n'en aurait fallu.

Ce rapide retour au déficit eut une heureuse conséquence, en ce sens qu'il facilita la résorption des stocks qui avaient si malencontreusement surchargé le marché l'année précédente. Dès le mois de juillet 1930, il n'était plus question d'excédents ; le problème de leur écoulement auquel les Pouvoirs publics s'étaient vainement attaqués était résolu et les cours remontaient, passant à 148 francs contre 134 le mois précédent.

En revanche, la courte durée de la surproduction eut le grave inconvénient de venir confirmer le Gouvernement dans son idée que la France restait un pays normalement déficitaire. Au lieu de tenir compte de l'avertissement que constituait la grosse récolte de 1929, au lieu d'agir en prévision d'une réapparition prochaine de récolte aussi abondante, il pensa que les efforts déployés auparavant pour reconstituer la culture française avaient été stériles. Il ne prêta pas une attention suffisante aux conditions climatiques exceptionnellement défavorables qui étaient la cause des mauvaises récoltes de 1930 et 1931, il se dit au contraire qu'il

fallait à tout prix s'employer à relever le niveau de la production et, répondant aux sollicitations des groupements agricoles, il entreprit de maintenir les cours à un niveau rémunérateur, de manière à compenser, à racheter la période un peu dure que venaient de traverser les cultivateurs.

Apparemment, ce maintien des cours du blé à un taux élevé était chose facile, puisque malgré les excédents de 1929 le marché ne disposait pas de ressources suffisantes. Mais on ne pouvait s'empêcher d'éprouver une certaine appréhension en face de l'effondrement des cours mondiaux qui, à cette époque, était presque complet. Les récoltes excédentaires s'ajoutant les unes aux autres avaient fini par provoquer un tel amoncellement de stocks que la vente était devenue un problème. Plutôt que de conserver leur blé et de le voir se détériorer, les grands pays producteurs se voyaient obligés de l'écouler à très bas prix. Dans le grand centre distributeur qu'est Liverpool, on cotait encore 9-5 le cental en juillet 1929 ; au même mois de 1930 on ne cotait plus que 7-2 et l'année suivante on ne devrait plus enregistrer que 3-11. Dans ces conditions, l'agriculture française craignait que l'étranger ne cherche à mettre à profit la situation de la France pour y écouler la plus grande quantité possible de blé et ne provoque ainsi un nouvel avilissement des cours. C'est ce qui explique l'attitude du Gouvernement qui, au lieu d'abandonner le marché à son sort redevenu satisfaisant, chercha à le protéger par une stricte limitation des importations.

A cette préoccupation qui domina toute la politique du blé pendant les deux campagnes 1930 et 1931 s'ajoutait le souci d'assurer une certaine régularité dans les fluctuations du marché. L'agriculture s'était toujours plaint que d'un mois à l'autre, souvent même d'un jour à l'autre, il se produisait de brusques soubresauts dont elle était la victime. Déjà on s'était efforcé de lui donner satisfaction en surveillant les opérations, en aménageant les ventes, mais on n'y était pas arrivé complètement. Le Gouvernement entreprit de réaliser cette œuvre en complétant et renforçant les mesures qu'il avait déjà prises précédemment.

I. *Contrôle des importations.* — Le relèvement du droit de douane opéré en mai 1930 n'avait pas tardé à perdre son efficacité en raison de la chute progressive des cours mondiaux. Mais

on ne voulut pas l'accentuer encore par crainte de susciter des représailles.

Le Gouvernement préféra utiliser le pourcentage et le fit varier suivant l'état du marché. Comme précédemment, il eut quelque peine à en assurer la stricte observation ; ainsi eut-il à déjouer une fraude couramment usitée chez les meuniers et qui consistait à importer le blé sous un nom quelconque et à le déclarer ensuite comme d'origine française ; il dut à cet effet créer le permis d'importation individuel et incessible (1).

Malgré tout, le système donna de bons résultats. La preuve en est que les Présidents de Chambres d'Agriculture, pourtant assez exigeants, ont reconnu que (2) : « Sans limitation d'emploi c'était l'invasion du marché français, surtout avec la différence de prix qui s'établissait au profit de l'exotique. »

Dans le but également de limiter les importations, le Gouvernement s'occupa de réglementer l'admission temporaire. La Commission qui avait été réunie à cet effet au cours de la campagne précédente poursuivit ses travaux et mit sur pied un nouveau système d'apurement destiné à supprimer les fissures.

Il faut signaler enfin les efforts déployés au cours de la période envisagée pour enrayer l'invasion menaçante des blés russes. Produits dans des conditions exceptionnelles de bon marché, ces blés ont commencé à affluer dans nos ports vers la fin de 1930 à des prix tels que la fraude devenait une tentation irrésistible, cependant que les fournisseurs habituels de la France se voyaient durement handicapés. Le Gouvernement jugea indispensable d'intervenir et c'est ce qui nous valut le décret du 30 octobre 1930 instituant des licences spéciales d'importation sur les blés russes, puis l'application à ces blés du tarif général.

II. *Régularisation des cours.* — On ne peut pas dire que cette question de la régularisation des cours ait fait l'objet d'un effort particulièrement important pendant les deux campagnes 1930-1931 et 1932. Il convient toutefois de signaler l'évolution qui

(1) Décret du 10 novembre 1931.

(2) *Bulletin de l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture*, 16, 17 mars 1931.

s'est manifestée à ce sujet dans l'esprit de nos dirigeants. Jusqu'alors on accusait volontiers la spéculation de provoquer les fluctuations injustifiées qui causaient du tort à l'agriculture ; sans perdre de vue complètement cette considération, on a commencé à reconnaître que réellement la régularité des cours dépendait beaucoup de l'organisation de l'agriculture elle-même. Aussi, malgré les facilités de vente du blé consécutives au retour des mauvaises récoltes, le Gouvernement n'abandonna-t-il pas le système de stockage inauguré par la loi du 30 avril 1930. Dès le 6 septembre 1930, il publia un nouveau cahier des charges remplaçant celui du 31 mai précédent, et dans lequel il s'efforçait de faciliter les opérations en s'inspirant des solutions de l'expérience. Il supprima les contrats de stockage individuels pour leur substituer des contrats collectifs souscrits par des groupements agricoles, mieux outillés pour la conservation et susceptibles de s'engager pour des quantités suffisamment considérables. A ces groupements il s'engagea à verser les primes prévues par la loi du 30 avril 1930, en leur demandant de ne vendre leur blé que par fractions et à intervalles déterminés. C'était en somme la question de l'échelonnement que l'on essayait de résoudre sous une autre forme. On espérait que les cultivateurs adhérents aux groupements souscripteurs se rendraient compte de tous les avantages du système et s'empresseraient d'y adhérer sans réserve, tout en s'adressant au Crédit agricole pour obtenir des avances.

Mais l'expérience portait sur une trop petite échelle pour que l'on puisse en recueillir des résultats fructueux ; des contrats furent bien souscrits, mais pour une quantité relativement faible, quelques centaines de milliers de quintaux. Attirés par les hauts cours, les cultivateurs préféraient vendre leur blé, et si l'on se reporte à la cote officielle, on y retrouve les mêmes perturbations qu'auparavant.

Conclusion. — La politique de soutien des cours suivie entre juillet 1930 et juillet 1932 a réussi, puisqu'aussi bien le prix du blé reste constamment supérieur à 150 francs, atteignant jusqu'à 185 francs. Néanmoins, elle appelle deux observations.

D'une part la satisfaction qu'elle a entraînée dans les milieux agricoles a montré que ceux-ci étaient bénéficiaires, même en

1929, où pourtant leurs protestations avaient été véhémentes. Ils ne se sont pas plaints alors qu'en réalité la somme totale par eux encaissée pendant chacune des récoltes considérées a été inférieure à celle reçue en 1929.

D'autre part, et c'est la seconde observation, le Gouvernement a eu le tort d'écarter complètement l'éventualité d'une surproduction. En assurant aux producteurs une vente rémunératrice, il les encourageait à produire davantage, mais il ne songea pas à ce qui adviendrait au cas très probable où ces encouragements donneraient leurs résultats sous forme de récoltes surabondantes.

TITRE II

DEPUIS JUILLET 1932

CHAPITRE PREMIER

Généralités

« Sous l'aiguillon des besoins et des hauts prix qui en sont la conséquence, les rendements de nos céréales vont se relever et couvriront peut-être nos besoins avant cinq ans. Mais comme notre économie politique n'aura rien prévu, nous verrons ce jour-là un effondrement des cours » (1).

C'est en 1919, au lendemain de la guerre, que cette prophétie était formulée par un agronome clairvoyant. Il donnait cinq ans avant que la crise n'apparaisse, il a fallu plus longtemps, mais ses prédictions se sont réalisées pleinement au mois de juillet 1932. A ce moment, en effet, le renversement qu'avait fait entrevoir la crise éphémère de 1929 s'est réalisé complètement. Au prix de laborieux efforts, l'agriculture avait regagné sous forme de rendement ce qu'elle avait perdu en superficie et s'affirmait en mesure de suffire plus que largement aux besoins du pays.

Seulement, ce que les années précédentes on considérait comme un but profondément souhaitable, cette aptitude de l'agri-

(1) Emile BARBET. Contre le Malthusianisme et le gaspillage en agriculture : une politique d'expansion et d'exportation.

culture à fournir tous les approvisionnements nécessaires à la population posa une question angoissante. Faute d'avoir prêté une attention suffisante à l'expansion agricole et de n'avoir pas cherché à limiter la production, on a été obligé de se demander ce que l'on ferait de tout ce blé. Si bien qu'en définitive l'aboutissement de la politique suivie depuis la guerre n'apparaissait plus comme le couronnement d'un long effort, mais devenait une cause sinon de ruine, tout au moins de grosses difficultés pour l'agriculture.

Le renversement avait été si brutal, si inattendu, que le Gouvernement ne voulait pas y croire. La récolte de 1932 lui rappelait étrangement ce qui s'était déjà passé en 1929 et il se disait qu'après tout la difficulté serait passagère et que la campagne suivante, devant être à peu près certainement déficitaire, viendrait faciliter la résorption des excédents. En conséquence, il se borna à prendre quelques mesures de sauvegarde, destinées tout au plus à apaiser les protestations des cultivateurs.

Mais au lieu d'éclaircir la situation, la récolte de 1933 vint au contraire augmenter les difficultés. Supérieure à toutes les précédentes, elle ne fit qu'accentuer l'engorgement du marché, au point que le Gouvernement dut envisager des solutions plus durables et constater les progrès réellement accomplis en matière de rendement. Au risque de démentir la politique d'encouragement qui avait été suivie jusqu'à ce jour en faveur de la classe agricole, il lui devint impossible d'abandonner celle-ci à son triste sort. Les solutions qui avaient été précédemment rejetées en raison de leur caractère trop étatiste lui furent suggérées comme une nécessité. Il dut s'incliner et c'est ce qui nous valut une des plus formidables expériences d'économie dirigée qui ait jamais été réalisée.

Expérience malheureuse du reste, puisqu'elle ne réussit pas à résoudre le problème. Après la récolte de 1934, presque aussi abondante que la précédente, on dut reconnaître que le prix maximum ne constituait pas une solution et on se décida à l'abandonner pour rendre au marché la liberté qui est la seule condition de son bon fonctionnement. Rendu enfin à l'évidence, le Gouvernement se préoccupa alors d'attaquer le mal dans ses causes profondes. La limitation des emblavements, tel est le

remède rationnel auquel il a fallu recourir et qui, à l'heure actuelle, est en cours d'application.

Dans trois chapitres distincts nous passerons successivement en revue les mesures qui ont été prises pour résoudre la question de la surproduction. Il ne nous restera plus alors qu'à présenter une conclusion d'ensemble.

CHAPITRE II

Les difficultés recommencent

Comment se réalisa l'engorgement du marché. — L'année 1932, au point de vue agricole, avait été excellente, grâce à de bonnes conditions atmosphériques. Par ailleurs, en raison de la baisse très sensible qui s'était manifestée sur la viande et d'autres denrées intéressant l'agriculture, les ensemencements avaient été en augmentation assez sensible sur l'année précédente ; d'après les statistiques officielles, on comptait, en 1932, 5.434.410 hectares emblavés contre 5.196.090 seulement l'année précédente. Enfin, les variétés de blé résistantes et productives avaient fait un gros progrès, envahissant la plus grande partie des terres ensemencées.

Tout cela aboutit naturellement à une très grosse récolte, représentant un rendement moyen d'environ 17 quintaux. Au dire des uns, et particulièrement des milieux commerciaux, cette récolte aurait largement dépassé 100 millions de quintaux ; d'autres, plus pessimistes, l'évaluaient à 85 millions de quintaux, cependant que le Ministre de l'Agriculture la situait autour de 90 millions de quintaux. Cette dernière statistique, sur laquelle on a dû revenir depuis parce qu'elle était nettement inférieure à la réalité, prouvait à elle seule qu'une fois de plus nous avions trop de blé. Pour une consommation au maximum égale à 87 millions de quintaux, 90 millions de quintaux représentent une quantité trop élevée. A plus forte raison, pouvait-on parler d'excédents si l'évaluation était de 95 ou 100 millions de quintaux.

La surproduction ne tarda pas du reste à se manifester d'une façon tangible par un fléchissement brutal des cours. De 171 en juin 1932, ils tombèrent à 161 en juillet, puis la dégringolade se poursuivit régulièrement jusqu'à 96 francs en fin de campagne.

A peine est-il besoin de dire combien les cultivateurs étaient mécontents de cette transformation. Ils venaient d'avoir deux années mauvaises au point de vue des rendements, bonnes au point de vue prix, voici qu'en l'espace de quelques jours ils se trouvaient en présence du phénomène inverse. Aussi firent-ils entendre d'énergiques protestations, accusant les spéculateurs d'avoir faussé les cours et s'empressèrent-ils de réaliser le plus vite possible leur récolte pour éviter une vente à des prix inférieurs. Il s'ensuivit une nouvelle baisse qui ne fit qu'élever le ton des réclamations.

Au mois d'octobre, à la rentrée des Chambres, le Gouvernement dut répondre à une véritable avalanche d'interpellations. Les 25, 27 octobre, 8, 10, 15 et 17 novembre, les orateurs se succédèrent à la tribune, pour la plupart stigmatisant la spéculation et réclamant les mesures les plus diverses, Office du blé, bon d'importation, révision des baux ruraux, assouplissement du crédit agricole, taxation, etc... A la suite d'une longue discussion, la Chambre adopta un ordre du jour de M. Léon Blum et un grand nombre de ses collègues, ordre du jour qui invitait le Gouvernement à résorber les excédents par voie d'achats directs, à réviser les marges de mouture et de panification, à instituer la déclaration des emblavements et surtout à créer un Office national du blé.

A vrai dire, ce vote offrait plutôt l'aspect d'un vote d'opinion, car le Gouvernement était loin de partager l'inquiétude exprimée par les interpellateurs. « Je rappellerai que les bonnes années ne se suivent généralement pas en matière de blé et que même la France est habituellement déficitaire » (1). Cette déclaration que fit M. Abel Gardey à la Chambre montrait que sa préoccupation portait surtout sur le présent, et encore le Ministre avait-il déclaré au cours de la même séance que la « production ne dépassait pas très sensiblement les besoins nationaux sous réserve

(1) Interpellation, C. D. 15 novembre 1932, p. 3029.

de l'accentuation possible de la sous-consommation du pain » (1).

En fait, pour cette récolte 1932, on se contenta de recourir à des moyens dilatoires, espérant que l'année suivante viendrait tout arranger. Par une propagande active, incitant les cultivateurs à conserver leur blé, et la publication hâtive de la statistique officielle, le Gouvernement chercha à enrayer le mouvement de panique qui se produisait sur le marché. D'autre part, il reprit l'attitude qui avait été adoptée en 1929 et qui portait sur trois points, à savoir : l'arrêt des importations, la recherche de débouchés normaux et la régularisation des cours.

SECTION I. — ARRÊT DES IMPORTATIONS

Sur le premier point, il ne restait plus grand'chose à faire, étant donné que les années précédentes on s'était déjà beaucoup préoccupé d'empêcher l'invasion des blés étrangers et que l'on s'était armé en conséquence. De fait, on n'eut qu'à réduire le pourcentage d'incorporation des blés exotiques : de 35 % au 30 juin, il passa successivement à 15 % au 1^{er} août, à 3 % le 3 août et à 1 % le 2 décembre. A ce dernier taux, la réglementation se rapprochait fort d'une prohibition d'importation ; elle devint prohibition complète à la suite du décret du 25 mars 1933.

En même temps, le contrôle exercé chez les meuniers pour l'exécution des dispositions relatives au pourcentage fut renforcé ou du moins, pour montrer à l'opinion publique que ce contrôle était sévère et qu'il décelait toutes les fraudes, on mit en avant les infractions découvertes. « Depuis la promulgation de la loi du 1^{er} décembre 1929, 335 plaintes ont été déposées. Sur ce nombre, déclarait le Ministre de l'Agriculture, 101 ont été déposées depuis le mois de juin dernier ».

Par ailleurs, bien qu'elle ait fait l'objet déjà de réformes sévères, l'admission temporaire fut encore soumise à de nouvelles prescriptions. Un décret du 14 novembre 1932 étendit aux usagers de ce régime l'obligation de se munir d'un permis d'impor-

(1) Interpellation, C. D. 15 novembre 1932, p. 3029.

tation. On avait voulu ainsi répondre aux accusations formulées quelques mois auparavant et d'après lesquelles certains minotiers auraient apuré leurs importations au moyen de farines basses ou de raclures de moulin, malgré les dispositions ayant remanié les types de farines destinées à l'apurement. Du reste, cette petite réforme ne devait pas suffire à combler les vœux de l'agriculture qui reprochait toujours à l'admission temporaire de faire entrer du blé exotique sur le territoire. Le 19 mars 1933, le Congrès de la Fédération régionale des Associations agricoles du Centre devait réclamer la suspension de l'admission temporaire et le 7 avril, en présence d'une aggravation des cours, le Sénat devait voter un ordre du jour qui, entre autres mesures, demandait un renforcement du contrôle exercé sur l'admission temporaire.

Ajoutons encore, sur cette question des importations, que l'on avait reproché au Gouvernement de s'être entendu avec différents Etats danubiens et avec le Canada pour faciliter leurs importations, en sorte que les blés de ces pays seraient venus encombrer le marché et auraient contribué à provoquer la débâcle d'août 1932. On faisait allusion aux accords conclus le 25 septembre 1931 avec la Hongrie et le 5 janvier 1932 avec la Roumanie. Destinés à contribuer au relèvement économique de ces pays et au maintien de la paix en Europe, ces accords donnaient la préférence aux blés des pays en question. Mais, en raison des mauvaises récoltes qu'obtint l'Europe centrale en 1932 et du renversement de la situation qui s'était produit en France au même moment, ils n'eurent aucune suite, en sorte que les protestations émises à leur sujet étaient injustifiées. De même, en ce qui concerne le Canada, on se plaignait que le Gouvernement français ait accordé le bénéfice du tarif minimum aux blés expédiés de ce pays avant l'expiration de la convention commerciale régissant les rapports entre les deux pays, mais comme cette expiration avait eu lieu le 17 juin 1932 et que tous les blés expédiés au tarif minimum étaient arrivés en France dans les six jours, c'est-à-dire au plus tard le 26 juin, ces blés n'avaient fait en définitive qu'assurer la soudure et n'avaient en aucune manière déprimé les cours le mois suivant.

Quoi qu'il en soit, grâce aux mesures nouvelles de défense prises en face de la crise, les importations effectuées durant la

campagne 1932-1933 ont été insignifiantes. D'après un calcul présenté par M. Queuille en juin 1933, il serait entré 1.015.000 quintaux du 1^{er} août au 31 décembre 1932 et quelques milliers de quintaux seulement à partir du 1^{er} janvier 1933. Naturellement, ces chiffres ne comprennent pas les importations en provenance de l'Afrique du Nord et celles destinées à l'admission temporaire (1).

SECTION II. — RECHERCHE DES DÉBOUCHÉS

Le second point, c'est-à-dire la recherche de débouchés nouveaux pour le blé en excédent, était beaucoup moins facile à résoudre. Plusieurs parlementaires, se faisant l'interprète des associations agricoles et notamment de la C. N. A. A. avaient bien songé à l'exportation. Ce procédé avait donné un certain résultat en 1929, et ils pensaient que l'on pourrait l'utiliser à nouveau sans trop de frais au moyen du système connu sous le nom de compensation (2). Mais leurs amendements furent repoussés.

Le Gouvernement pensa d'abord trouver une solution moins dispendieuse en s'occupant d'améliorer la qualité du pain et d'augmenter ainsi la consommation du blé. La loi de 1929 lui avait permis d'interdire les succédanés ; elle lui donnait aussi le droit de réglementer le taux de blutage. Aussi décida-t-il de ramener ce taux à 66 % (3). Malheureusement, la solution était un peu trop simple et il en attendait des résultats un peu trop beaux ; au bout de quelques jours, des critiques s'élevèrent, les unes disant que les coopératives de consommations habituées à fabriquer du pain de qualité légèrement inférieure pour vendre meilleur marché seraient fortement gênées, d'autres disant que le blutage à 66 % nuirait au développement des blés lourds, etc... Mais surtout, on s'aperçut que le système était absolument inapplicable, car il supposait un contrôle extrêmement strict qui, en

(1) D. P. C. D., 22 juin 1933, p. 3015.

(2) Amendement TAUDIÈRE, C. D., 27 décembre 1932, p. 3716.

(3) Décret du 27 septembre 1932.

fait, n'existait pas. Il fallut donc y renoncer et le décret du 11 décembre vint mettre les choses au point où elles en étaient auparavant, c'est-à-dire que les commissions consultatives départementales chargées de fixer les cours officiels de la farine et du pain se remirent à fixer elles-mêmes le taux d'extraction (généralement voisin de 72 %).

Peu de temps après, un autre moyen fut envisagé, onéreux celui-là, mais qui était d'une application possible. Il s'agissait de dénaturer le blé de conservation difficile ou de basse qualité et de l'employer à la nourriture des animaux. La loi du 26 janvier 1933 accorda un crédit de 1 million qui permettrait de faire des expériences sur les procédés de dénaturation à employer. Puis intervint la loi du 14 avril 1933 aux termes de laquelle le Gouvernement était autorisé à dépenser 20 millions sous forme de primes à la dénaturation. Les primes devaient être distribuées aux commerçants et industriels qui dénaturaient du blé sous le contrôle de fonctionnaires habilités à cet effet et qui destineraient ce blé à un usage autre que la consommation humaine ou la fabrication de l'alcool. Elles représenteraient la différence entre le prix du blé et celui des céréales secondaires, de façon à ce que l'emploi du blé dénaturé ne revienne pas plus cher que celui de ces céréales. Au reste, pour que les primes à payer ne soient pas trop considérables, on s'était attaché à revaloriser les céréales secondaires en limitant leur entrée par contingentement et par le relèvement des droits de douane y afférant.

Malgré cette précaution, la dénaturation, pas plus que les autres moyens employés pour accroître les débouchés de la récolte 1932, ne devait donner les résultats escomptés. « Résistances paysannes, en raison des nouvelles habitudes prises, répugnance à employer du blé pour la consommation animale, lenteur des services agricoles, prix extrêmement bas des céréales secondaires » affirmait M. Chasseigne, le 22 juin 1933 : tout cela a constitué un gros obstacle à l'emploi de la dénaturation.

Ainsi, il n'y eut pas de débouchés artificiels qui aient facilité l'écoulement de cette récolte.

SECTION III. — AMÉNAGEMENT DU MARCHÉ

Le plus gros effort, celui qui devait dans une certaine mesure freiner la baisse des cours, porta sur le troisième point, sur l'aménagement du marché.

a) *Le Stockage*. — A cet égard, le Gouvernement disposait du moyen qu'il avait déjà utilisé les années précédentes, le stockage par les groupements agricoles. Dès le 21 juin 1932, il avait pris un décret substituant aux cahiers des charges appliqués au cours des précédentes campagnes un nouveau cahier dont les clauses plus souples étaient le fruit de l'expérience déjà réalisée. Notamment, les ventes de blés stockés devaient se faire à raison de un quart par trimestre, la prime à allouer devait être calculée sur la base de 160 francs par quintal stocké, etc... Grâce à une propagande active des services agricoles, les demandes commencèrent à affluer dès la moisson, et au mois de décembre 1932 les contrats de stockage souscrits portaient sur 2.800.000 quintaux contre 800.000 seulement à la même époque de 1931. Le succès du procédé dépassait même les prévisions du Gouvernement, puisque celui-ci fut obligé de demander un crédit supplémentaire pour le paiement des primes (1).

b) *Le Report*. — Pourtant, ce n'était pas cette mise à l'écart de 2.800.000 quintaux qui pouvait rétablir la situation. Les disponibilités restaient encore bien au-dessus des besoins, en sorte que l'on pouvait toujours redouter des afflux massifs sur le marché. Aussi bien songea-t-on à un autre procédé basé sur la même idée du stockage, mais qui, au lieu de comporter un échelonnement des ventes au long de la campagne, tendait tout simplement à reporter un stock sur la campagne suivante. On partait de ce principe que, la France étant normalement déficitaire, la récolte de 1933 serait très mauvaise et que dans ces conditions il était tout naturel d'organiser une sorte d'équilibre entre les deux. D'où le nom de report qui fut donné à l'opération inaugurée par le décret du 12 octobre 1932.

(1) Loi du 17 juin 1933. (Le stockage total pour la récolte 1932 porta sur 2.930.000 quintaux).

Aux termes de ce décret et de la circulaire qui l'accompagnait les producteurs désireux de garder du blé chez eux pour la campagne suivante devaient s'adresser aux groupements agricoles en leur indiquant la quantité de blé qu'ils étaient disposés à conserver ainsi ; ils devaient en même temps s'engager à conserver cette quantité jusqu'au 30 septembre 1933 (sauf dénonciation préalable par le Ministère de l'Agriculture) sous le contrôle du groupement correspondant. En échange, ils recevaient une double prime, la première correspondant au taux des avances sur titres pratiquées par la Banque de France et destinée à couvrir les frais de conservation, la seconde calculée à raison de 4 % de la valeur du blé immobilisé (valeur établie en fonction de la moyenne des cours en septembre 1932) et devant servir de rémunération. C'était aux groupements agricoles à la fois souscripteurs vis-à-vis de l'Etat et garants des contrats qu'il appartenait de distribuer les primes.

Ainsi organisé, le report se heurta à l'indifférence des cultivateurs. C'est à peine si les contrats souscrits atteignirent 100.000 quintaux, alors que le Gouvernement aurait voulu les voir porter sur 6 millions de quintaux. Ayant un besoin pressant d'argent et redoutant une aggravation de la baisse, les producteurs avaient préféré conserver leur liberté et vendre à leur gré.

Aussi bien le Gouvernement fut-il obligé de présenter l'opération du report sous un aspect plus tentant, en donnant aux souscripteurs une garantie contre la baisse. La loi du 26 janvier 1933, votée sur sa demande, autorisa le Ministre de l'Agriculture à faire, jusqu'à concurrence de 300 millions de francs, l'achat d'un stock de blé dont la livraison et le paiement seraient différés jusqu'au 30 septembre 1933. Les souscripteurs de contrats de report qui devenaient ainsi des vendeurs devaient garder le blé chez eux dans les conditions prévues au décret du 12 octobre et recevoir une double prime de conservation et de rémunération. Si les cours se relevaient le Ministre était autorisé à résilier les contrats, les reporteurs pouvant alors écouler leur blé sans difficulté ; dans le cas contraire, il prendrait à sa charge la différence entre le prix d'achat indiqué au contrat et le niveau des cours à l'échéance de ce contrat.

Ces largesses provoquèrent le succès de l'opération. En l'espace

de quelques semaines, des contrats furent souscrits pour 2.000.000 de quintaux (1), en sorte que le crédit de 300 millions accordé par la loi du 26 janvier se trouvait atteint. Il fallut de nouveaux crédits, ou plutôt une autorisation pour le report de quantités supplémentaires, car l'opération, étant fictive, n'entraînait pas une dépense à proprement parler. Cette autorisation fut accordée jusqu'à concurrence de 5 millions de quintaux par la loi du 14 avril 1933. La même loi donna au Gouvernement la possibilité de rendre obligatoire pour la meunerie l'emploi des blés reportés.

Un tel succès ne fut pas uniquement la conséquence des avantages offerts aux souscripteurs. D'autres facteurs sont intervenus dont il nous faut maintenant parler.

Et tout d'abord le Gouvernement avait cherché au préalable à remonter le niveau des cours de manière à donner confiance. Pour cela, il avait demandé à l'Intendance d'acheter directement sur le marché une quantité de blé correspondant à un crédit de 20 millions accordé à cet effet par la loi du 26 janvier. Les achats eurent lieu en janvier et février ; bien que ne portant pas sur une quantité importante, ils constituaient une demande inusitée et, de ce chef, eurent au moins le mérite de freiner la baisse.

Par ailleurs, on s'était efforcé de montrer aux cultivateurs l'intérêt qu'ils avaient à échelonner leurs ventes au moyen du Crédit agricole. Une circulaire de M. Abel Gardey, parue dès le 24 août 1932, leur rappela les avantages du procédé. D'autre part, la loi du 26 janvier 1933 mit à la disposition du Crédit agricole une avance supplémentaire de 300 millions. Grâce à cela, les producteurs avaient la certitude de pouvoir se procurer de l'argent liquide sans être obligés de vendre leur blé à n'importe quel prix. Certes, ils n'usèrent pas de ces facilités autant que l'on pouvait l'espérer (le Crédit agricole n'avança en effet que 215 millions sur la récolte, mais dans la mesure où ils le firent, ils purent contribuer d'autant à la constitution du stock reporté.

Pourcentage, stockage, report, etc... tous ces moyens de défense se révélèrent impuissants devant l'afflux des disponibilités

(1) Le report total de la récolte 1932 atteignit 5.467.794 quintaux.

demeurées, malgré tout, surabondantes. Au surplus, loin de sauvegarder le présent, ils présentaient le grave inconvénient de grever l'avenir. Comme l'ont fait très judicieusement remarquer à l'époque plusieurs parlementaires, le report n'était pas autre chose qu'un ajournement des difficultés. Il reposait sur cette idée que les excédents d'une année doivent tout naturellement compenser le déficit de la suivante, mais il supposait que la récolte de 1933 serait déficitaire. Or, rien n'était moins certain, puisque la technique du blé sans cesse en progrès était presque arrivée à surmonter le facteur de mauvais rendement que constituent les intempéries. Il aurait fallu que l'année 1933 fut vraiment très mauvaise au point de vue climatérique, que les blés soient ravagés.

CHAPITRE III

Le prix minimum

1° *Le nouveau prix du blé et l'agriculture.* — La perspective d'une récolte extrêmement abondante à laquelle devaient se joindre les blés reportés de la campagne précédente fut le signal d'une nouvelle dégringolade des cours. De 95 francs, ils tombèrent successivement à 85, à 80, puis bientôt à 70 francs.

Très bas en comparaison de ceux pratiqués après la guerre, ces prix étaient moins désastreux qu'on pourrait l'imaginer. Il est certain en effet, que le cultivateur rattrappe dans les bonnes années, par de bons rendements, ce qu'il perd sur les cours ; ç'avait été le cas en 1932 où les prix étaient plus bas qu'auparavant, mais où les rendements étaient beaucoup plus élevés. Il devait en être de même pour 1933 : au lieu de vendre 12 ou 13 quintaux à 150 francs, le cultivateur allait en vendre 18 ou 20 à 80 francs.

Dire que ce bon rendement lui donnait une compensation de la perte qu'il subissait par ailleurs sur le prix serait cependant faire preuve d'une mauvaise foi évidente. On peut admettre maintenant sans crainte d'être par trop raillé qu'avec 80 francs par quintal il se tirait d'affaire, mais il serait plus difficile de soutenir qu'il gagnait beaucoup. Or, du point de vue de l'intérêt général, il est bien préférable que l'agriculture soit prospère ; elle constitue la masse, la pierre angulaire du pays et sa prospérité conditionne celle de l'ensemble. Aussi bien, considérés sous cet aspect, les prix payés aux cultivateurs pour leur blé n'étaient pas suffisants.

Du reste, même s'il en était autrement, il y avait un grave problème qui se posait et qui, celui-là, montrait le mal profond dont souffrait l'agriculture, celui de la vente des excédents. Avec deux bonnes récoltes successives, la production représentait un excédent d'une vingtaine de millions de quintaux et ces vingt millions de quintaux étaient impossibles à vendre. Il n'était pas question de les écouler au dehors à moins de recourir au système des primes ; il n'était pas davantage question de forcer le consommateur français à mettre les bouchées doubles. On ne savait qu'en faire.

2° *Les raisons pour et contre une nouvelle intervention de l'Etat.* — En face de cette situation, que fallait-il faire ? L'Etat adoptant l'attitude du laissez-faire devait-il dire aux agriculteurs : tout cela s'arrangera, puisque le blé ne vous rapporte pas, vous le cultiverez moins et les prix remonteront. Au contraire, devait-il s'employer à trouver la solution et venir lui-même au secours de l'agriculture ?

C'est en faveur de cette seconde alternative que militaient les raisons les plus fortes. Certes, on pouvait invoquer pour la première les avantages du libre échange, les fonctions de l'Etat strictement limitées aux intérêts généraux, mais on ne devait pas perdre de vue :

1° Que les Pouvoirs publics étaient pour beaucoup responsables de la situation dans laquelle se débattait l'agriculture. C'était eux qui, par un immense effort se manifestant sous les formes les plus diverses, avaient travaillé pour la reconstitution de la production fromentaire. C'étaient eux qui, négligeant la diminution progressive de la consommation, avaient poursuivi cette politique et conduit l'agriculture à la surproduction. Sous prétexte de s'occuper du seul intérêt général, ils ne pouvaient tout de même pas refuser de réparer la faute dont ils étaient responsables !

2° Que les Pouvoirs publics avaient habitué l'agriculture à compter sur eux. Dans toutes les circonstances où elle avait lieu de se plaindre, l'agriculture n'avait pas manqué de le faire et, au lieu de refuser toute intervention, le Gouvernement avait au contraire cherché à satisfaire les demandes. Il en était arrivé ainsi

à se lier vis-à-vis de l'agriculture ; au risque de provoquer un désordre social profondément regrettable, il ne pouvait pas rester indifférent.

3° Que la prospérité de l'agriculture est intimement liée à celle du pays tout entier. Cette importante considération à laquelle il a été déjà fait allusion ci-dessus méritait de retenir l'attention, d'autant plus qu'en 1933 la crise se manifestait avec une grande acuité, que le chômage augmentait, etc... Ne serait-ce que pour développer le pouvoir d'achat des masses agricoles et donner ainsi un débouché important au commerce et à l'industrie, il semble qu'on devait faire quelque chose pour sortir l'agriculture de la mauvaise situation dans laquelle elle se trouvait.

3° *L'attitude des Pouvoirs publics.* — Pour ces trois raisons, dont la première et la dernière surtout étaient à elles seules presque déterminantes, l'Etat se trouvait dans l'obligation de tenter un effort pour redresser la situation du marché du blé. Il était conduit par la force des choses à faire de l'économie dirigée, à faire de l'étatisme, et ceux-là mêmes qui jadis se seraient révoltés contre cette idée ont été les premiers à reconnaître la nécessité de faire quelque chose. « Je ne crois pas, disait M. J. Caillaux, que quiconque est attentif aux faits puisse ne pas s'apercevoir que certaines doctrines qui avaient cours et dont nous étions les adeptes, il y a quelques 25 ou 30 ans, sont aujourd'hui pour partie vermoulues » (1). Comme on l'avait déjà fait pour le vin, on allait s'immiscer dans les contrats, faire acte d'autorité pour sauver une branche de l'activité nationale.

Seulement, il restait à savoir sous quelle forme et dans quelles conditions l'Etat interviendrait. A cet égard, les suggestions formulées étaient multiples, puisque depuis le mois d'avril jusqu'à la mi-juillet il n'y eut pas moins de vingt propositions déposées. La plupart d'entre elles défendaient des solutions partielles, telle la fixation d'un taux maximum de blutage, l'exportation, la dénaturation, etc... Quant à lui, le Gouvernement avait élaboré un plan d'assainissement, reposant sur l'idée qu'il avait toujours défendue, à savoir le caractère exceptionnel des récoltes abon-

(1) Débats parlementaires, Sénat, 27 juin 1933, p. 1470.

dantes. Il prévoyait la résorption des excédents par l'utilisation simultanée des différents procédés déjà employés : exportation, dénaturation, stockage, report, tous ces procédés devant être mis au point sous le contrôle d'un organisme central jouant un rôle consultatif très important auprès du Ministre de l'Agriculture.

Pour ce seul motif qu'il était un plan d'assainissement provisoire, destiné à parer aux difficultés du moment, le projet du Gouvernement ne constituait pas une solution suffisante. On s'en aperçut, puisque la discussion devant le Parlement en altéra sérieusement les caractéristiques, à vrai dire non pas pour lui substituer un plan rationnel et d'application durable, mais pour lui donner une empreinte sensiblement plus étatiste. Le projet devint la loi du 10 juillet 1933 qui, en instaurant le régime du prix minimum, devenait l'intervention la plus osée qui ait jamais été faite dans le domaine des contrats depuis la guerre.

Au bout de quelques mois d'application, ou plus exactement de tentatives d'application, cette loi du 10 juillet 1933 s'avéra mal faite et presque inopérante. Il fallut la modifier et c'est ce qui nécessita le vote successif des lois du 28 décembre 1933, du 17 mars 1934 et du 9 juillet 1934. Après une telle série de dispositions législatives, la réglementation sur le blé était devenue un maquis si touffu qu'une modification fut jugée indispensable. Ce fut l'œuvre du décret du 6 octobre 1934, lequel résume les mesures prises en faveur de l'agriculture depuis la récolte 1933 jusqu'à la fin de 1934, époque à laquelle on revint à une conception plus libérale.

C'est à ce décret du 6 octobre 1934 qu'est consacré ce chapitre. Il ne fera pas ici l'objet d'un examen approfondi, puisqu'aussi bien toutes les lois dont il résume les dispositions ont déjà donné lieu à des commentaires détaillés et pleins d'intérêt. Tel qu'il est rédigé, il se prête à une division schématique qui nous tiendra lieu de plan et dont voici du reste les parties principales : prix minimum, création des conditions nécessaires au maintien de ce prix, mesures de contrôle et d'ordre financier. Chaque partie comportera l'énumération des différents points qu'elle synthétise et à ces points correspondront de courtes explications destinées à en situer la portée et l'intérêt.

SECTION I. — LE PRIX MINIMUM

Pendant la guerre, et jusqu'au 1^{er} août 1921, on avait voulu protéger le consommateur en imposant au producteur un prix de vente forfaitaire. Par la suite, devant la hausse vertigineuse des cours, on avait songé à plusieurs reprises à utiliser de nouveau ce procédé (1), mais son caractère par trop étatiste fit rejeter cette idée.

A partir de 1927, le problème se posant en sens inverse, on voulut recourir à la taxation, mais pour assurer au producteur un minimum de rémunération. Plusieurs propositions furent déposées, mais elles demeurèrent à l'état de suggestions (2). « La fixation annuelle des cours du blé entraîne, si l'on veut que le prix officiel soit respecté, l'institution du monopole d'achat par l'Etat avec — c'est fatal — le droit de contrôle et de réquisition. Cela doit nous la faire rejeter » (3). M. Queuille qui tenait ce raisonnement en 1929 devait, à trois ans de là, se heurter à une attitude ferme et décidée de la part de la Chambre, attitude qui devait le forcer à accepter cette solution. Déjà, en accordant aux blés reportés la garantie contre la baisse, une étape avait été franchie dans ce sens. Le 6 avril 1933, on devait réclamer énergiquement l'adoption d'une mesure générale et depuis cette date les assauts se sont multipliés, obligeant le Ministre de l'Agriculture à accepter une mesure qu'il savait non seulement exorbitante, mais inapplicable. Toutefois, le Ministre posait une condition : c'est que le prix serait fixé par le Parlement, que la mesure serait transitoire et destinée surtout à permettre d'attendre que soient entrées en pleine activité les mesures qu'il avait proposées dans son projet.

Finalement, le prix minimum a été voté ; il est entré en application le 15 juillet 1933 et resté en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier

(1) Sénat, 26 mars 1925, p. 364 ; C. D., 16 juillet 1926, p. 2942 et 4 août 1926, p. 3138.

(2) Propositions de loi COURENT, C. D. 683 du 8 novembre 1928 ; CADIC, C. D. n° 2025 du 18 juillet 1929 ; Camille FERRAND, C. D., n° 2292 du 22 octobre 1929.

(3) Proposition de loi, C. D. 1736 du 5 juin 1929.

1935. Durant cette période, plusieurs lois sont intervenues qui en ont altéré les modalités. En partant de la base instaurée par la loi du 10 juillet, nous examinerons les modifications qui ont été ainsi apportées par ces lois, sans oublier de distinguer entre le régime de la récolte 1933 et celui de la récolte 1934.

1° *Récolte 1933.* — L'article 1^{er} de la loi du 10 juillet 1933 décidait que du 15 juillet 1933 au 16 juillet 1934 le prix minimum au-dessous duquel le blé ne pourrait être vendu serait fixé à 115 francs, avec majoration de 1,50 par mois applicable à compter du 1^{er} septembre 1933 et destinée à couvrir les frais de conservation. Ce prix forfaitaire s'appliquait à tous les blés reportés de la récolte 1932 (ce qui évitait à l'Etat de payer la différence promise lors de la souscription des contrats) ; il concernait également tous les blés reportés en 1933 et qui seraient vendus au cours de la campagne.

Les frais de courtage, commission et de transport n'étaient pas comptés dans ce prix, c'est-à-dire que le producteur était théoriquement assuré de toucher le prix minimum. Cependant, pour que les blés de mauvaise qualité ne soient pas laissés de côté au profit des blés plus riches, il était admis que ces blés pouvaient être vendus à un taux inférieur tandis qu'au contraire les blés d'une qualité supérieure à la moyenne pouvaient bénéficier d'une prime.

Toutes les ventes opérées au mépris de ces dispositions donnaient lieu à un recours au profit du vendeur qui, dans les six mois du contrat, avait la faculté d'exiger la différence dont il avait été frustré. En outre, et pour que le prix minimum ne profite pas aux commerçants qui avaient acheté et stocké des blés en prévision du vote de la loi, les marchés portant livraison après le 15 juin 1933 et dont livraison n'avait pas été faite donnaient lieu à une demande de résiliation sans indemnité.

Après quatre mois d'application, on s'aperçut que les dispositions relatives au prix minimum soulevaient de grosses difficultés. Elles aboutissaient à supprimer les intermédiaires dont on avait méconnu le rôle précieux qu'ils jouent pour la répartition, à entraver les transports en obligeant l'acheteur à prendre livraison directement chez le producteur. D'autre part, le fonctionne-

ment de la loi exigeant des ressources supérieures à celles qui avaient été prévues, on reconnut la nécessité de faire supporter au producteur lui-même une partie des dépenses qui, somme toute, profitaient à lui seul. Pour toutes ces raisons, la loi du 28 décembre 1933 modifia les dispositions primitives en précisant :

1° que le producteur désireux de recourir à un intermédiaire pourrait lui consentir une commission de 2 francs par quintal ;

2° que l'exclusion des frais de transport stipulée par la loi du 10 juillet ne visait nullement ceux qui, habituellement, restaient à la charge du vendeur, c'est-à-dire, livraison au moulin, au bateau, ou à la péniche ;

3° qu'une taxe de 3 francs par quintal serait mise à la charge du producteur, sous forme de retenue opérée par le minotier.

Ainsi, le prix minimum se trouvait ramené à un niveau inférieur d'au moins 5 francs à celui qui était primitivement établi (1).

2° *Récolte 1934.* — Devant la récolte de 1934, presque aussi abondante que la précédente, le Gouvernement ne pouvait pas reculer. Il maintint le régime de la taxation. Toutefois, pour ne pas retomber dans les difficultés et surtout les fraudes qu'avait entraînées la législation ci-dessus, il demande de nouvelles modifications. La loi du 9 juillet 1934 les lui accorda qui, en prorogeant les dispositions précédentes, opéra les modifications suivantes :

1° On reconnut que le prix de 115 francs était arbitraire et impossible à faire respecter parce que trop élevé. Il fut décidé qu'à partir du 16 juillet ce serait au Ministre de l'Agriculture de fixer le prix minimum et de le faire varier en tenant compte du cours moyen mondial augmenté du droit de douane inscrit au tarif minimum. Ce cours fut fixé à 108 francs (décret du 13 juillet 1934).

2° Le système des réfections et majorations ayant donné lieu à des déboires, on préféra le supprimer purement et simplement.

(1) Ajoutons qu'une loi du 5 juillet 1934 a étendu aux adjudications le régime du prix minimum, ces adjudications ayant eu lieu à plusieurs reprises au mépris du prix minimum.

Désormais, le prix minimum s'appliquerait aux blés définis par le Ministre comme ayant une qualité saine, loyale et marchande avec possibilité de majorations. Quant aux blés de moindre qualité, ils en seraient exclus et seraient soumis à la dénaturation.

A côté des blés de la récolte 1934 appelés à bénéficier des dispositions ci-dessus, il restait les blés reportés de la récolte 1933. Pour ceux-là, la loi du 17 mars 1934 avait décidé qu'ils seraient achetés au cours officiel du 15 juillet 1934, c'est-à-dire à 131 fr. 50.

SECTION II. — CRÉATION DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES

NÉCESSAIRES AU MAINTIEN DU PRIX MINIMUM

Il ne suffisait pas de dire : nous fixons un prix minimum au-dessous duquel le blé ne pourra être vendu. Pour que ce prix ne soit pas fictif, qu'il réponde à peu près à la situation du marché, il fallait encore que cette situation soit aménagée en conséquence, sinon on tombait dans l'arbitraire le plus absolu et la loi risquait d'être violée ouvertement. M. Queuille l'avait bien compris qui, lors de la discussion de la loi du 10 juillet s'exprimait ainsi : « Au lieu de dire, je fixe un prix et l'on verra ensuite à le faire respecter, je dis, on va s'arranger de façon à fixer un cours » (1). De fait, son projet ne comportait pas un prix minimum, mais un ensemble de moyens destinés à faire remonter les cours.

Le Parlement a bien été obligé de tenir compte de ces considérations. Il ne s'est pas borné à fixer le prix, il a également donné au Gouvernement les moyens qu'il demandait pour créer une « atmosphère économique favorable ». Tout en allant contre les lois de l'économie il était obligé d'en tenir compte.

Voyons donc quels sont ces moyens qu'il a mis à la disposition du Gouvernement. Si l'on fait abstraction des mesures douanières, lesquelles avaient déjà mis depuis 1932 notre marché à l'abri des importations étrangères, on peut classer ces moyens en deux catégories bien différentes la première relative à la réduction des

(1) Débats parlementaires, C. D., 22 juin 1933, p. 3017.

offres et à leur échelonnement, la seconde portant sur l'élargissement des débouchés. Autrement dit, il s'agit d'une action simultanée sur l'offre et la demande, destinée à faire coïncider avec le prix minimum la vieille loi dont il constituait une flagrante violation.

§ 1^{er}. — *Réduction et échelonnement des offres*

A) *Réduction des offres.* — 1° *L'admission temporaire.* — Malgré les mesures sévères prises en 1930 et 1931 pour renforcer le contrôle de l'admission temporaire et réduire au minimum les possibilités de fraude permettant aux usagers de ce régime de garder du blé sur le territoire, la question de l'admission temporaire fut à nouveau soulevée lorsqu'il fut question d'établir le prix minimum. Le Gouvernement avait eu beau affirmer dans son projet de loi que ces mesures avaient mis fin aux abus, l'agriculture et avec elle nombre de parlementaires se refusaient à le croire. Les uns prêchaient la suspension, d'autres moins durs réclamaient seulement la substitution du régime de l'identique à celui de l'équivalent. Tous ont obtenu gain de cause, que ce soit par la loi du 10 juillet 1933 ou par les suivantes.

La loi du 10 juillet à elle seule comportait trois mesures visant l'admission temporaire (art. 27) :

a) suspension de l'admission temporaire pendant 2 mois ;

b) suppression de l'expertise légale en matière de farines ; autrement dit, en cas de contestation entre l'administration et les usagers de l'admission temporaire sur la nature des produits d'apurement, la décision du laboratoire des Douanes était définitive et sans appel ;

c) réexportation obligatoire de l'intégralité des produits de la mouture, à l'exception des sons, dans les deux mois qui suivent la soumission. Cette troisième disposition qui établissait le régime de l'identique et ramenait de trois à deux mois le délai de réexportation était de beaucoup la plus grave, car désormais les usagers de l'admission temporaire, que ce soit pour les blés durs ou pour les blés tendres, devaient réexporter :

1° l'intégralité des produits de la mouture, c'est-à-dire que

pour une importation de 100 kgs, ils devaient faire ressortir 100 kgs, les tolérances pour déchets étant supprimées ;

2° les produits extraits du blé importé, de sorte que l'échange souvent avantageux auquel ils pouvaient se livrer en réexportant des farines indigènes était complètement interdit, à l'exception des sons qui pouvaient provenir indifféremment de farines indigènes ou exotiques (1).

C'est le décret du 1^{er} septembre 1933 qui est venu transcrire sous forme de règlement précis le nouveau régime ainsi établi. Pour donner une idée de la sévérité de ses dispositions, nous pouvons citer un exemple d'apurement qu'il prévoyait : à 100 kgs de blé importé devait correspondre une exportation de 71 kgs de farine entière de blé exotique, 8 kgs de farine basse et 21 kgs de son, ou encore 79 kgs de farine entière et 21 kgs de son.

Pourtant, ce régime rigoureux ne suffit pas à calmer les esprits. Au mois de décembre, le Ministre de l'Agriculture eut grand mal à éviter la suppression de l'admission temporaire et en mars il fallut faire de nouvelles concessions. Dans son article 6, la loi du 17 mars 1934 décida que l'identique serait complet, c'est-à-dire qu'il s'appliquerait non seulement aux farines entières, mais encore aux sons et issues, jusqu'alors admis au régime de l'équivalent. La même loi donnait en outre au Gouvernement le droit d'imposer aux usagers l'obligation de faire précéder l'importation d'une exportation correspondante.

A peine est-il besoin de dire que, sous une telle maille de règlements, sous ce contrôle plein de méfiance, l'admission temporaire n'était guère susceptible de provoquer des entrées de blé en France. Même pour les blés durs qui bénéficiaient d'un régime moins sévère en raison de la destination à laquelle ils sont affectés, les règlements étaient très stricts et il était prévu que les excédents de blé restant en France seraient de provenance africaine.

L'opinion générale ne s'en est du reste pas mieux trouvée, puisque au mois de juillet 1934 et dans les mois suivants, les

(1) L'identique n'a en réalité jamais été appliqué, car il était inapplicable. Le Parlement en avait décidé l'adoption, mais le texte définitif était trop vague pour être considéré comme établissant l'identique.

importations ont continué à hanter l'esprit des cultivateurs. Se fiant aux allégations de leurs journaux locaux, ils croyaient à des entrées massives effectuées en fraude et les démentis pas plus que les mesures de rigueur visant l'admission temporaire ne sont arrivés à les dissuader.

2° *Céréales secondaires*. — La protection des céréales secondaires, leur revalorisation n'avaient été esquissées avant juillet 1933 que dans le seul but de faciliter la dénaturation des blés de basse qualité ou de répondre aux récriminations de l'agriculture. On ne s'était pas dit qu'une trop forte baisse sur les cours de ces céréales pouvait entraîner les paysans à se détourner de ce genre de culture pour s'orienter vers le blé mieux protégé. Or cette considération a pris beaucoup d'importance lorsque le prix minimum a été voté, parce que la garantie ainsi offerte aux producteurs de blé était susceptible de constituer une prime à l'abandon des céréales secondaires dont les cours étaient alors très bas en raison d'une augmentation très forte de la production. Répondant aux sollicitations qui lui étaient adressées, le Gouvernement resserra la protection en réduisant les contingents, en augmentant les droits de douane et en créant une taxe sur les licences d'importation. Grâce à ces mesures, il pouvait se flatter en décembre 1933 d'avoir obtenu les résultats suivants (1) :

Importations d' <i>avoine</i> :	en 1932 : 1.234.000 quintaux.
	en 1933 (4 ^e trimestre) : 7.500 qx.
Importations de <i>seigle</i> :	en 1931 : 756.000 quintaux.
	en 1932 : 540.000 quintaux ;
	en 1933 (4 ^e trimestre) : 7.500 qx.
Importations de <i>sarrasin</i> :	en 1932 : 102.000 quintaux ;
	en 1933 (4 ^e trimestre) : 750 quintaux.
Importations de <i>maïs</i> :	en 1932 : 11.710.629 quintaux
	en 1933 (4 ^e trimestre) : 450.000 qx
	en 1934 (p. trimestre) : 300.000 qx (2).

(1) Débats parlementaires, C. D. 5 décembre 1933, p. 4383.

(2) Rappelons que le droit de douane sur le maïs avait été relevé successivement par les décrets des 11 septembre 1930, 11 juillet 1931 et 17 septem-

De la protection ainsi accordée aux céréales secondaires, à laquelle venait se joindre une taxe de 2 francs par quintal importé établie par la loi du 10 juillet 1933, on escomptait le maintien de la culture de ces céréales ; mais cette protection elle-même n'a pas toujours joué dans le sens désiré. On est bien arrivé à réduire les entrées d'orges, de maïs, etc., mais pendant le même temps l'Indochine, qui jouit de l'union douanière augmentait ses expéditions de riz à destination de la Métropole. En 1933, 526.000 tonnes de riz sont entrées en France contre 350.000 seulement l'année précédente, en sorte que le riz venait faire aux autres céréales secondaires la concurrence que ne faisaient plus les importations de l'étranger.

La question fut âprement discutée au moment où fut élaborée la loi du 9 juillet 1934. Le Gouvernement proposait d'établir une taxe de 0 fr. 10 par kg de riz importé, alors qu'on lui opposait les règles de l'union douanière. Il dut s'incliner devant ces arguments et, en fait de mesures nouvelles protectrices des céréales secondaires, la loi du 9 juillet n'apporta qu'une légère innovation destinée à faciliter l'emploi de l'orge. Elle limitait en effet à 15 % la quantité de produits autres que l'orge et le houblon qui peut entrer dans la fabrication de la bière.

Les résultats de la politique suivie à l'égard des céréales secondaires ont été assez maigres en ce sens que les cours ne se sont pas relevés. Pendant que le blé était acheté théoriquement à 115 francs et plus, l'avoine cotait à Paris 50 francs en moyenne, soit un écart de 65 francs supérieur à la normale. Si des mesures n'avaient été prises pour limiter les emblavements, il est néanmoins probable que l'abandon des terres ensemencées en céréales secondaires aurait eu lieu au profit du blé.

3) *Limitation des emblavements.* — Bien que ne constituant pas une solution à échéance immédiate, la limitation des emblavements offrait le mérite d'être un remède énergique à la surproduction. Dans son projet qui, après les modifications par les Chambres, allait devenir la loi du 10 juillet 1933, le Ministre de

bre 1932, ce dernier ayant porté le droit à 80 fr. au tarif général et 40 fr. au tarif minimum.

l'Agriculture en faisait un des piliers de son œuvre d'assainissement. Se référant à l'exemple déjà donné par certains grands pays céréaliers, il avait proposé de subordonner les semailles de printemps à l'importance des emblavements d'automne et à celle de la récolte précédente. Malheureusement, il se heurta à l'opposition très ferme des deux Assemblées. Au Sénat, malgré le soutien énergique de MM. Caillaux et Marcel Régnier (1), la mesure fut repoussée parce que trop gênante pour l'agriculture.

Il fallut cependant y revenir parce que la situation s'avérait inextricable. La loi du 28 décembre 1933. décida (art. 5) qu'il serait « interdit de cultiver du blé sur une terre qui a déjà porté cette céréale l'année précédente et qu'il serait interdit d'ensemencer des blés de printemps en 1934 sur des terres autres que celles qui étaient destinées à recevoir du blé d'automne selon l'assolement normal » ; le tout sous peine d'amende et privation du bénéfice de la loi sur le prix minimum.

A vrai dire, une telle disposition ne répondait pas encore aux exigences de la situation ; elle était insuffisante. « Si l'an dernier nous avons réduit les emblavements, affirmait M. de Wendel, la réduction de production certaine de ce chef s'ajoutant à l'incertitude que nous pouvons encore nourrir au sujet de la récolte prochaine aurait probablement permis de maintenir les prix... » (2). De fait, au fur et à mesure que l'expérience d'assainissement commencée en juillet se montrait inefficace, l'idée qu'il fallait en venir à un contingentement sérieux de la production fit son chemin. Déjà en juin 1934 une proposition de loi de M. Briquet prévoyait la fixation annuelle du contingent de la production en fonction des résultats obtenus en 1931, 1932 et 1933. Au mois de décembre de la même année, on devait se résoudre à prendre des dispositions dans ce sens.

B) *Echelonnement des offres.* — L'échelonnement des offres avait déjà été expérimenté au cours des précédentes campagnes et le Gouvernement avait les moyens de l'assurer. Aussi bien

(1) Débats parlementaires, Sénat, 29 juin 1933, p. 1521.

(2) Débats parlementaires, Sénat, 14 mars 1934, p. 456.

n'y eut-il qu'à élargir l'application de ces moyens et à les adapter aux conditions nouvelles résultant de l'instauration du prix minimum.

1^o *Stockage avec vente échelonnée.* — Etabli par la loi du 30 avril 1930, ce système consistait à faire conserver par les groupements agricoles un stock de blé qu'ils s'engageaient à écouler en cours d'année par portion et moyennant une indemnité. Il fut inscrit dans la loi du 10 juillet 1933 parmi les mesures d'assainissement et appliqué successivement pour les blés provenant des récoltes 1933 et 1934. Deux cahiers des charges concernant chacune de ces récoltes ont été publiés les 17 août 1933 et 1934 dont les clauses étaient analogues à celles contenues dans les précédents. Au dire de M. Queuille, l'empressement mis par les groupements agricoles aurait été tel que pour la seule récolte de 1933 le stockage avec vente échelonnée aurait porté sur 12 millions de quintaux (1).

Il faut dire qu'en sus des avantages accordés auparavant sur ce genre de stockage, les lois sur le marché du blé avaient prévu deux garanties nouvelles fort encourageantes l'une et l'autre.

D'une part, une garantie de prix provenant des dispositions relatives au prix minimum, lesquelles, on s'en souvient, visaient tous les contrats portant sur les récoltes 1933 et 1934. A cela est venu s'ajouter par la suite un régime de faveur en matière de transports : pour les blés vendus par les coopératives de stockage en conformité avec les clauses du cahier des charges et expédiés à une distance supérieure à 50 kms, les coopératives étaient partiellement remboursées grâce à l'octroi par la loi de finances de 1934 d'un crédit spécial affecté à cet usage.

D'autre part, une garantie d'emploi inaugurée par l'article 17 de la loi du 10 juillet assurait les coopératives de trouver un débouché pour leurs blés stockés. En effet, aux termes des décrets du 4 décembre 1933 et suivants pris en exécution de la loi, les meuniers étaient obligés d'incorporer dans la fabrication

(1) D. P., Sénat, 21 décembre 1933, p. 2068. Effectivement les résultats définitifs ont indiqué un stockage global portant sur 19.023.000 quintaux, représentant une dépense de 63.574.314 fr. Pour 1934, le stockage a porté sur 21.800.000 quintaux, nécessitant le versement de 152.600.000 francs.

de leurs farines panifiables un pourcentage de blés stockés qui, en fait, varia entre 20 et 50 % suivant l'époque de l'année. Au moment où elles cédaient leurs stocks aux meuniers, les coopératives étaient tenues de respecter les conditions relatives à l'échelonnement et par ailleurs elles délivraient aux meuniers acheteurs une attestation dite « attestation B » comme quoi il avait pris en charge tant de blé stocké.

Ce régime des attestations, nécessaire pour contrôler le respect par la minoterie des règlements en vigueur, n'allait pas sans difficultés. Il se pouvait, pour une raison ou pour une autre, que le meunier ne puisse pas se procurer la quantité légale de blés stockés, d'où la création d'attestations B' délivrées aux meuniers ayant acheté plus que leur part et susceptibles d'être cédées. Comme pratiquement certains meuniers pouvaient avoir du blé libre, non stocké, au-dessous de 115 francs, ils ne se souciaient guère d'acheter aux coopératives et ils préféraient acheter des « attestations B' ». Un véritable trafic s'organisa de cette façon et le prix des attestations B' atteignit un niveau assez élevé pour montrer que la taxation à 115 francs était une fiction. A un moment donné, devant les abus flagrants auxquels donnait lieu le trafic des certificats, on suspendit l'usage des attestations B' puis on le rétablit.

Ajoutons que, pour atténuer les rigueurs entraînées par l'incorporation obligatoire des blés stockés, la loi du 9 juillet 1934 dispensa de ce régime les meuniers « travaillant à façon ou par voie d'échange, soit avec les agriculteurs, soit avec les boulangers, soit avec les boulangeries coopératives agricoles ».

2° *Report*. — A la différence du stockage avec vente échelonnée, le report n'est pas destiné à fractionner les ventes en cours d'années, mais à soulager une campagne trop abondante en affectant une partie de ses disponibilités au comblement du déficit éventuel de la campagne suivante. On se rappelle qu'il avait été inauguré d'abord sans aucun succès par le décret du 6 octobre 1932, puis dans de meilleures conditions par la loi du 26 janvier 1933. Sous l'empire de cette loi qui apportait les garanties de prix à l'échéance nécessaires pour attirer les souscripteurs, 5.500.000 quintaux de la récolte 1932 avaient été mis de côté. Ils devaient

donner lieu au versement par l'Etat de la différence entre le cours officiel à l'échéance (30 septembre, susceptible d'être prorogée jusqu'au 31 décembre) et celui indiqué dans l'engagement de report, c'est-à-dire 115 francs. Pratiquement, cette garantie de prix fut observée grâce au prix minimum et il faut dire à ce sujet que c'est pour beaucoup à cause de cette garantie qui risquait de devenir par trop onéreuse pour l'Etat que le Sénat consentit à admettre le prix minimum.

a) *Liquidation des vieux blés de la récolte 1932.* — Mais la question prix n'était pas seule à entrer en ligne de compte. Il y avait aussi celle de l'écoulement des vieux blés ainsi reportés et on se trouvait là en présence d'un problème délicat, puisque la récolte 1933 était, contrairement aux espérances, très supérieure aux besoins. Il fallut recourir aux moyens de coercition employés à l'égard des blés stockés avec engagement de vente échelonnée ; en exécution de la loi du 14 avril 1933 et de celle du 10 juillet (art. 17), on obligea les meuniers à incorporer une certaine quantité de vieux blé dans la fabrication de leurs farines panifiables. Le décret du 18 août 1933 fixa cette proportion à 35 % et en garantit le respect au moyen de certificats A et B analogues à ceux employés pour les blés stockés. On avait envisagé aussi, pour activer l'écoulement des blés 1932 reportés, d'en affecter une certaine quantité à la dénaturation ou à l'exportation, mais ce second procédé qui figurait à l'article 16 de la loi du 10 juillet 1933 n'a pas été utilisé. On a préféré activer l'emploi en meunerie et au bout de quelques mois on était arrivé à résorber complètement les blés reportés de la récolte 1932.

Ce qui ne voulait pas dire du reste que l'intégralité de cette récolte avait été consommée. Il restait encore les blés que les cultivateurs avaient gardé chez eux sans souscrire aucun engagement et pour lesquels ils n'avaient pas trouvé d'acquéreurs. En faveur de ces blés, en même temps que pour enrayer le trafic des attestations (1), la loi du 28 décembre 1933 décida que les

(1) Plutôt que d'acheter les attestations à un prix trop élevé, les meuniers avaient intérêt à se procurer ces vieux blés, même en acquittant la redevance de 5 francs.

meuniers pourraient s'abstenir d'écraser le pourcentage réglementaire de blés reportés s'ils achetaient ces blés non contractuels et versaient une redevance de 5 francs par quintal.

b) *Le report des récoltes 1933 et 1934.* — Les difficultés suscitées pour l'écoulement des blés conservés d'une année à l'autre ne devaient pas faire abandonner le système du report. Peut-être songeait-on qu'après tout les deux années 1932 et 1933 étaient exceptionnelles, qu'elles seraient suivies de mauvaises récoltes ; toujours est-il que la loi du 10 juillet 1933 fit du report un des remèdes les plus précieux à employer en temps de surproduction. Dans son article 15, elle autorisa le Gouvernement à l'utiliser « si l'évaluation de la récolte et des stocks permet de présumer que les disponibilités excéderont les besoins de la consommation ».

C'était le cas, sans aucun doute, en 1933 ; aussi le Gouvernement s'empressa-t-il d'organiser le report des excédents de cette campagne sur une très vaste échelle.

Alors que précédemment les contrats de report étaient réservés aux seuls groupements agricoles ou producteurs, leur champ d'application fut étendu :

1° aux meuniers et commerçants en grains inscrits au rôle des patentes pour les blés achetés au cours légal, sur attestation d'une caisse de crédit agricole (loi du 17 mars 1934, art. 3) ;

2° aux mêmes meuniers et commerçants pour les blés non munis d'une attestation de paiement au cours légal, c'est-à-dire achetés antérieurement à la loi du 17 mars 1934 (loi du 9 juillet 1934, art. 3).

En outre, un décret du 2 juillet 1934 autorisa les groupements agricoles à reporter les blés durs déclarés au 1^{er} mai 1934 dans la limite de 175.000 quintaux.

En échange de l'engagement qu'ils prenaient de ne pas vendre leur blé avant le 16 juillet 1934 et à partir de ce moment de ne procéder qu'à un écoulement progressif, les reporteurs étaient assurés de recevoir un prix minimum de 131 fr. 50. Cette garantie inscrite dans la loi du 17 mars 1934 (1) était considé-

(1) Loi du 17 mars 1934, art. 1^{er}, § 5.

nable, puisqu'en 1932 le prix correspondant était de 115 francs seulement ; aussi le Gouvernement jugea-t-il raisonnable de supprimer la prime de report, très largement représentée par l'élévation de mois en mois que comportait le fonctionnement du prix minimum.

Pour les groupements agricoles, le prix de 131 fr. 50 devait être presque net. Il restait entendu qu'ils recevraient une indemnité de transport pouvant atteindre jusqu'à 60 % des frais qu'entraîneraient les livraisons à des distances supérieures à 50 kms.

Enfin, une garantie qui avait déjà été donnée pour le report de 1932 et qui, aux yeux des cultivateurs, présentait un intérêt capital, consistait dans l'engagement que prenait l'Etat de trouver des acquéreurs pour les blés reportés. Dès le début de la campagne 1934-1935, les meuniers (sauf pour les moutures à façon) devaient être obligés d'incorporer dans leurs farines un certain pourcentage de blés de report, de manière à ce que ces derniers soient écoulés intégralement et dans le plus bref délai possible.

On ne pouvait se montrer plus généreux et les agriculteurs qui, pour la plupart, auraient été obligés de réaliser un report de fait, faute de trouver amateurs pour leurs produits, répondirent en masse à l'offre qui leur était faite par le Gouvernement. Le cahier des charges avait été publié le 17 mai 1934 ; le 17 juillet, les engagements de report représentaient une quantité supérieure à 20 millions de quintaux, soit 20 % de la récolte. Il n'est pas douteux que la mise à l'écart d'une masse aussi considérable, toute considération d'avenir mise à part, était de nature à rapprocher le prix réel du prix minimum. Mais il faut regretter qu'elle n'ait pas eu lieu plutôt : si les contrats de report avaient été souscrits au début de la campagne 1933-1934, en octobre 1933, par exemple, ce gros stock n'aurait pas créé un malaise ; il n'aurait pas entraîné des violations du prix minimum aussi fréquentes que celles que l'on eut à déplorer.

3° *Financement et coopération.* — Comme toujours, le succès du report et du stockage était en relation étroite avec l'organisation du financement et les possibilités de conservation.

Sur le premier point, un réel effort fut effectué autant de la

part des producteurs que du côté du Crédit agricole. On se rappelle que pour la récolte de 1932 la loi du 26 janvier 1933 avait accordé un crédit de 300 millions destiné à prêter aux agriculteurs sur leur récolte. Pour 1933, ce crédit fut renouvelé, cependant que la loi du 10 juillet 1933 avait prévu la constitution d'un fonds de 200 millions destiné à servir de dotation au Crédit agricole pour le financement et qui devait être fourni par les excédents éventuels du compte spécial créé par cette même loi pour l'application du prix minimum. D'autre part, la loi du 9 juillet 1934 autorisait le Ministre des Finances à mettre une somme de 500 millions à la disposition du Crédit agricole dans le but de parachever le financement de la récolte 1933 et de faciliter celui de la récolte 1934. A la vérité, ces sommes de 300 millions mises chaque année à la disposition des caisses de crédit agricole pour les avances sur récoltes représentaient encore un capital bien faible par rapport à la valeur totale de la récolte. Néanmoins, on aurait mauvaise grâce à contester le progrès réalisé depuis les années précédentes où les sommes prêtées atteignaient difficilement une cinquantaine de millions. Pressés par les circonstances, les cultivateurs montrèrent une moins grande répugnance à utiliser le crédit qui leur était offert. Par ailleurs, grâce aux garanties apportées par certains conseils généraux, les prêts s'effectuèrent plus facilement, cependant que la Banque de France augmentait les possibilités du Crédit agricole, en escomptant les warrants.

Un gros progrès fut également réalisé pour l'édification de silos. On sait que ce progrès était nécessaire, puisque dans la plupart des cas les producteurs ne disposaient pas de locaux suffisants pour loger une récolte et qu'ils étaient obligés de vendre rapidement. En 1933, au seul point de vue du crédit, des avances à long terme dont le total atteignait 8.200.000 francs ont été accordées à 17 nouvelles coopératives de stockage et de vente des céréales situées dans les départements de la Drôme, de la Haute-Garonne, du Loir-et-Cher, de la Mayenne, du Nord, de l'Oise et du Pas-de-Calais. En dehors de là, le Ministère de l'Agriculture entreprenait à ses frais la construction de nouveaux silos, suivant un programme aujourd'hui réalisé en grande partie.

4° *Importations Nord-Africaines.* — Déjà depuis 1929 on s'était efforcé d'échelonner les importations originaires de nos colonies de l'Afrique du Nord. Il ne restait donc plus grand' chose à faire de ce côté-là, sinon à contrôler la régularité avec laquelle arrivaient les contingents, et la chose était très facile pour les blés tunisiens et algériens. Les premiers n'étaient pas à redouter parce que le Protectorat n'avait pas eu en 1933 une récolte trop abondante ; quant aux seconds, ils tombaient sous le coup des dispositions de la loi du 10 juillet 1933, c'est-à-dire que leur vente s'effectuait dans les mêmes conditions que ceux de la Métropole. Tout au plus pouvait-on s'inquiéter au sujet des blés marocains dont le contingent admis à pénétrer en franchise représentait 1.650.000 quintaux, mais en fait l'entente qui eut lieu entre le Gouvernement et la Résidence, ainsi que l'application du prix minimum, véritable frein aux achats, permirent un échelonnement régulier.

§ 2. — *Elargissement des débouchés*

Solution d'attente, l'échelonnement des offres ne pouvait suffire à résoudre le problème. Aussi chercha-t-on en même temps des moyens dont l'application permettrait d'apporter au marché un soulagement réel.

Une telle solution, pour nécessaire qu'elle soit, n'allait pas sans difficultés. Il n'était pas question d'exporter les excédents par les procédés normaux et, du reste, si la chose avait été possible, est-il besoin de dire qu'il n'y aurait pas eu de crise. Il fallait donc chercher d'autres moyens et comme on n'avait pas le choix on prit ceux qui se présentaient, quitte à consentir de lourds sacrifices.

1° *Dénaturation.* — La dénaturation, à laquelle on avait déjà eu recours pour la récolte 1933, était un de ces moyens. La loi du 10 juillet 1933 autorisa le Ministre de l'Agriculture à l'utiliser en puisant sur les ressources du compte spécial qu'elle mettait à sa disposition. Malgré le caractère insolite de l'opération, malgré la répugnance que l'on avait à détruire du blé considéré comme si précieux quelques années auparavant, le Ministre usa

de cette faculté sur une échelle assez vaste, de manière à résorber le plus possible des excédents des récoltes 1933 et 1934.

Bien entendu, comme il en avait été sous l'empire de la loi du 14 avril 1933, la dénaturation donnait lieu au versement d'une prime destinée à compenser la perte subie. Pour que cette prime soit versée à bon escient et que le blé dénaturé ne soit pas frauduleusement affecté à la consommation humaine ou à la fabrication de l'alcool, des règles strictes s'imposaient. Le Ministre dut prendre une série de décrets précisant les conditions dans lesquelles devait s'effectuer l'opération. Voici les grandes lignes de ces prescriptions.

La dénaturation était facultative ; elle devint obligatoire, à partir de juillet 1934, pour les blés ne présentant pas les qualités requises pour bénéficier du prix minimum (loi du 9 juillet 1934, art. 1^{er}, § 5).

Tout le monde n'était pas admis à y recourir. Il fallait être muni d'une autorisation du Ministère de l'Agriculture, autorisation qui pouvait être délivrée seulement (décret du 5 août 1933) :

1° aux groupements agricoles, syndicats ou coopératives agricoles régulièrement constitués et, par priorité, aux groupements ayant souscrit des contrats de stockage et de report ;

2° aux agriculteurs, isolés ou groupés, disposant des locaux et des moyens nécessaires pour effectuer les opérations de dénaturation ;

3° aux négociants en grains inscrits au registre du commerce ou à leurs syndicats ;

4° aux meuniers justifiant pouvoir écraser les blés à dénaturer dans des locaux distincts des usines où sont fabriquées les farines panifiables ;

5° aux industriels fabriquant ou utilisant des produits susceptibles d'être employés comme dénaturants.

Les personnes répondant à l'une de ces 5 catégories et qui désiraient se livrer à des opérations de dénaturation devaient en faire la demande au Ministère de l'Agriculture en indiquant leurs noms, qualités, quantités de blé à dénaturer, etc... ; s'il s'agissait de négociants ou industriels, ils pouvaient être obligés de joindre à leur demande une attestation prouvant qu'ils avaient acheté une certaine quantité de blé stocké ou reporté en sus de

la quantité qu'ils étaient normalement obligés d'acheter pour satisfaire aux règlements (décret du 23 février 1934). Les demandes étaient examinées au Ministère et, s'il y avait lieu, étaient suivies d'une autorisation.

C'est seulement muni de cette autorisation, en présence des agents de la Régie, au jour, à l'heure et dans les locaux indiqués par l'autorisation, que s'effectuait l'opération, laquelle devait porter sur un minimum de 100 quintaux. Les procédés employés, assez divers, étaient fixés par arrêtés du Ministre de l'Agriculture.

La dénaturation terminée, les agents de la Régie dressaient un procès-verbal de l'opération, non sans avoir obligé l'intéressé à placer le blé dénaturé dans des sacs plombés et munis d'une étiquette, précaution justifiée par la crainte de voir le blé retourner à sa destination primitive.

Il était indispensable de respecter ces différentes formalités si l'on voulait recevoir la prime de dénaturation. Celle-ci, correspondant en principe à la différence entre le prix légal du blé et le cours officiel des céréales secondaires, était destinée à compenser la perte subie du fait de la consécration du blé à la consommation animale. Elle était fixée forfaitairement (frais de l'opération et rétribution des agents de la Régie étant à la charge du dénaturateur) à 50 francs jusqu'au 9 juillet 1934 ; à compter de cette date, elle a été ramenée à 48 francs (1).

Pour en recevoir le montant, il fallait envoyer dans un délai de 30 jours, au Ministère de l'Agriculture, les pièces suivantes : un exemplaire de l'autorisation de dénaturer, le procès-verbal de l'opération et un bordereau de vente indiquant les personnes auxquelles a été vendu et livré le blé dénaturé. Pour les industriels, négociants et meuniers, il fallait en outre envoyer une attestation des personnes auxquelles ils avaient acheté le blé à dénaturer, attestation indiquant la qualité du blé, le nom du vendeur et le prix payé.

Toutes ces précautions, destinées à vérifier la régularité de l'opération, furent vaines en maintes circonstances. Des fraudes

(1) Pratiquement, cette prime ne comblait pas l'écart entre le prix légal du blé et celui des céréales secondaires, lequel était très bas. Si on la recherchait, c'est justement parce que le prix minimum n'était pas respecté.

se produisirent, soit sur le prix d'achat des blés dénaturés, soit pour la récupération de ces blés, soit sur d'autres points encore. Il est donc difficile de savoir jusqu'à quel point l'emploi de la dénaturation a réellement soulagé le montant des disponibilités. En tout cas, si l'on se reporte aux chiffres publiés officiellement, les autorisations de dénaturation accordées pour la seule campagne 1933-1934 auraient atteint 4.518.925 quintaux, représentant 225.446.250 francs de prime.

2° *Exportation.* — Forts des résultats obtenus en 1929, plusieurs parlementaires défendirent le système de l'exportation. Certains proposèrent même avec énergie l'institution du bon de compensation. Mais, sur la demande du Gouvernement, cette idée fut rejetée et l'on se borna à pratiquer l'exportation avec prime.

C'est un décret du 22 juillet 1933 qui vint préciser les conditions dans lesquelles pouvait se faire l'opération. En vertu de ce décret, l'exportation fut réservée aux seuls blés tendres indigènes pesant au moins 74 kilogs à l'hectolitre et aux farines provenant de ces blés, à condition qu'elles revêtent les qualités de farine entière désignées sous le type A ou Z en terminologie d'admission temporaire. Les blés dits de semence furent également admis à l'exportation, dans la limite de 20.000 quintaux et sous réserve qu'ils soient de très bonne qualité. Ces exigences, surprenantes au premier abord, tenaient au désir qu'avait le Gouvernement de voir les blés français se mesurer sur le marché extérieur avec ceux de la concurrence, dans les meilleures conditions possibles.

Les personnes désireuses d'exporter ou de recevoir une prime devaient en faire la demande au Ministère de l'Agriculture qui, sur avis d'une commission spéciale, refusait ou accordait l'autorisation en indiquant le montant de la prime octroyée. Les autorisations ne pouvaient, au début, porter sur une quantité excédant 10.000 quintaux, limite qui a été supprimée par le décret du 12 juin 1934. Quant à la prime, elle ne devait pas, en principe, dépasser le tarif douanier applicable aux importations de blé, mais il faut croire qu'il s'agissait du tarif général, car en plusieurs circonstances, les primes ont été supérieures à 80 fr.

Sous l'empire de ces dispositions, l'exportation connut des

fortunes diverses. Elle avait de gros obstacles à surmonter. Celui des débouchés d'abord. Comment pouvait-on arriver à placer du blé sur un marché déjà saturé ? Certes, comme il ressortait des statistiques de l'Institut international d'agriculture, les pays environnants, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Irlande, Suisse, Danemark, Finlande, Norvège, etc... étaient acheteurs pour une quantité dépassant 20 millions de quintaux, mais ces débouchés étaient pris d'assaut. D'autre part, il y avait la question des prix : acheté à 115 francs et plus pour être vendu ensuite à 45 francs et au-dessous, le blé français exigeait une prime considérable, surtout qu'il fallait compter avec les frais de transport. A un moment donné, au mois de décembre 1933, les cours mondiaux étaient si bas que l'on dut suspendre provisoirement les exportations.

Il y avait donc de grosses difficultés et si l'on pouvait exporter, ce n'était qu'au prix d'un lourd sacrifice et pour une quantité relativement peu importante.

Pour la campagne 1933-1934, les exportations se chiffèrent en effet seulement à 863.962 quintaux de blé et 1.310.085 quintaux de farine.

A partir de fin juillet 1934, donc pour la campagne suivante, l'effort fut intensifié et les sorties de France, jusqu'au 1^{er} janvier 1935, atteignirent respectivement : 3.481.150 quintaux pour les blés et 1.520.921 quintaux pour les farines (1).

3° *Réglementation de la mouture.* — « Tout meunier, stipulé la loi dans son article 4, sera tenu au blutage des farines panifiables de la récolte 1933 et de celles antérieures dans les conditions qui seront fixées par un décret contresigné par le Ministre de l'Agriculture. Ce décret tiendra compte de l'importance de la récolte et des usages locaux, tels que la mouture à façon et l'échange de blé contre le pain. Les transports et la détention des farines panifiables ne pourront avoir lieu qu'en sacs plombés, avec indication du taux d'extraction... Il sera tenu dans chaque moulin un registre des entrées de blé et des sorties de farines panifiables ».

(1) Ces quantités, en ce qui concerne les farines, ne comportaient pas l'attribution d'une prime.

En exécution de ces dispositions, le décret du 6 septembre a précisé que la quantité maxima de farine panifiable à extraire des blés mis en mouture ne devrait pas excéder, par quintal, le poids à l'hectolitre dudit blé diminué de 11 kgs. Etablie en fonction du poids spécifique du blé, cette réglementation avait l'avantage de ne défavoriser aucun blé lourd ou léger, mais au gré de beaucoup elle était trop libérale parce qu'elle permettait des blutages voisins de 70 % pour les blés lourds. En conséquence, la loi du 17 mars décida que le taux d'extraction serait abaissé : il serait de 14 kgs inférieur au poids spécifique du blé avec limitation à 65 %. Puis, devant les difficultés d'application provoquées par la diversité des poids spécifiques, le taux de blutage fut ramené uniformément à 65 %.

C'était là le droit commun. Un régime spécial s'imposait pour les industries qui emploient habituellement des farines extraites à un taux élevé, telles les industries spécialisées dans la fabrication des pains de régime. On les autorisa à conserver leurs habitudes, à condition qu'elles se soumettent au contrôle de l'administration et qu'elles indiquent bien sur leurs produits la nature des farines employées. De même, on ne crut pas devoir imposer un taux de blutage déterminé aux meuniers traitant annuellement une faible quantité de blé, à ceux travaillant à façon pour le compte de particuliers, à ceux écrasant les blés fournis aux boulangers en échange de pain. La loi du 10 juillet 1933 ne contenait aucune stipulation précise à cet égard, mais elle invitait le Ministre à tenir compte de ces situations particulières. En fait, le décret du 6 septembre 1933 exemptait du taux d'extraction les meuniers travaillant à façon et la loi du 28 décembre 1933 étendit l'exception au profit des minoteries à meule et des minoteries à cylindre écrasant annuellement moins de 3.000 quintaux.

Pour contrôler l'exécution des prescriptions relatives au taux de blutage, on obligea les meuniers assujettis à tenir un registre d'entrées du blé et de sorties des farines. La livraison des farines en sacs plombés avec indication du taux d'extraction fut imposée à toutes les minoteries. Enfin, à partir du 1^{er} mai 1934, les farines panifiables durent être accompagnées d'un titre de circulation.

Rien n'aurait servi d'établir un pareil contrôle si en même temps on ne s'était occupé du sort réservé aux farines de second choix. Celles-ci sont en effet livrées très souvent à la boulangerie qui les emploie dans la fabrication du pain et, bien entendu, une telle manière de faire aboutit plutôt à une réduction de la consommation qu'à un accroissement de cette consommation. Il fallait donc orienter les farines basses vers d'autres destinations ; c'est ce que fit la loi du 10 juillet 1933 (art. 4) en obligeant les meuniers à éliminer ces farines par dénaturation ou exportation. Faute d'avoir à sa disposition un nombre suffisant d'agents de contrôle, le Ministre de l'Agriculture ne put veiller tout de suite à l'exécution de ces dispositions, en sorte que, pendant la presque totalité de la campagne 1933-1934, les meuniers continuèrent à livrer des farines basses aux boulangers (1).

Etant donné ce retard, étant donné d'autre part les variations successives du taux officiel de blutage qui, lui-même, n'était pas toujours respecté, il est très difficile d'évaluer le supplément de consommation que procurait la réglementation de la mouture. M. Marcel Donon le chiffrait à 1.400.000 quintaux par an (2), mais une telle estimation, basée sur des approximations plutôt que sur des données réelles, semble un peu exagérée. Un gain atteignant un million de quintaux par an aurait été déjà appréciable.

4° *Abaissement du prix du pain et contrôle de sa fabrication.* — C'est en définitive le pain qui constitue le débouché le plus important et le plus sûr pour le blé. Une augmentation de sa consommation, tout en offrant l'avantage de ne rien coûter au Trésor, est un débouché supplémentaire réel et durable. Aussi est-il naturel que le Gouvernement ait cherché à faire revenir le consommateur à ses habitudes d'avant-guerre. A cet effet, il eut recours à deux moyens : amélioration de la qualité et abaissement du prix du pain.

a) L'amélioration de la qualité du pain aurait dû logiquement découler de l'application des mesures relatives au taux de blutage. Mais on sait que ces mesures, faute d'un contrôle suffisant,

(1) Le décret relatif à l'élimination des farines basses parut seulement le 28 avril 1933, *J. O.* du 29 avril.

(2) Rapport DONON, Sénat, n° 642 du 7 décembre 1933.

n'ont pas été rigoureusement respectées. Elle pouvait aussi provenir d'une surveillance des méthodes de panification ; mais de ce côté également le contrôle se heurtait à des difficultés presque insurmontables. Au surplus, l'effort à réaliser dans ces deux domaines n'était peut-être pas aussi considérable que l'on se plaisait à le croire ; grâce à un outillage perfectionné, les minotiers étaient réellement en mesure de livrer à la boulangerie des farines de bonne qualité et de contribuer ainsi à la fabrication du bon pain. Ce qui manquait surtout, c'était des blés de haute qualité ; trop souvent les blés indigènes n'avaient pas la valeur boulangère désirable et, avec les restrictions imposées aux usagers de l'admission temporaire, il était devenu difficile aux meuniers de procéder aux mélanges des blés exotiques nécessaires à l'amélioration des farines.

Le problème se ramenait donc, en fin de compte, à développer cette valeur boulangère insuffisante des blés indigènes : et pour cela la loi du 10 juillet 1933 (art. 13) décida que la cote des farines au marché réglementé serait accompagnée de l'indication du résultat de son examen à l'extensimètre Chopin. De cette façon, on établissait une véritable prime à la production des blés de haute valeur boulangère. Mais c'était là encore une mesure bien timide et dont l'effet ne pouvait se faire sentir qu'à une échéance assez lointaine.

b) Le second moyen pouvait donner des résultats plus complets et, en tout cas, plus immédiats. Le régime de taxation instauré après la guerre s'était avéré défectueux à bien des égards. Les commissions chargées de taxer les farines ne se réunissaient plus ; en fait c'était la minoterie qui établissait les cours ; pour le pain, il en était à peu près de même, soit que le maire taxe en accord avec les boulangers, soit qu'en l'absence du maire le préfet taxe d'après les cours des farines. On en était arrivé à cette anomalie qu'en avril 1933 et par rapport à 1926, le blé avait baissé de 62 %, la farine de 49 % et le pain de 39 % seulement. Tout le monde reconnaissait que le pain était trop cher et qu'un abaissement de son prix aurait favorisé une reprise de la consommation. Mais l'accord était moins parfait sur les remèdes à employer. D'aucuns, se faisant les interprètes des vœux multiples exprimés par les Chambres de Commerce, les Chambres d'agri-

culture et de nombreux autres groupements, préconisaient le retour à la liberté complète. Ils citaient des exemples, montrant que la taxation constituait un obstacle à l'émulation, que son abandon à la suite d'une circulaire du 20 mars 1933 avait provoqué une baisse. En sens inverse, d'autres faisaient valoir que la taxation entraînait la concurrence par la qualité et qu'il était du reste très facile d'abaisser les marges de mouture et de panification.

Finalement, le Ministre de l'Agriculture s'est engagé à appliquer cette seconde solution et, de fait, une baisse sensible du pain a été obtenue, non sans difficultés, convient-il d'ajouter, car on craignait d'inciter les meuniers à acheter du blé au-dessous du prix minimum.

En outre, un système spécial de cotation fut prévu qui devait s'appliquer après cessation du cours minimum. Dans chaque région commerciale et naturelle dont les limites étaient à déterminer, la cotation des blés et farines au marché libre devait être établie par les soins d'un comité de cote régionale composé de représentants des Chambres de commerce et d'agriculture et des courtiers assermentés. Les cours ainsi déterminés serviraient de base à la fixation du prix du pain (1).

De ces efforts qui ont été ainsi réalisés pour relever le niveau de la consommation, on ne peut encore dire maintenant s'ils ont ou non donné un résultat. Tout ce que l'on est en droit d'affirmer, c'est que leur effet ne peut se manifester d'une façon tangible qu'après plusieurs années.

Seule pouvait procurer un débouché nouveau immédiatement perceptible la limitation de l'emploi de la farine de fève qui fut décidée. Mais encore ce nouveau débouché était-il insignifiant et s'ouvrait-il au détriment des producteurs de fève.

SECTION III. — DISPOSITIONS RELATIVES A L'APPLICATION DU PLAN

La mise en œuvre du prix minimum et de tous les procédés destinés à en faciliter le maintien ne pouvait se faire sans une organisation spéciale. Elle exigeait à la fois la création d'un organisme de direction, une documentation précise, un contrôle

(1) Article 12 de la loi du 10 juillet 1933.

sévère et par surcroît des ressources financières considérables. Rien de tout cela n'existait ou, du moins, n'existait sur des bases solides. Du jour au lendemain, pour mener à bien l'œuvre d'assainissement entreprise le Gouvernement devait mettre sur pied une organisation nouvelle, créer une administration spéciale. C'est cette œuvre importante qu'il nous reste maintenant à exposer.

1° *Organismes de direction.* — Il va de soi que la haute direction, le pouvoir de décision appartenait au Ministre de l'Agriculture. C'est lui qui était chargé de se prononcer en définitive sur l'opportunité de telle ou telle mesure, sur les modalités d'application, etc... Cependant, le Parlement ne voulait pas que les intéressés restent étrangers à l'exécution d'un plan qui, somme toute, ne visait qu'à les protéger de la ruine. Voilà pourquoi il jugea utile de placer à côté du Ministre des organismes consultatifs composés de représentants de l'agriculture, de la meunerie, des consommateurs, etc...

La loi du 10 juillet 1933 (art. 8) décida que dans chaque département il serait établi « un comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales » chargé d'émettre tous avis utiles sur les mesures à mettre ou déjà mises en œuvre par le Gouvernement, pour régulariser la production, assainir ou défendre le marché de ces produits. Chaque comité comprendrait : le directeur départemental des services agricoles qui en serait le Président, 6 cultivateurs exploitants, 3 représentants des consommateurs, 1 représentant de la boulangerie, 1 représentant du commerce des grains, 1 chimiste spécialiste. Il devait se réunir sur initiative du Ministre de l'Agriculture, selon les nécessités de la campagne céréalière et de toute façon entre le 1^{er} et le 10 juin, à la fin de la première consultation sur l'état des cultures, puis une seconde fois en vue de l'estimation de la récolte, d'après le premier résultat des battages effectués.

Par ailleurs, l'article 9 de la loi du 10 juillet prévoyait la constitution auprès du Ministère de l'Agriculture d'un Comité national d'organisation et de contrôle du marché des céréales, chargé de remplir sur le plan national un rôle consultatif analogue à celui confié aux comités départementaux pour chacune de leur circonscription. Le Comité national, composé de 50 membres, devait être saisi des renseignements statistiques concernant

le marché du blé et donner son avis sur les différentes mesures à prendre, en tenant compte de ces renseignements.

Pour utiles que puissent paraître ces comités départementaux, ou le Comité national, il était à craindre que leur fonctionnement soit une source de complications. Composés d'éléments hétérogènes, épars, ils ne pouvaient être constitués rapidement et, de toute façon, leur réunion par voie de convocation exigeait un temps assez long, un délai incompatible avec la nécessité imposée par les circonstances de prendre des décisions rapides. Aussi, pratiquement, ne furent-ils pas les organismes directeurs auxquels on avait songé en les instituant. Un décret parut le 7 septembre 1933 qui en fixa la composition exacte et le mode de recrutement, mais il reçut si peu d'application que, le 25 juin 1934, le Ministre de l'Agriculture faisant allusion au Comité national s'exprimait ainsi : « Je n'ai pas convoqué ce Comité parce que j'y étais autorisé par la Chambre et parce que je ne pouvais réunir à chaque instant un appareil considérable. »

2° *Evaluation des disponibilités.* — Pour que le plan d'assainissement soit appliqué avec le maximum d'efficacité, pour que les mesures prises le soient en connaissance de cause et avec le maximum de chances de réussite, une condition était indispensable. Il fallait que le Ministre de l'Agriculture ait sur le niveau des disponibilités les précisions les plus rigoureuses possibles. On se rappelle qu'à ce sujet de grosses erreurs avaient été commises dans le passé : tardives la plupart du temps, les évaluations étaient toujours fausses et régulièrement inférieures à la réalité. Les efforts déployés pour supprimer cette lacune (loi du 9 août 1926) avaient été complètement insuffisants et tout était à refaire. Aussi bien, l'évaluation des disponibilités, presque unanimement réclamée par la population agricole autant que par la logique, figurait-elle au premier plan des dispositions contenues dans le projet du Gouvernement.

Pour procéder à cette évaluation, deux opérations entièrement distinctes étaient nécessaires. Il fallait d'abord reconnaître les stocks détenus par les producteurs et intermédiaires, stocks provenant des importations ou de récoltes antérieures. Il fallait ensuite connaître le montant de la récolte proprement dite.

La loi du 10 juillet 1933 (art. 7) répondait à la première question en stipulant que « au début de chaque campagne agricole, à une date choisie par le Ministre de l'Agriculture, entre le 15 juillet et le 15 août, tous les détenteurs de plus de 10 quintaux de blé et farines devraient faire à la mairie de leur résidence, et dans les conditions fixées par le Ministre, la déclaration des stocks de blé et farines restant en leur possession à cette date ». Autrement dit, pour connaître exactement l'importance des stocks provenant des campagnes précédentes, le Ministre de l'Agriculture devait procéder à un véritable recensement, aussi bien chez les producteurs que chez les meuniers et les commerçants. Ce recensement fut effectué en 1933 à l'époque indiquée. Il révéla l'existence de 15 millions de quintaux de blés ou farines ramenées en blés le 31 juillet, quantité à laquelle il fallait ajouter les blés reportés et ceux appartenant à des détenteurs de moins de 10 quintaux, soit au total, 22 millions de quintaux environ. En 1934 le même recensement eut lieu plus tôt, de manière à permettre la fixation du stock à reporter sur la campagne suivante (1). Il indiqua la présence, le 15 mai, de 37 millions de quintaux au total.

Ces recensements successifs, très probablement sujets à fausses déclarations, ne suscitaient pas de difficultés. Par contre, la connaissance des résultats d'une récolte déterminée soulevait de véritables problèmes. Ou bien, en effet, on exigeait des cultivateurs la déclaration de leurs récoltes et dans ce cas on se heurtait à des erreurs d'approximation tenant à l'échelonnement des battages en cours d'année. Ou bien on exigeait une déclaration des emblavements, mais alors l'application d'un coefficient de rendement aux surfaces ainsi déclarées risquait, elle aussi, de donner des résultats très approximatifs. Les deux méthodes avaient leurs partisans, chacun soutenant les avantages de son système. Beaucoup se montraient favorables à la déclaration des récoltes reconnue nécessaire par les associations agricoles elles-mêmes ; cependant, pour des raisons d'ordre pratique, le Gouvernement se rangea à l'autre solution et il fut décidé dans la loi du 10 juillet

(1) Loi du 17 mars 1934, art. 1^{er}, § 8, précisant que pour 1932 un recensement spécial des stocks aurait lieu avant le 31 mai.

1933 (art. 6) que « tout propriétaire fermier ou métayer devrait déclarer chaque année, avant le 1^{er} mai, à la mairie de la commune où se trouve le lieu de son exploitation :

1° la superficie des terres labourables qu'il aensemencées en blés d'hiver ;

2° celles qu'il aensemencées en blés de printemps ».

Ce nouveau système, qui venait se substituer aux évaluations fantaisistes des commissions de statistiques ne constituait pas précisément une panacée. Il offrait le mérite d'être un effort vers la vérité, mais il se heurta pratiquement à une certaine méfiance des cultivateurs. Ceux-ci craignaient que l'on se base sur leurs déclarations pour les imposer et l'on eut beau stipuler dans la loi du 28 décembre que le bénéfice de la loi (sauf le prix minimum) serait retiré aux cultivateurs qui ne feraient pas les déclarations de leurs emblavements, les renseignements recueillis au moyen de ces déclarations indiquèrent pour la récolte 1933, 3.820.000 hectares emblavés seulement contre 5.342.000, évaluation du Ministère de l'Agriculture. La confiance faite aux agriculteurs s'était avérée mal fondée.

3° *Moyens de contrôle.* — Rien n'aurait servi d'élaborer un plan d'assainissement comportant des obligations multiples si en même temps l'on n'avait prévu les moyens de faire respecter ces obligations. A vrai dire, il s'agissait là d'un travail délicat : surtout vis-à-vis des cultivateurs habitués à la plus grande indépendance, il était difficile de faire respecter des prescriptions nouvelles, toutes fort assujettissantes. Mais le contrôle était indispensable et il fallait se résoudre à employer les moyens de coercition.

Chaque procédé employé pour contribuer au rétablissement de la situation fut accompagné de mesures de contrôle et de sanctions. Témoin, le régime des attestations qui fut imposé aux meuniers pour l'emploi des blés reportés ou stockés. Tenu d'incorporer dans ses farines un pourcentage déterminé de ces blés, le meunier devait exiger de son vendeur une attestation, de façon à prouver qu'il avait bien acheté la quantité de blé réglementaire. Il devait en outre remettre au Crédit agricole un état indiquant la quantité de blé achetée, le nom du vendeur, le prix payé, etc..., et accompagné d'une déclaration attestant que l'opération avait

été faite conformément aux prescriptions légales ou réglementaires.

De même, on se rappelle que la dénaturation ne pouvait se faire que moyennant certaines formalités destinées à justifier le droit à la prime et à prévenir les possibilités de fraude par livraison des blés dénaturés à la consommation humaine. Pour l'admission temporaire, ainsi que pour l'exportation, c'était l'administration des douanes qui était chargée de veiller à l'observation des règlements. Citons encore les inspections multiples que supposait la législation sur les ensemencements, sur le taux d'extraction, l'observation du cahier des charges en matière de report et de stockage, etc...

Le contrôle visait indirectement toutes les personnes intéressées au blé depuis le producteur jusqu'au boulanger inclusivement. Il convient toutefois de remarquer que la minoterie était de beaucoup la plus surveillée. Que ce soit pour l'emploi et l'achat des blés de report, pour l'admission temporaire, la dénaturation, le taux d'extraction, le pourcentage d'incorporation des blés indigènes, elle était soumise à un ensemble de formalités compliquées qui exigeraient tout un chapitre pour être exposées. Le meunier devait tenir certains livres spéciaux, il devait faire accompagner ses expéditions de titres de mouvements, etc...

On a peine à imaginer ce maquis de formalités, toutes lourdement sanctionnées bien entendu et pourtant le législateur trouvait que c'était insuffisant. Il jugeait les meuniers capables de tourner la loi et d'y échapper, et surtout il voulait répondre à l'assaut qui, depuis toujours, avait été mené contre la meunerie, toujours tenue pour responsable des vicissitudes endurées par le producteur de blé. Il fut ainsi amené à soumettre le meunier à toutes les rigueurs de l'inquisition. La lecture des articles 15 et 16 du décret de codification du 6 octobre est des plus édifiante à cet égard.

Un tel contrôle exigeait la mise sur pied d'une véritable armée de fonctionnaires. Sans doute le Ministre de l'Agriculture avait-il à sa disposition les inspecteurs de la répression des fraudes et ceux des services agricoles, mais ces cadres ne suffisaient pas. Quelque temps après l'entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 1933, il dut solliciter du Parlement l'autorisation de faire appel

à d'autres fonctionnaires. D'une part, il obtint la collaboration des Contributions indirectes qui consentirent à mettre à sa disposition un assez grand nombre d'agents (1), ces agents devant surtout veiller au contrôle de la meunerie. D'autre part, il fut décidé que les intéressés eux-mêmes pourraient contribuer au contrôle, en se constituant sous forme de comités interprofessionnels. Organisés sur le modèle des syndicats ou unions de syndicats, ces comités devaient comprendre des représentants des groupements professionnels de producteurs de blé, du commerce des grains, de la meunerie et de la boulangerie. Ils pouvaient demander le concours des agents de la répression des fraudes et des contributions indirectes et, en dehors de là, nommer eux-mêmes des agents soumis à l'agrément du Ministre de l'Agriculture et chargés de veiller à l'application des lois de blés (2). Contrairement aux espoirs fondés sur eux, les comités interprofessionnels n'apportèrent au contrôle qu'un concours des plus restreints. Constitués en petit nombre, ils furent très lents à se mettre en mouvement et n'allégèrent pas sensiblement la tâche des fonctionnaires spécialement habilités.

4° *Moyens financiers.* — Le paiement des primes d'exportation et de dénaturation, de stockage et de report, le contrôle, etc..., tout cela supposait bien des frais que l'on ne pouvait raisonnablement mettre à la charge de l'Etat. Celui-ci avait déjà suffisamment de peine à équilibrer le budget pour songer encore à augmenter ses dépenses. Par ailleurs, l'inscription des crédits au budget, avec les lenteurs administratives qu'elle suppose, avec les réductions auxquelles peuvent être soumis ces crédits, ne se prêtait pas non plus à un bon financement du plan d'assainissement. Mieux valait créer un compte spécial autonome, alimenté par des ressources nouvelles et d'une gestion à la fois souple et facile. Ce sont ces considérations d'ordre strictement administratif, dictées par le caractère tout à fait exceptionnel du plan à financer, qui conduisirent le Parlement à voter la création dans les écritures du Trésor d'un « Compte d'attente pour l'exécution des dispositions issues de la législation sur le blé ».

(1) 120 commis et 70 contrôleurs.

(2) Décret du 18 janvier 1934, *J. O.*, 20 janvier 1934.

Sans revenir sur les dépenses au sujet desquelles des explications ont été données lors de l'examen séparé de chaque mesure, nous nous bornerons à indiquer les recettes spéciales de ce compte et les règles générales relatives à son fonctionnement.

Et d'abord les recettes. Elles ressortent à dix postes différents :

1° Le tiers du produit net des droits de douane perçus à l'importation des blés de toute origine. A première vue, cette ressource paraît une véritable gageure puisque la législation sur le blé ne devait pas permettre l'importation du blé en France. Mais en réalité, il faut tenir compte des quantités, à vrai dire assez faibles, admises à pénétrer sur le territoire pour l'approvisionnement de la Sarre (1) et pour les industries annexes, celles-ci étant autorisées à employer un certain pourcentage de blé dur exotique.

2° Le produit des amendes prévues en cas d'infraction à la loi. Ces amendes d'un montant nominal très élevé ne pouvaient fournir au total une somme bien considérable.

3° Le produit d'une taxe de 2 francs par quintal sur les riz et les céréales secondaires importés des pays étrangers autres que les pays sous protectorat et sous mandat.

4° Le produit d'une taxe à la mouture perçue par les Contributions indirectes. A l'origine, cette taxe qui fut établie par la loi du 10 juillet 1933 ne concernait pas les moulins broyant moins de 12.000 quintaux. Elle a été étendue par la suite à tous les meuniers. Son tarif était progressif et s'établissait de la façon suivante :

1 fr. par quintal jusqu'à 50.000 quintaux ;

1 fr. 25 par quintal pour la fraction comprise entre 50.000 et 100.000 quintaux ;

1 fr. 50 par quintal pour la fraction comprise entre 100.000 et 300.000 quintaux ;

1 fr. 75 par quintal au-dessus de 300.000 quintaux.

5° Le produit d'une surtaxe de 0 fr. 05 pour 1.000 perçue sur les opérations de bourse concernant les céréales.

6° Le produit d'un impôt supplémentaire sur les bénéfices industriels et commerciaux des entreprises ayant broyé ou acheté en 1933 plus de 30.000 quintaux de blé. Cet impôt applicable

(1) La Sarre n'est retournée à l'Allemagne que le 15 janvier 1935.

seulement au titre des années 1934 et 1935 représentait le supplément de perception provenant du triplement de l'impôt cédulaire sur la portion de bénéfices ayant excédé, pour les deux années visées, les bénéfices moyens réalisés en 1931, 1932 et 1933.

7° Le produit de la taxe de 5 francs perçue sur les meuniers qui, en 1933, ont incorporé à la place du blé de report de 1932 de cette récolte 1932 n'ayant pas fait l'objet d'un contrat de report.

8° Le produit de la vente par les Contributions indirectes des vignettes de 0,25 par kg. de pain de régime, en compensation de la dispense du taux d'extraction accordée aux fabricants de ces articles.

9° Le produit d'une taxe de 3 francs par quintal de blé mise à la charge des producteurs. Primitivement, le Gouvernement avait songé à frapper les emblavements d'une taxe de 10 à 30 fr. par hectare suivant que l'exploitation dépassait 10 ou 50 hectares. Mais cette idée fut repoussée sans qu'aucune ressource nouvelle soit votée pour compenser l'abandon de cette taxe. Pourtant, il fallait beaucoup d'argent pour financer le plan et il eut été logique que les cultivateurs de blé, intéressés au premier chef, apportent leur contribution. Spontanément du reste, ils offrirent de prélever sur leurs ventes 2, 5 et même 10 fr. par quintal, en sorte que par la loi du 28 décembre 1933 le Gouvernement put obtenir sans difficultés le vote d'une taxe de 3 fr. Cette taxe devait être retenue par le meunier sur le prix d'achat du blé et versée par lui à l'administration des contributions directes. Elle eut constitué à elle seule une ressource très importante si elle avait été intégralement appliquée ; mais elle ne concernait que les blés mis en mouture à l'exclusion des autres et, d'autre part, elle ne s'appliquait pas :

a) aux blés que les commerçants ou meuniers avaient acheté avant la promulgation de la loi du 28 décembre et détenaient en stock, parce qu'il était impossible à ces commerçants de récupérer la taxe sur leurs vendeurs ;

b) aux blés apportés au moulin par les producteurs pour être broyés à façon. Cette question de l'exonération des échangistes, âprement combattue par le Ministre de l'Agriculture qui voyait de cette façon lui échapper des ressources importantes, avait été

résolue d'abord assez strictement. L'exonération ne devait profiter qu'aux seuls échangistes s'adressant à des moulins broyant moins de 3.000 quintaux par an. Puis, sur les instances de nombreux parlementaires, son champ d'application fut élargi : elle s'appliqua à tous les échangistes à raison de 3 quintaux pour chacun d'eux et par an (loi du 17 mars 1934), quelle que soit l'importance du moulin chargé de broyer le blé échangé.

10° Les contributions fournies par des organismes privés pour favoriser la politique de soutien des cours du blé (art. 65 de la loi de finances du 28 février 1934).

Les recettes provenant de ces 10 postes ne pouvaient dépasser 300 millions par an, le surplus devant être versé au titre des produits divers du budget, sauf pour celles provenant des contributions fournies par des organismes privés, lesquelles pouvaient venir en sus du maximum. Si, dans les deux premières années d'application de la loi sur le blé ces différentes ressources ne permettaient pas d'assurer le fonctionnement du système, il était entendu que des emprunts pourraient être émis jusqu'à concurrence de 400 millions. De toute façon, et en attendant que les premières recettes viennent s'inscrire au compte spécial, le Ministre de l'Agriculture était autorisé à se faire avancer par la Caisse nationale de crédit agricole le solde des sommes disponibles qui lui restait sur le crédit de 300 millions qui lui avait été avancé pour le financement de la récolte 1932.

En résumé, le fonds spécial de soutien du blé qui devait s'ouvrir dès le mois de juillet 1933 pour être clos, dernier délai, le 31 décembre 1935, comportait par ordre chronologique les ressources suivantes :

1° Prêt par le Crédit agricole du solde de l'avance à lui effectuée pour financer la récolte 1932 ;

2° En cas de recettes ordinaires insuffisantes, emprunt pouvant aller jusqu'à 400 millions ;

3° Recettes ordinaires.

Il va de soi que les recettes ordinaires devaient constituer la base du fonds spécial. C'est elles qui, en définitive, devaient servir à acquitter la totalité des dépenses nécessaires au fonctionnement du plan d'assainissement, puisqu'aussi bien leur recouvrement devait se poursuivre après la clôture du compte et jus-

qu'à extinction du déficit de celui-ci. Dans ces conditions, il importait que ces ressources répondent aux prévisions, sans quoi on s'exposait à voir traîner indéfiniment le déficit du compte spécial. Or, dès le mois de décembre 1933 on s'aperçut que la taxe à mouture avait été surestimée ; son rendement, évalué primitivement à 40 millions par an, était en réalité de 30 millions seulement, en sorte que l'on dut lever l'exemption accordée aux meuniers broyant moins de 12.000 quintaux par an. De même, l'exonération accordée aux échangistes abaissa sensiblement le produit de la taxe à la production qui arrivait à ne donner que 9 millions de francs par mois au lieu de 18 escomptés.

SECTION IV. — COMMENTAIRES

1^o *Critiques d'ordre général.* — Tel qu'il vient d'être exposé, le plan d'assainissement du marché du blé appelle une observation d'ordre général. Malgré les efforts que nous avons faits pour en dégager les idées directrices, il donne une impression de confusion. On a peine à se reconnaître au milieu de tous les textes dont il est la synthèse ; les mesures s'enchevêtrent, les prescriptions sont tellement nombreuses qu'on a tendance à les confondre.

Il est vrai que le législateur avait pour lui des « circonstances atténuantes ». Le problème à résoudre était en effet très complexe, les sujets à traiter multiples ; il était difficile de tout faire tenir en quelques lignes. Par ailleurs, il eut été vraiment impossible d'élaborer du jour au lendemain une œuvre parfaite ; pris de court, le Parlement est allé au plus pressé et il ne pouvait vraiment pas prévoir l'utilité de telle ou telle mesure qui n'est apparue que plus tard. Il lui était difficile également d'apercevoir toutes les lacunes, lesquelles ne se révèlent qu'après un certain temps d'expérience. Ces considérations excusent un peu l'extrême confusion des textes, sous laquelle du reste se cache un plan d'une logique rigoureuse.

Une seconde observation, plus grave celle-là, concerne le contenu même du plan et plus particulièrement le prix minimum.

Concession aux doctrines socialistes, ce régime d'intervention

dans les contrats privés était une atteinte portée à la liberté. A lui seul cet inconvénient aurait suffi à le condamner. D'autre part, le prix minimum ne constituait nullement une solution au problème qui se posait. Il était presque inapplicable parce que supérieur au niveau résultant du jeu normal des lois économiques. Il était une véritable prime à la production : assuré dans une certaine mesure qu'il retirerait de son blé une somme d'argent déterminée, le cultivateur n'avait aucune raison de limiter ses emblavements. Ainsi le prix minimum, obstacle à la liberté, était en lui-même une raison d'être de la continuation de la crise. « Les mesures d'assainissement ne seraient ni complètes, ni suffisantes, déclarait le Gouvernement de M. Flandin en décembre 1934, si l'agriculteur trouvait dans le maintien du prix minimum un encouragement à la production anormale ». Cette affirmation qui eut fait bondir en 1933 fut accueillie après 18 mois d'expérience comme l'expression de la réalité.

Ce n'est pas non plus sans une certaine réserve que l'on peut admettre la dénaturation ou l'exportation avec primes. Certes, ces deux moyens destinés à soulager le marché avaient-ils pour eux cette justification de contribuer à l'assainissement effectif de la situation. Néanmoins, on ne peut guère s'empêcher de déplore que ce blé, considéré comme une denrée précieuse quelques années auparavant, devienne chose dont il faut se débarrasser à tout prix, fût-ce au profit de l'étranger déjà saturé ou des animaux de ferme. Il semble que les sacrifices auxquels on s'est résolu délibérément pour arriver à ces fins auraient été mieux justifiés s'ils avaient profité à la population française. N'eût-il pas mieux valu par exemple consacrer les fortes primes prévues pour l'exportation et la dénaturation à un aménagement rationnel du taux de blutage. M. Brachard avait défendu cette idée ; il disait en 1933 que le taux de blutage devrait être fixé de manière à permettre l'absorption de la totalité des récoltes et la Commission d'agriculture de la Chambre l'avait approuvé. Pourquoi n'avoir pas adopté cette solution ? Le Gouvernement aurait porté là tous ses efforts, il aurait pu exercer un contrôle efficace, surveiller l'observation du taux officiel et il s'en serait suivi une amélioration certaine de la qualité du pain, génératrice elle-même d'une augmentation de la consommation.

Mais, somme toute, ces critiques sont plutôt théoriques et une loi se juge plus sûrement par les résultats qu'elle donne. A cet égard, l'œuvre de redressement entreprise en juillet 1933 s'est avérée inefficace ; elle n'a pas répondu aux espérances que l'on fondait sur elle et ceci aussi bien dans les détails de son application que dans son résultat d'ensemble.

2° *Difficultés d'application rencontrées.* — Est-il besoin de rappeler encore ici que le prix minimum a donné lieu à de multiples violations. Dès le mois de décembre 1933, on était obligé de reconnaître au Parlement qu'il existait un cours officiel mais que, pratiquement, les blés se vendaient à 20, 30 et 40 frs au-dessous de ce cours. On en avait la preuve tous les jours, du fait que les attestations d'emploi de blés de report donnaient lieu à un véritable trafic. Et l'on assistait à cette anomalie que le prix du blé était violé ouvertement alors que le prix du pain se maintenait en fonction du cours légal.

De même, les prescriptions relatives à la dénaturation n'avaient qu'une efficacité partielle en raison des fraudes auxquelles elles donnaient lieu. Il est arrivé souvent que le blé dénaturé est retourné à la consommation humaine, ou bien a été utilisé comme blé de semence.

Pour le taux d'extraction, on s'imagine aisément les difficultés au milieu desquelles ont eu à se débattre les contrôleurs, étant donné la variété des poids spécifiques, les différences de valeur boulangère, etc... Le Gouvernement n'était pas outillé pour faire respecter une telle mesure ou alors il aurait fallu que la question soit examinée avec soin, que l'application du taux et de ses modalités soit minutieusement étudiée. Faute d'avoir tenu compte de cela, on devait renoncer au procédé, malgré l'incontestable intérêt qu'il présentait pour la résorption des stocks.

Le report et le stockage ont donné lieu à des difficultés qui, pour être de nature différente, n'en étaient pas moins fort gênantes. Ce n'était pas le contrôle qui s'avérait insuffisant ou inefficace, c'était le Gouvernement qui se montrait incapable de respecter ses propres engagements. Les cultivateurs ont eu constamment à se plaindre de la lenteur avec laquelle on leur distribuait les primes et certains d'entre eux ne furent pas payés ou ne

le furent que partiellement. Par ailleurs, le régime spécial accordé aux coopératives pour la conservation et l'écoulement des blés constituait une sorte de prime à ces organisations. Il en est résulté une véritable poussée coopérative, une éruption de coopératives dont un certain nombre avaient un but tout autre que la mutualité.

Echec également que la transformation des méthodes d'information ! Craignant qu'il soit tenu compte de leurs déclarations pour l'établissement des impôts, les paysans se sont refusés à déclarer leurs emblavements ou les ont volontairement sous-estimés. Dans ces conditions, le Gouvernement s'est trouvé à peu près au même point qu'auparavant. Il avait des connaissances plus précises sur l'état des stocks, mais pour l'évaluation de la récolte, il en restait aux approximations, lesquelles par définition, étaient inférieures à la réalité. Il est superflu de souligner la gravité de cette lacune dont les conséquences se sont fait sentir sur toute la politique du blé. Si l'on avait connu plus tôt l'état exact du marché du blé, on aurait peut-être fait plutôt ce que le Gouvernement Flandin allait se résoudre à faire en décembre 1934.

Enfin, et comme nous avons eu déjà l'occasion de le souligner, l'application du plan a été sérieusement entravée par la question financière. En faisant voter la loi du 28 décembre 1933, le Gouvernement avait cru résoudre cette question ; il pensait avoir à sa disposition les ressources suffisantes pour mener à bien son entreprise. Mais, d'une part, les recettes se sont montrées inférieures aux évaluations cependant que d'autre part les dépenses dépassaient toutes les prévisions.

Ces quelques difficultés que nous venons de signaler et qui sont loin de représenter tous les heurts provoqués par l'application du plan ont suscité un mécontentement général. Heureux d'abord de vendre leur blé à un cours garanti, les producteurs n'ont pas tardé à changer d'avis lorsqu'ils se sont vus obligés de passer sous les fourches caudines de leurs acheteurs. Ils se sont aperçus alors qu'ils avaient fondé trop d'espérances sur les aptitudes du Gouvernement à sauver la situation (1). Il est assez

(1) Bien plus, sur l'indication des journaux professionnels, ils l'ont accusé de fausser la situation. Dans leur esprit, il n'y avait pas surproduction, mais importations massives.

normal par ailleurs que les commerçants en grains n'aient pas beaucoup apprécié le sort qui leur était fait. Enserrés dans un réseau de prescriptions, soumis au régime des enquêtes, limités quant à leurs commissions, ils ont dû, pour la plupart, abandonner leurs fonctions régulatrices habituelles. Quant aux meuniers, ils étaient de beaucoup les plus éprouvés. On leur avait imputé la responsabilité de bien des choses dont ils n'étaient pas coupables ; ils faisaient figure de fraudeurs professionnels. On les soumettait à une surveillance de geôlier, à toutes sortes de prescriptions ; on ne peut pas trouver étonnant qu'ils aient fait preuve d'un certain mécontentement.

3° *Résultats*. — Mais plutôt que d'épiloguer sur le mécontentement, sur le défaut de telle ou telle mesure, il vaut mieux, croyons-nous, présenter les résultats effectifs obtenus au moyen des lois qui viennent d'être étudiées. Une intervention hardie ne va pas sans quelques heurts ; il est préférable de ne pas se laisser hypnotiser par ces frottements et de s'en rapporter au bilan de l'expérience, lequel constitue le jugement le plus sûr de cette intervention.

A. — Au 15 juillet 1933, les disponibilités de blé se chiffraient au total de 123 millions de quintaux se décomposant comme suit :

1° Stock reporté de la récolte 1932 (dont 5,5 millions de quintaux de reports contractuels)	28 millions de qx
2° Récolte de 1933	98 » »
3° Importations d'Afrique du Nord	3 » »

Total..... 123 millions de qx

Du 15 juillet 1933 au 15 juillet 1934, l'utilisation de cette quantité s'est répartie de la façon suivante :

1° Consommation normale sur 12 mois..	87,0 millions de qx
2° Débouchés artificiels :	
Taux d'extraction	1,5 » »
Dénaturation	4,5 » »
Exportation	1,3 » »
3° Pertes par détérioration	2,7 » »

Total..... 97,0 millions de qx

B. — Au 15 juillet 1934, il restait donc $123 - 97 = 26$ millions de quintaux non écoulés de la récolte 1933 sur lesquels 22 millions avaient été reportés contractuellement, de sorte que la situation s'établissait ainsi :

Report	26 millions de quintaux
Récolte 1934	90 » »
Importations Afrique du Nord..	3 » »

Total..... 119 millions de quintaux

En face de ces disponibilités, les utilisations prévisibles étaient les suivantes :

1° Consommation normale	87 millions de quintaux
2° Pertes par détérioration ...	2,5 » »

Total..... 89,5 millions de quintaux

c'est-à-dire que l'on pouvait normalement compter sur un excédent de $119 - 89,5 = 30$ millions de quintaux en fin de campagne.

En fait, au 1^{er} décembre, 4 millions de quintaux avaient pu être éliminés à raison de 3 par l'exportation et 1 par la dénaturation. Il restait donc à ce moment un excédent prévisible de $30 - 4 = 26$ millions de quintaux.

Vraiment on se demande ce qui serait advenu si l'Etat n'était pas intervenu, car cet excédent de 26 millions de quintaux, après 18 mois d'efforts, n'était pas précisément encourageant.

CHAPITRE IV

Suppression du prix minimum et tentatives de retour à la liberté

En votant la loi du 9 juillet 1934, le Parlement avait cru réaliser le couronnement de l'œuvre législative entreprise en juillet 1933. Il pensait alors que son système, corrigé par les leçons de l'expérience, allait enfin apporter au problème du blé la solution que l'on cherchait vainement depuis deux ans.

Or, ce système, malgré ses qualités incontestables de logique, reposait sur un calcul faux. A part quelques personnalités qui ne se faisaient aucune illusion sur la conjoncture, on n'avait pas encore apprécié à leur juste valeur les progrès techniques réalisés dans la culture du blé. On persistait à croire que les récoltes 1932 et 1933 étaient exceptionnelles et l'on avait continué à chercher le dénouement de la situation dans une sorte de compromis avec la nature. En reportant les quantités excédentaires d'une année sur l'autre, le législateur assainissait une campagne, comptant bien que le retour à ce qu'il jugeait être des conditions normales viendrait faciliter de lui-même l'écoulement des quantités ainsi reportées.

Les circonstances semblèrent même lui donner raison puisque durant le temps nécessaire à la discussion de la loi et dans les jours qui suivirent, les évaluations officielles faisaient entrevoir une récolte inférieure aux besoins normaux. Sans doute la meunerie et le commerce avaient-ils de leur côté procédé à des évaluations dont les résultats étaient tout différents, mais jusqu'à preuve du contraire on s'en remettait aux chiffres du Ministère,

ceux du commerce étant tenus pour tendancieux. Aussi, ce fut presque une déception, si un tel mot peut être employé en présence d'un événement heureux en soi, lorsque les statistiques rectifiées donnèrent une fois de plus raison au commerce.

De ce jour, on commença à se demander si vraiment on ne s'était pas trompé. On se dit que réellement l'agriculture prenait une attitude obstinément surproductrice et que la tâche du Gouvernement déjà très ingrate risquait à la fois de se prolonger et de s'alourdir. Par ailleurs, la nécessité qui apparaissait de poursuivre l'effort entrepris faisait entrevoir de nouveaux sacrifices financiers qui n'étaient pas précisément souhaitables en raison de l'équilibre de plus en plus douteux du budget. A ces considérations s'ajoutaient encore les difficultés sans cesse accrues que provoquait l'application du plan : le prix minimum, même abaissé, continuait à être violé ouvertement ; tout le monde se plaignait. Enfin, malgré la sollicitude qu'on lui avait témoigné, l'agriculture persistait à demeurer dans le marasme : son pouvoir d'achat, loin d'avoir augmenté, s'était amenuisé, aggravant la sous-consommation, génératrice elle-même de la dépression générale.

Bref, on se trouvait en présence d'un malaise réel qui obligeait à reconnaître l'inefficacité des mesures adoptées au cours des deux dernières années. Par ailleurs, le compte spécial du blé devait être clos le 31 décembre 1935. On se trouvait à un tournant. Il fallait chercher d'autres solutions.

Comme dans toute circonstance analogue, les suggestions ne manquèrent pas. Tout le monde était d'accord pour reconnaître l'échec du plan de juillet 1933, même remanié, mais les conclusions que les uns et les autres tiraient de cet échec étaient diverses.

D'après le parti socialiste, on n'était pas allé assez loin dans l'intervention ; l'Etat s'était montré trop timide. Si l'on avait eu raison en instaurant le prix minimum, on avait eu tort de ne pas prendre toutes les mesures nécessaires à son exécution. On aurait dû prendre en main le marché du blé, se substituer au commerce pour se faire l'acheteur et le répartiteur du blé, et le parti socialiste de reprendre le projet d'office qu'il présentait inlassablement depuis la guerre.

Sans se rallier à cette solution extrême, d'autres estimaient que l'Etat ne devait pas abandonner l'agriculture à son triste sort. Ils ne contestaient point la valeur de l'effort déployé jusqu'à ce jour ; ils ne pouvaient pas non plus en nier l'échec. Mais ils pensaient que l'on devait au moins apporter une garantie de principe, persévérer dans la politique de soutien des cours. Tels ceux qui défendirent avec énergie le principe du prix minimum. Tel M. Tribaillet qui soutenait un système basé sur l'inégale répartition de la surproduction entre les différents départements. Tel M. Margaine qui voyait une solution dans un développement de l'organisation professionnelle. Tel enfin M. Alexandre Duval qui demandait un assainissement du marché par une intensification de la politique d'exportation.

Le Gouvernement ne partageait aucune de ces opinions. Persuadé que l'on avait fait fausse route, reconnaissant que les progrès de la culture n'étaient pas un vain mot, convaincu enfin qu'une intervention excessive ne viendrait jamais à bout des lois économiques toujours plus fortes, il se montra fermement disposé à revenir en arrière. « Seules sont applicables les constructions de l'esprit qui sont adaptables au milieu et aux circonstances » affirmait avec raison M. Flandin (1). Partant de ce principe, il réclamait une vaste opération d'assainissement comportant le sacrifice nécessaire pour relever le pouvoir d'achat de la classe agricole et contribuer ainsi au redressement économique général. Après quoi il prétendait revenir au régime libéral, sous réserve des moyens indispensables pour prévenir la surproduction.

Donc, le programme du Gouvernement supposait deux phases distinctes : d'abord une ponction énergique réalisant une adaptation de l'offre et de la demande, puis le retour à la liberté. Présenté le 4 décembre 1934 devant le Parlement, il devait rallier les suffrages de certains de ceux qui, dix-huit mois auparavant, avaient proclamé la faillite du libéralisme et devenir la loi du 24 décembre 1934. C'est cette loi dont il convient maintenant d'exposer l'économie.

(1) Débats parlementaires, C. D., 10 décembre 1934, p. 3013.

SECTION I. — L'OPÉRATION D'ASSAINISSEMENT

Fin décembre 1934, la situation du marché du blé était à peu près la suivante : il restait 75 millions de quintaux pour une consommation d'environ 50 millions de quintaux jusqu'au 15 juillet 1935, soit un excédent de 25 millions de quintaux environ.

Sur les 75 millions de quintaux de disponibilités, il y avait lieu de distinguer plusieurs catégories de blé. D'abord le blé régulièrement reporté de 1933 et non encore employé par la meunerie. Il représentait 8 millions de quintaux à peu près pour lesquels un prix de 131 fr. 50 avait été formellement garanti par la loi du 17 mars 1934. Il y avait d'autre part 22 millions de quintaux de la récolte de 1934 stockés en exécution du cahier des charges publié le 17 août 1934. Les contrats de stockage afférents à ces blés avaient été conclus alors que le prix minimum était fixé à 108 fr. et stipulaient que, pour la moitié au moins de ces blés le prix de 108 fr. serait garanti.

Le surplus, soit 45 millions de quintaux, n'avait fait l'objet d'aucun contrat : il représentait indistinctement des vieux blés de 1933 non officiellement reportés, les blés de la récolte 1934 n'ayant pas trouvé de débouchés et enfin les blés importés de l'Afrique du Nord.

Devant une pareille situation, le retour à la liberté supposait la réunion préalable de deux conditions : d'une part l'élimination des excédents, en second lieu, le respect des engagements contractés.

1° *Ecoulement des excédents.* — Le report ne constituait pas en réalité un moyen d'assurer aux excédents de nouveaux débouchés, aussi ne chercha-t-on pas à provoquer la souscription de nouveaux contrats.

En revanche, un arrangement ayant été conclu à Budapest fin novembre 1934, qui permettait l'exportation de 9 millions de quintaux de blé, le Gouvernement prétendit utiliser cet avantage pour faire sortir 5 millions de quintaux avant le 15 juillet 1935.

En second lieu, on chercha à pousser plus avant les efforts

qui avaient été faits déjà pour dénaturer le blé. Afin de réduire au minimum la concurrence faite aux blés dénaturés par l'abondance excessive des céréales secondaires, on décida de verser aux colonies une subvention destinée à leur permettre de trouver d'autres débouchés aux céréales secondaires qu'elles avaient l'habitude d'exporter en France. On comptait ainsi créer aux blés dénaturés un débouché que l'on évaluait à 4 millions de quintaux.

6 millions de quintaux devaient en outre être éliminés par voie d'achats directs opérés au compte de l'Etat. Ce troisième procédé de résorption que constituait l'achat direct était en vérité bien étatiste pour faire partie d'un projet de retour à la liberté. On ne manqua pas de le faire remarquer au Gouvernement. Mais celui-ci se retrancha derrière les nécessités de l'heure et fit valoir que la création d'un stock permanent de 6 millions de quintaux renouvelable chaque année ne serait pas du tout une mauvaise chose. Au contraire, en cas de récolte tardive, elle permettrait d'assurer la soudure sans difficultés. Peu important du reste les discussions auxquelles donna lieu le principe de l'achat par l'Etat, l'opération fut décidée et le Gouvernement chargea les services de l'intendance de se transporter à travers la France pour procéder à des achats.

Que de commentaires, de critiques n'ont pas suscité ces achats ! D'aucuns jugeaient que l'on devait les réserver aux départements excédentaires, d'autres se plaignaient que l'on défavorisait les petits producteurs, etc... Mais à la décharge du Gouvernement il faut dire qu'il lui eut été bien difficile de satisfaire tout le monde. Par ailleurs, en achetant 90 francs du blé qui en valait à peine 70, il montrait une certaine générosité que la classe agricole avait mauvaise grâce à contester.

Enfin, pour les 11 millions de quintaux qui restaient à éliminer, on utilisa la faculté que donnait le cahier des charges du 17 août 1934 de retarder l'écoulement des stocks. On pouvait ainsi décider que 11 millions de quintaux ne devraient pas être vendus par les coopératives détentrices avant le 15 juillet 1935, en sorte que jusqu'à cette date le marché aurait trouvé un équilibre normal. C'est en fait le moyen qui fut adopté, moyen dilatoire puisqu'il aboutissait à reporter un excédent d'une campa-

gne sur l'autre. Mais le Gouvernement eut soin d'ajouter qu'à cette date du 15 juillet l'excédent ainsi reporté, ainsi que tous les blés non stockés qui n'auraient pas encore trouvé acquéreur seraient pris en charge par l'Etat. En d'autres termes, l'Etat s'engageait à garantir l'écoulement à partir du 15 juillet 1935 de toutes les quantités qui resteraient encore. Libre à lui après coup de choisir la façon dont s'effectuerait l'écoulement : emploi obligatoire, dénaturation ou exportation.

Ainsi, l'opération d'assainissement se résumait de la façon suivante : sur 25 millions d'excédents, on en faisait disparaître 15 par exportation, dénaturation et achat direct ; le surplus, soit 10 millions de quintaux, auxquels s'ajoutaient les quantités négligées dans les évaluations, devait faire l'objet d'une prise en charge en fin de campagne.

En outre, pour activer l'écoulement des blés considérés comme formant les disponibilités normales, on s'efforça d'augmenter la consommation par l'amélioration du pain et l'abaissement de son prix. Les efforts qui avaient été faits dans ce sens l'année précédente n'avaient eu qu'un faible résultat : le taux d'extraction n'était pas respecté, le prix du pain fixé en fonction du prix minimum était en désaccord complet avec les cours réellement pratiqués ; bref, pour donner à la consommation une impulsion vraiment perceptible, il fallait prendre des mesures plus énergiques. Voilà pourquoi il fut décidé dans la loi du 24 décembre que la réglementation du blutage, pure fiction, serait abandonnée et qu'en échange il serait créé un type de pain de haute qualité dit pain national. Voilà pourquoi également il fût entendu que le Gouvernement procéderait à bref délai à la révision des marges de mouture et de panification. Au surplus, et pour que le pain trouve un autre motif de baisser, on réduisit le plus possible la charge imposée aux meuniers du fait de l'emploi obligatoire des blés reportés de 1933 au cours de 131,50 et des blés stockés 1934 au cours de 108. C'est surtout de ces efforts en vue de la réduction du prix du pain que le Gouvernement attendait de bons résultats plutôt que d'une amélioration de la qualité. C'était le cadeau de 0 fr. 20 par kg. qu'il voulait faire aux chômeurs pour Noël 1934.

2° *Liquidation des blés de stockage et de report.* — On se rappelle que le report de la récolte 1933 avait porté sur 22 millions de quintaux. Ces blés bénéficiaient d'une double garantie de prix et d'emploi qui, au 1^{er} janvier 1935, avait déjà permis l'écoulement de 14 millions de quintaux. Les 8 millions de quintaux qui restaient furent également payés sur la base de 131 fr. 50 qui avait été promise, mais leur utilisation s'effectua sur un rythme plus lent. On ne voulait pas en effet que les meuniers continuent à incorporer dans leurs fabrications une quantité trop forte de ces blés ; cela aurait empêché la baisse du prix du pain à laquelle le Gouvernement Flandin attachait une très grande importance. En fait, le pourcentage d'incorporation qui était précédemment de 65 % fut ramené à 15 % et la résorption dura jusqu'au 1^{er} juillet. Ajoutons que l'incorporation en meunerie ne fut pas le seul moyen auquel on eut recours pour l'écoulement de ces blés de report. Une partie fut exportée et dénaturée après versement d'une prime par l'Etat et pour que de cette manière les groupements agricoles reçoivent également les 131 fr. 50 qui leur étaient donnés par les meuniers on leur donna des attestations correspondant aux quantités qu'ils avaient exportées ou dénaturées. Ils pouvaient récupérer la différence entre le prix de 131 fr. 50 garanti en vendant ces attestations aux meuniers, lesquels pouvaient les utiliser pour justifier qu'ils avaient satisfait à leurs obligations d'emploi. S'ils ne trouvaient pas de meunier acquéreur, l'Etat leur remboursait lui-même cette différence qui, en juillet 1935, fut évaluée à 38 fr. 50 par quintal.

Les blés stockés de la récolte 1934 représentaient environ 22 millions de quintaux pour lesquels une garantie d'emploi avait été formellement donnée par le cahier des charges du 17 août 1934. Une garantie de prix avait été également stipulée, mais seulement pour la quantité qui serait écoulée avant le 15 juillet 1935, en sorte que les engagements pris ne portaient que sur une partie du stock seulement. C'est cette distinction, issue à vrai dire d'une subtile interprétation des textes, qui permit au Gouvernement de diviser le stock en deux tranches distinctes à chacune desquelles il appliqua un régime différent.

La première tranche qu'il fixa à 11 millions de quintaux devait être écoulée avant le 15 juillet 1935, c'est-à-dire qu'elle devait

bénéficier à la fois d'une garantie de débouché et du cours minimum de 108 fr. officiellement pratiqué lors de la conclusion des contrats. Afin de ramener plus près de la valeur réelle du blé ce cours qui avait été fixé à un moment où l'on n'avait pas encore mesuré l'importance de la récolte, le Gouvernement décida de verser tout de suite sous forme de bonification aux coopératives une somme de 11 fr. par quintal. De cette façon, c'était sur la base moins onéreuse de 97 fr. que devait s'opérer l'écoulement de la première tranche.

En fait, les achats de l'Etat, l'exportation et la dénaturation des blés stockés de cette première tranche, opérations qui portèrent respectivement sur 3 millions, 2,5 millions et 2 millions de quintaux, furent effectués de telle façon que les coopératives reçurent exactement 97 fr. par quintal. Pour les achats directs de l'Etat, c'était extrêmement simple ; il n'y avait qu'à s'entendre directement avec les coopératives. Pour les exportations et la dénaturation, on procéda de la même façon que pour les blés reportés. On donna aux coopératives des primes s'élevant à 40 fr. ou 75 fr. suivant qu'il s'agissait de dénaturation ou d'exportation et pour compenser la différence entre la somme réellement reçue et le prix de 97 fr. on leur délivra des attestations qu'ils pouvaient vendre aux meuniers pour permettre à ceux-ci de se libérer de leurs obligations d'emploi ou à défaut se faire rembourser par l'Etat à raison de 14 fr. par quintal.

Le surplus qui n'était pas exporté acheté ou dénaturé, soit 3 millions de quintaux environ, fut soumis à l'obligation d'emploi en meunerie. Les meuniers se libéraient de leurs obligations en achetant directement aux coopératives les blés stockés pour la somme de 97 francs.

La seconde tranche de 11 millions de quintaux pour laquelle aucune garantie de prix n'avait été stipulée fut reprise par l'Etat en fin de campagne. Elle représentait le plus gros de la quantité prise en charge par l'Etat et son emploi devait être assuré soit par incorporation obligatoire en meunerie, soit par dénaturation ou exportation. Lors du vote de la loi du 24 décembre 1934, le Gouvernement avait refusé de fixer pour cette prise en charge le cours de 97 fr. qui lui était demandé ; tout au plus s'était-il engagé avec une certaine réserve à réaliser l'opération au cours

correspondant à la moyenne des six derniers mois. Cette moyenne qui s'établissait à 79 fr. en fin de campagne devait être jugée trop peu rémunératrice par le Gouvernement Laval qui décida la prise en charge au cours de 88 francs.

3° *Moyens d'application.* — Pour mener à bien l'opération qu'il s'était engagé à réaliser, le Gouvernement devait avoir à sa disposition des moyens à la fois plus souples et plus larges que ceux dont les lois précédentes l'avaient pourvu. Aussi bien eut-il soin de réclamer au Parlement un certain nombre de modifications au régime de contrôle, au compte spécial, etc.

Il fit supprimer le régime des déclarations mensuelles imposées aux meuniers broyant plus de 12.000 quintaux, déclarations tracassières au milieu desquelles on se perdait. Par ailleurs il obtint que le Comité d'organisation et de contrôle des céréales lui apportât un concours plus effectif en lui déléguant une commission permanente chargée de la conseiller sur toutes les mesures à prendre pour réaliser l'opération d'assainissement. De même, il s'assura le concours indispensable de l'intendance pour l'exécution des achats directs et constitua un service spécial des céréales ayant sous sa dépendance tous les fonctionnaires chargés de faire exécuter les dispositions relatives au marché du blé. Enfin et surtout, il obtint qu'on lui donnât les ressources indispensables à l'application de la loi.

Cette question financière avait été un des gros obstacles au maintien du prix minimum ; faute de ressources suffisantes le Gouvernement n'avait pas pu réaliser toutes les opérations désirables. Aussi convenait-il qu'elle soit tranchée clairement et définitivement si l'on voulait réussir l'opération envisagée. Ce n'était plus d'ailleurs quelques centaines de millions, mais plus d'un milliard qu'il fallait. On comptait, en effet, dépenser 540 millions pour les achats directs, 525 millions pour la dénaturation et l'exportation, 120 millions pour la ristourne de 11 fr. aux coopératives, etc.. Une telle somme représentait un effort considérable devant lequel on hésita un peu. M. Vincent Auriol défendit un système de financement du projet qui reposait sur un achat général de blé, achat qui donnerait lieu à l'émission de traites escomptables par la Banque de France. Au lieu de recourir

à l'emprunt, onéreux par définition, M. Vincent Auriol proposait de faire jouer largement le crédit de la Banque d'émission (1). Habilement exposé, ce procédé trouva un certain nombre de partisans, mais devant la position obstinée du Gouvernement c'est le financement par voie d'emprunt qui triompha.

Le Gouvernement était autorisé à emprunter 1.500 millions, amortissables en 10 ans par les ressources du compte spécial dont le statut était élargi à cet effet. Comme l'annuité d'amortissement était très supérieure aux ressources il fallut les augmenter. De longues discussions s'élevèrent à ce sujet car on n'était pas d'accord sur les personnes auxquelles on devait demander le gros sacrifice financier. A juste titre le Gouvernement faisait valoir que le producteur, premier intéressé à l'opération, devait en faire les frais et il proposait un relèvement de la taxe à la production, relèvement de 3 à 7 fr. Mais on objecta la nécessité d'épargner les petits cultivateurs, de discriminer les régions excédentaires ou déficitaires, etc... Finalement, l'augmentation de ressources se fit de la façon suivante : la taxe à la mouture fut doublée et la taxe à la production fut portée de 3 à 4 fr., sauf abaissement dégressif suivant que les campagnes où elles s'appliqueraient seraient plus ou moins excédentaires. Notons que l'exonération de 3 quintaux accordée aux échangistes était maintenue. Elle devait être réduite à 2 quintaux par le décret-loi du 13 juillet 1935.

4° *Les résultats de l'opération.* — Il nous faut voir maintenant jusqu'à quel point l'opération de transition dont les modalités viennent d'être exposées a réussi. Pour la clarté, il convient de distinguer deux périodes : entre le 1^{er} janvier 1935 et le 15 juillet 1935, à partir du 15 juillet 1935.

C'est au 1^{er} janvier 1935 que le prix minimum était supprimé pour tous les blés ne faisant pas l'objet d'un contrat. Cette suppression devait inévitablement ramener les cours à leur niveau réel, sans que toutefois la baisse soit par trop considérable en raison des mesures d'assainissement. En fait, ce n'est pas 108 fr., prix minimum officiel au 31 décembre que l'on cota le premier

(1) Débats parlementaires, C. D., 11 décembre, p. 3092.

jour de liberté, mai bien 80 fr., c'est-à-dire le cours auquel étaient pratiquement traitées un grand nombre d'opérations avant la suppression du prix minimum. Devant ce cours de 80 fr., on ne pouvait pas trop se plaindre, car il reflétait assez bien la situation du marché. Mais il ne dura pas très longtemps ; en mai, il tomba à 70 fr., en juin à 60 fr. et au début de juillet il n'était plus qu'aux environs de 50 francs.

Cette chute des cours en fin de campagne, interprétée par beaucoup comme étant la faillite de l'expérience, n'était pas en réalité aussi désastreuse qu'on voulait bien le dire. D'une part, en effet, une grande quantité de blé avait échappé à la baisse, contribuant ainsi à donner au cultivateur une rémunération moyenne à peu près satisfaisante ; cette quantité, de 40 millions de quintaux environ, représentait tous les blés dénaturés stockés, exportés, achetés ou pris en charge pour lesquels le paiement avait eu lieu ou devait avoir lieu sur la base de 90 fr. au moins par quintal. D'autre part, si une baisse s'était produite, il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter outre mesure et surtout d'en inférer l'inanité de l'effort d'assainissement réalisé. Il fallait l'attribuer à des raisons d'ordre psychologique. « A un volant normal de soudure pour 6 à 8 millions de quintaux disséminés chez les meuniers, négociants, cultivateurs, et sans influence parce qu'indéterminé et méconnu, a été substituée la prise en charge d'un report de 12 à 14 millions de quintaux, contrôlé, affiché, en pleine lumière, et déprimant par suite beaucoup plus sérieusement les cours » (1).

Jusqu'au 15 juillet 1935, l'opération menée par le Gouvernement avait donc en partie réussi ; mais à cette date, et pour meilleure qu'elle fut par rapport à l'année précédente, la situation n'était pas encore bien brillante.

Comme pour répondre aux vœux secrets du Gouvernement, la récolte avait été de 75 millions de quintaux seulement. Mais il fallait y ajouter les quelque 3 millions de quintaux nord-africains et les 14 millions de quintaux pris en charge, ce qui faisait au total 92 millions de quintaux. En face d'une consommation estimée à 87 millions de quintaux, peut-être un peu plus si réel-

(1) *Europe Nouvelle*, 31 août 1935.

lement la politique de consommation était fructueuse, ce total de 92 millions de quintaux était encore trop important pour permettre un sérieux redressement des cours.

SECTION II. — MESURES DESTINÉES A RENDRE POSSIBLE LE MAINTIEN DE LA LIBERTÉ

« Quand l'excédent de blé sera résorbé, le problème du blé sera-t-il résolu ? Peut-être le sera-t-il pour cette année. Mais il ne le serait pas pour les années suivantes si des mesures complémentaires n'étaient prises » (1). Ces propos tenus par le rapporteur de la loi de 1934 au nom de la Commission d'agriculture montrent que l'on était revenu sur les erreurs du passé. On avait enfin compris que les récoltes abondantes considérées auparavant comme exceptionnelles étaient bel et bien devenues la règle. On s'était aperçu que l'on avait fait fausse route et que si l'on voulait réellement donner au marché du blé une liberté viable, il fallait en prendre les moyens. Aussi bien la loi de décembre ne devait-elle pas se borner à organiser une transition entre l'économie dirigée et le libéralisme, mais en même temps organiser le régime de liberté. Ces deux termes, liberté organisée par l'Etat se contredisent peut-être, mais ce n'est là qu'une apparence. Au surplus, il valait mieux prendre les précautions nécessaires, fussent-elles interventionnistes, pour rendre possible le maintien de la liberté plutôt que de s'exposer au bout de quelques mois aux récriminations de l'agriculture de nouveau en proie aux difficultés de la surproduction.

1^o *Des informations plus exactes.* — La première précaution à prendre, ou du moins celle qui conditionnait toutes les autres, avait trait aux renseignements. On sait que sous ce rapport le Gouvernement était fort mal outillé. Après avoir pendant des années proclamé l'exactitude de ses statistiques, il fut bien conduit, en face des réalités, à revenir sur cette affirmation (2) : « Je

(1) Débats parlementaires, 10 décembre 1934, p. 3005.

(2) Débats parlementaires, 10 décembre 1934, p. 3013.

ne me porte pas garant des calculs statistiques », dit M. Flandin à la tribune alors que ses prédécesseurs déclaraient formellement connaître les disponibilités à quelques milliers de quintaux près. Et pourtant, on avait essayé depuis juillet 1933 de perfectionner les moyens d'investigations ! La loi du 24 décembre 1934 revint donc sur cette question et décida de compléter les dispositions prises précédemment en ajoutant aux déclarations que devaient souscrire les cultivateurs : « Le 1^{er} avril de chaque année, précise-t-elle, tout propriétaire, fermier ou métayer produisant du blé deva déclarer à la mairie de la commune où se trouve le lieu de son exploitation :

« a) la superficie totale des terres labourables de son exploitation ;

« b) dans le cas où l'exploitation s'étend sur plusieurs communes, la superficie des terres labourables et de cellesensemencées en blé dans chacune d'elles ;

« c) la superficie des terres labourables qu'il aensemencées en blé d'hiver ;

« d) celle qu'il aensemencée ou se propose d'ensemencer en blé de printemps ;

« e) les quantités de blé qu'il a récoltées l'année précédente ».

2° Une adaptation de la production et de la consommation. —

La seconde précaution qui s'imposait pour sauvegarder le maintien de la liberté avait trait au marché lui-même, à son aménagement. Sachant que la culture était équipée pour surproduire, il fallait, ou bien arrêter son expansion, ou bien développer la consommation du blé à l'intérieur du pays, ou utiliser ces deux moyens. Faute de se ranger à l'une de ces solutions énergiques, on risquait de perdre tout le fruit du gros effort financier que l'on faisait pour ramener le marché vers la liberté. Voilà pourquoi la loi du 24 décembre 1934, plus hardie en ce sens que ces devancières, édicta des prescriptions très sévères destinées à lutter contre la surproduction.

Et d'abord, la suppression du prix minimum était en elle-même un moyen de décourager les agriculteurs. Sachant que désormais ils n'auraient pas à compter sur la garantie de l'Etat, ils ne mettraient pas autant d'ardeur à produire. Guidés par les

prix réels, établis en fonction de l'état du marché, ils ne seraient disposés à augmenter leurs emblavements que s'ils voyaient ces prix remonter et, inversement, devant des cours trop bas, ils ne chercheraient pas à déployer des efforts qu'ils jugeraient insuffisamment rémunérés.

D'un autre côté, la loi de décembre mettait un frein à la fureur surproductrice en s'attaquant délibérément aux excès d'emblavements et aux graines de semences à haut rendement. Détournés de l'élevage par la chute vertigineuse des cours, les cultivateurs s'étaient adonnés au blé ; ils y avaient consacré de plus grandes superficies et c'est enfin ce qui avait amené l'engorgement du marché depuis 1932. La loi du 28 décembre 1933 avait apporté un frein en vérité bien léger à cette ruée en interdisant de semer du blé sur une terre qui en a déjà porté l'année précédente et en interdisant les semences de printemps sur des terrains autres que ceux normalement destinés aux emblavements d'automne ; mais il fallait aller plus loin et c'est pourquoi l'article 1^{er} de la loi du 24 décembre 1934 édicta les prescriptions suivantes :

« Il est interdit d'ensemencer en blé des superficies supérieures à celles consacrées par les usages locaux pour l'assolement.

« Il est également interdit de cultiver du blé sur une terre qui a déjà porté cette céréale l'année précédente, sauf dans les régions où cette pratique est de tradition et sous réserve d'une superficie d'un hectare pour l'alimentation familiale.

« Il est enfin interdit d'augmenter par exploitation les superficies ensemencées en blé par rapport à la moyenne des trois années précédentes. Toutefois, pour l'année 1935-1936, cette moyenne sera calculée sur les deux campagnes précédentes. »

A vrai dire, ces dispositions constituaient plutôt une limitation qu'une réduction des emblavements et ne constituaient donc pas en elles-mêmes un remède suffisant à la situation. Par ailleurs, il était bien difficile d'en assurer le respect car, malgré la sanction de 1.000 francs d'amende par hectare ensemencé en fraude, les cultivateurs étaient pour la plupart assurés de déjouer la vigilance des contrôleurs. Aussi bien, en définitive, constituaient-elles plutôt l'expression d'un revirement que la politique d'action consécutive à ce revirement.

Plus efficaces risquaient de se montrer les prescriptions touchant aux blés de semence. C'étaient les grainetiers, en cela encouragés par le Gouvernement lui-même, qui avaient le plus contribué au développement des rendements. On se rappelle encore cette phrase couramment prononcée après la guerre et d'après laquelle la France devait regagner le terrain perdu et devenir exportatrice. Les sélectionneurs avaient répondu à cet appel en créant des hybrides d'une résistance et d'une productivité sans cesse en progrès. Mais au moment où ils avaient répandu des variétés susceptibles de donner le rendement formidable de 75 quintaux à l'hectare, ils avaient amené la surproduction et ce furent leurs progrès, les résultats de leurs laborieux efforts que l'on s'est trouvé obligé d'enrayer, de regretter. Il a fallu en arriver à restreindre les variétés ainsi créées. Le Ministre de l'Agriculture a été autorisé à « réviser et limiter la liste des variétés de blés de semence qui pourront être mises en ventes ».

C'est ce moyen, répondant avant tout au désir de limiter la production, que l'on jugeait par ailleurs comme un des plus sûrs pour obtenir une augmentation de la consommation. Depuis quelque temps déjà on avait attribué la mauvaise qualité du pain à la nature des semences employées. Celles-ci avaient perdu en qualité ce qu'elles avaient gagné en quantité. Pour injuste qu'il soit, ce raisonnement n'en avait pas moins recueilli de nombreux adeptes et le Gouvernement lui-même pensait faire jouer la faculté qui lui était donnée de réviser la liste des variétés, de manière à éliminer les blés ne présentant pas des qualités boulangères déterminées.

Afin également d'augmenter la consommation du pain, on se rappelle que des mesures avaient été prises qui tendaient à en améliorer la qualité et en abaisser le prix. Ces mesures, qui venaient faciliter l'effort d'assainissement entrepris par le Gouvernement dans le but de redonner sa liberté au marché ne présentaient pas le caractère exceptionnel des achats de blé, exportations, etc... Elles devaient poursuivre leur effet par la suite et contribuer au rétablissement de l'équilibre du marché.

CHAPITRE V

Le Gouvernement Laval et l'assainissement du marché

La loi du 24 décembre 1934 avait permis de franchir une étape importante dans le sens d'un retour vers le libéralisme. Son influence ne fut cependant pas décisive au point de justifier, au seuil de la nouvelle récolte, le relâchement de l'emprise étatique sur le marché du blé. Si mauvaise qu'elle fut, cette nouvelle récolte ne pouvait en effet, à elle seule résoudre le problème ; il restait encore les quelque 12 millions de quintaux pris en charge, le stock de 6 millions de quintaux acheté par l'Etat, quantité à laquelle devaient normalement s'ajouter les importations nord-africaines. Cela faisait au total bien plus de 90 millions de quintaux, en face d'une consommation atteignant à peine 87 millions de quintaux et d'un marché mondial, en voie d'amélioration, mais toujours sursaturé. Au surplus, la crainte d'une prochaine offensive de la surproduction n'était pas complètement écartée, il fallait envisager cette éventualité et renforcer en conséquence la position que l'on venait de prendre afin d'obtenir la « liberté organisée ».

Ainsi s'expliquent les deux principaux sujets de préoccupation qui ont dominé la politique du blé depuis juillet 1935 : d'une part continuer l'œuvre d'assainissement entreprise et facilitée par le déficit de la production, de l'autre, fortifier l'organisation agricole, la simplifier et l'améliorer aux fins de prévenir et de remédier au retour éventuel de la surproduction.

SECTION I. — L'ASSAINISSEMENT DU MARCHÉ

Les excédents pris en charge à la fin de la campagne 1935 et le stock constitué par voie d'achats directs en exécution de la loi du 24 décembre 1934 représentaient un lourd fardeau dont l'Etat tenait à se décharger au plus vite. Dès le début de juillet, il entreprit d'en assurer l'écoulement ; tant pour assurer le respect du prix fixé lors de la prise en charge que pour éviter de concurrencer trop directement les blés nouveaux, il lui fallut recourir aux mesures de coercition dont il avait fait usage précédemment en vue d'écouler les blés reportés et stockés. Voici exposée rapidement la manière dont fut menée l'opération.

1° *Blés stockés de la récolte 1934 bénéficiant d'une garantie de prix à 97 francs.* — Ces blés formaient le reliquat de la tranche de 11 millions de quintaux pour lesquels le prix de 108 francs avait été formellement garanti et dont les détenteurs avaient déjà reçu le paiement partiel sous forme d'une prime directe de 11 francs par quintal. Le Gouvernement, par décrets successifs des 27 et 29 juin 1935, en décida la liquidation dans l'intervalle compris entre le 29 juin et le 25 juillet : à cet effet il obligea la meunerie à les incorporer dans ses farines à raison de 75 %. Le surplus inécoulé au 15 juillet fut vendu aux meuniers qui n'avaient pas encore satisfait à leurs obligations d'emploi, dénaturé ou exporté (1). Les opérations de dénaturation et d'exportation donnaient droit à une prime en même temps qu'à la délivrance d'attestations dont la vente à la meunerie ou, à défaut, le remboursement par l'Etat devait combler la différence entre le prix garanti de 97 francs et le prix réellement touché par le producteur après dénaturation ou exportation.

2° *Blés pris en charge.* — Ils représentaient de beaucoup le plus gros morceau, avec 11 ou 12 millions de quintaux. Dès le 16 juillet, c'est-à-dire après l'expiration des obligations imposées pour les blés stockés, le Gouvernement fixa à 50 % la proportion

(1) Décret-loi du 13 juillet 1935 ; *J. O.*, 14 juillet 1935.

de ces blés que les meuniers devaient incorporer dans leurs farines (1). Le 5 août (2), il ramena la proportion à 25 %, pour la relever à 40 % jusqu'au 31 décembre 1935 (3). Il obtint de cette façon une résorption très rapide (4) qu'il paracheva en distribuant, à compter du 27 novembre, une prime de 30 francs par quintal pour la dénaturation.

L'opération se poursuivit dans des conditions analogues à celles qui avaient présidé auparavant à l'écoulement des blés stockés ou reportés des campagnes précédentes et de manière à assurer aux producteurs l'encaissement d'une somme de 88 francs par quintal promise lors de la prise en charge. En d'autres termes, les meuniers durent continuer à se faire délivrer par leurs vendeurs des attestations qu'ils présentaient ensuite au contrôle pour justifier qu'ils s'étaient conformés à leurs obligations d'emploi. Par ailleurs, les meuniers travaillant à façon ou par voie d'échange demeurèrent dispensés des obligations d'emploi. La seule modification qui ait été réalisée porta sur le contrôle : on s'était aperçu que divers meuniers parvenaient à se soustraire à leurs obligations en profitant du caractère personnel de celles-ci. Le décret-loi B du 13 juillet les en empêcha en décidant que les obligations d'emploi seraient non plus attachées au nom de l'exploitant mais au moulin.

3° *Vente du stock de sécurité constitué en exécution de la loi du 24 décembre 1934.* — L'article 6 de la loi du 24 décembre 1934 prévoyait que le stock ainsi constitué ne pourrait être écoulé sur le marché tant que le pourcentage d'incorporation des blés indigènes imposé aux meuniers en exécution de la loi du 1^{er} décembre 1929 resterait fixé à 100 %. Cette condition justifiée par le désir de ne pas aggraver l'état de saturation du marché n'était évidemment

(1) Décret-loi du 13 juillet 1935 ; *J. O.*, 14 juillet 1935.

(2) Décret du 3 août 1935 (*J. O.* du 4 août), modifié par décret du 11 septembre (*J. O.* du 12 septembre).

(3) Décret du 23 novembre ; *J. O.* du 26 novembre.

(4) Dans l'intervalle compris entre le 16 juillet et le 6 septembre, 2.615.000 quintaux ont été résorbés.

pas réalisée en 1935. Mais, d'autre part, les stocks conservés par l'Intendance risquaient de se détériorer et il convenait de s'en défaire le plus rapidement possible. Aussi le Gouvernement eut-il recours à un moyen détourné : par décret du 23 novembre 1935, il décida de mettre tout ou partie de son stock en vente, sous condition que les acquéreurs s'engagent à exporter à l'étranger une quantité de blé correspondant à celle qu'ils voulaient lui acheter. De cette manière, le marché indigène ne risquait pas de se voir imposer un nouvel excédent : mais en définitive, obligé de céder son blé à un prix suffisamment bas pour permettre l'exportation, le Gouvernement consentait en même temps un sacrifice financier important dont le compte spécial était appelé à faire les frais.

4° *Constitution d'un stock pour la récolte 1935.* — La vente simultanée des blés pris en charge de l'année précédente et de ceux récoltés en juillet 1935 s'opérant en début de campagne aurait pu entraîner une nouvelle chute des cours dont on ne voulait à aucun prix. On chercha à échelonner la vente des nouveaux blés de manière à la faire jouer surtout en fin de campagne : à cet effet, le Gouvernement décida la constitution d'un stock (1) analogue à ceux qui avaient été déjà formés depuis 1930, c'est-à-dire dont la conservation devait être garantie par les groupements agricoles. La disparition du prix minimum nécessita cependant une légère modification des conditions de stockage : il fallut en effet redonner aux souscripteurs de contrat sous forme d'une prime d'entretien, la compensation que ne donnait plus le calcul progressif du prix minimum. Mais, constatation importante, il ne fut plus question dans les nouveaux contrats d'une garantie de prix à l'échéance. Les coopératives s'engageaient à conserver leur blé, mais l'écoulement devait se faire à leurs risques et périls. C'est là le premier témoignage montrant que l'on avait une fois pour toutes renoncé à fournir des garanties onéreuses et pratiquement difficiles à respecter.

(1) Décret et cahier des charges du 2 août 1935 ; *J. O.*, 4 août.

SECTION II. — LES MODIFICATIONS APPORTÉES AU RÉGIME DE DÉFENSE DE MARCHÉ DU BLÉ

Les simplifications et les réformes apportées par la loi du 24 décembre 1934 n'avaient pu encore mettre au point une législation dont l'élaboration hâtive et audacieuse avait fait un ensemble touffus et d'application difficile, sinon impossible. De toutes parts, les réclamations continuaient à affluer : les producteurs se plaignaient que les engagements pris à leur endroit n'étaient pas tenus ; de leur côté, les représentants de la grande meunerie déclaraient insupportable et inefficace un régime comportant à la fois une dualité de prix et des mesures de contrôle tracassières, mais d'effet douteux. Bref, une nouvelle simplification s'imposait : en même temps que l'on devait abandonner une fois pour toutes les garanties de prix, il était nécessaire de renoncer à contrôler 4 millions de producteurs pour établir un système moins lourd et plus opérant. Ce fut la raison d'être des dispositions qu'à l'abri des vaines discussions le Gouvernement de M. Laval inséra dans différents décrets-lois et notamment celui du 30 octobre visant spécialement l'organisation et la défense du marché du blé. Ce sont ces dispositions et leur portée qu'il y a lieu d'examiner maintenant.

1°. *Evaluation des disponibilités.* — On se rappelle que sous l'empire des dispositions modifiées par la loi du 24 décembre 1934 et inscrites aux articles 1 et 2 du décret de codification du 17 mars 1935, cette opération devait se faire au moyen d'une double déclaration des cultivateurs, l'une portant sur les superficies emblavées, la seconde sur les stocks de plus de 10 quintaux en fin de campagne. Cette seconde déclaration ne fut pas exigée en 1935 (1) ; en revanche, le décret-loi du 30 octobre décida la constitution d'une commission départementale chargée d'évaluer la récolte de l'année entre le 15 et le 31 août. Heureuse à certains égards, cette innovation ne saurait cependant être considérée comme la solution définitive du problème, car fut-elle

(1) Décret-loi B du 13 juillet 1935, art. 4.

réalisée au 31 août par des personnalités dignes de confiance, l'évaluation demeurerait tardive et en tout cas postérieure à celle du commerce des blés.

2° Dispositions relatives à l'assainissement du marché. — D'après le décret de codification du 17 mars 1935, le Gouvernement était autorisé, en cas de surproduction, à réaliser l'assainissement du marché par des procédés suivants : stockage, dénaturation, exportation, achats directs. Il pouvait recourir à ces différents moyens dans le cadre étroit des prescriptions qui lui avaient été imposées par le Parlement.

La transformation décidée par le décret du 30 octobre a consisté à simplifier sa tâche. Sauf les dispositions touchant au stockage qui ont été maintenues, le fonctionnement des autres opérations a été profondément modifié. D'une part, les achats directs ont été supprimés ; d'autre part, la dénaturation et l'exportation ont été abandonnées à la discrétion du Gouvernement, sous réserve qu'il prélève les quantités à éliminer chez les meuniers. C'est là, à vrai dire, l'innovation capitale et celle qui répondait aux suggestions maintes fois réitérées de la meunerie. En effet, au lieu de s'adresser aux 4 millions de producteurs de blé, les moyens d'assainissement seront désormais mis en œuvre par les seuls meuniers. On ne saurait contester l'intérêt d'une telle simplification qui forme l'un des moyens les plus sûrs de remédier aux difficultés de contrôle provoquées auparavant par la multitude des détenteurs de blé désireux de participer à l'œuvre d'assainissement.

3° Direction et contrôle des mesures d'assainissement. — Le décret du 17 mars 1935 confiait à un « comité national d'organisation et de contrôle des céréales » assisté et renseigné par des comités départementaux le soin d'éclairer le Ministre de l'Agriculture sur l'opportunité des mesures à prendre pour assainir le marché. Organisme hétérogène, de réunion difficile, ce grand comité n'ayant pratiquement joué aucun rôle a été relégué au second plan par le décret du 30 octobre qui, en revanche, a donné à l'Assemblée des Présidents des Chambres d'agriculture, créée par un décret de même date, les mêmes pouvoirs. Désormais,

par conséquent, l'agriculture se trouve assurée d'avoir une participation essentielle dans la direction du marché qui l'intéresse le plus vivement

Cette réforme apportée à l'état-major de direction a été doublée par ailleurs de modifications substantielles apportées au contrôle. Comme nous l'avons précédemment fait observer, le Gouvernement s'est rendu aux suggestions de la meunerie qui proposait de supporter elle-même tout le poids du contrôle. Auparavant, il fallait surveiller les coopératives détentrices de stocks, les demandes d'exportation et de dénaturation présentées par une foule de cultivateurs et vérifier, pour chacun d'eux, l'authenticité de ses déclarations et la sincérité de ses opérations. Désormais, deux catégories d'assujettis seulement, catégories limitées en nombre l'une et l'autre, sont assujetties au contrôle.

D'une part, les coopératives souscriptrices de contrats de stockage, soumises aux vérifications des contributions indirectes et autres agents de contrôle.

D'autre part, les moulins : c'est à ces derniers qu'il appartiendra désormais de fournir le stock que le Ministre de l'Agriculture, assisté de l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture, aura décidé d'éliminer. Mais, pour que cette obligation et toutes autres prescriptions relatives à la mouture soient rigoureusement appliquées, le décret du 30 octobre a décidé :

a) qu'aucun moulin nouveau ne pourrait être ouvert à dater du 1^{er} novembre 1935 (ainsi le champ du contrôle se trouve limité une fois pour toutes, cependant que sont rendues impossibles les créations de moulins nouveaux dans le dessein de tourner la loi) ;

b) que l'écrasement annuel d'un moulin ne pourrait dépasser l'écrasement maximum effectué dans l'une des années 1932, 1934 ou 1935 (1) ;

c) que les titres de mouvement nécessaires aux meuniers pour la livraison des farines ne leur seraient délivrés que sur justifi-

(1) Ces dispositions s'inspiraient manifestement de celles que le Gouvernement Flandin avait voulu faire adopter en matière d'accords professionnels.

cation d'exécution de leurs obligations et seraient nécessairement des acquits-à-caution (1).

Tel est donc le régime simplifié qui doit s'appliquer désormais pour le contrôle des dispositions relatives au marché du blé. Ces dispositions, rappelons-le, sont les suivantes :

Pour les coopératives souscriptrices de contrats de stockage, obligation de conserver le blé indiqué au contrat et de respecter les conditions indiquées pour l'échelonnement de la vente ;

Pour les meuniers, jusqu'à résorption complète des quantités de blé prises en charge, obligation d'emploi de ces blés ; à partir de ce moment, obligation d'emploi des blés stockés, fourniture des blés dont le Gouvernement aura décidé l'élimination ou l'exportation, paiement de la taxe à la mouture, respect du type de farine établi par la loi, etc...

4° *Moyens financiers.* — Voilà quel fut, depuis juillet 1933, la principale source des difficultés. Toutes les taxes dont la création avait été décidée pour le financement des opérations d'assainissement du marché du blé avaient en effet donné un rendement inférieur aux prévisions. Celle sur laquelle on comptait pour obtenir l'essentiel des ressources, la taxe à la production, s'était avérée particulièrement mal comprise. Intéressant un nombre trop important de redevables et comportant des exonérations abusives, elle ne frappait en définitive qu'un nombre relativement restreint de producteurs et se heurtait à de multiples difficultés de perception. Un premier décret-loi du 13 juillet 1935 avait légèrement modifié le régime des exonérations, mais le succès obtenu de ce côté fut insignifiant et il fallut en venir à la solution énergique préconisée par la meunerie. Le décret-loi du 30 octobre supprima la taxe à la production et la remplaça par une taxe de licence annuelle imposée aux moulins en fonction de leur puissance d'écrasement. Désormais, par conséquent, la perception des redevances nécessaires au financement de l'organisation se trouve intégralement reportée sur la meunerie.

(1) On sait que sous le régime de l'acquit-à-caution, le produit doit obligatoirement être présenté à son arrivée.

SECTION IV. — L'AMÉLIORATION CONSTATÉE AU DÉBUT DE 1936
ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

La situation du marché français du blé au début de mars 1936 n'était en rien comparable à celle que l'on pouvait encore déplorer en juillet 1935. Les cours, durant cette courte période, ont en effet marqué une progression indiscutable, se relevant de 50 francs à près de 100 francs.

Faut-il voir là le résultat du revirement de la politique céréalière amorcée en décembre 1934 et poursuivie sous le ministère du Gouvernement Laval ? Dans une certaine mesure, il est possible de répondre à cette question par l'affirmative. La ponction vigoureuse opérée sur les disponibilités de la campagne 1934-1935, l'élimination d'une partie des excédents ont indiscutablement soulagé le marché d'un poids dont l'influence aurait certainement retardé la hausse des cours. Par ailleurs, l'écoulement prudent des stocks pris en charge et l'échelonnement des ventes portant sur une partie des blés 1935 ont certainement contribué à enrayer les offres massives qui, au cours des années précédentes, avaient été génératrices d'un effondrement désastreux.

Il ne faut pas se dissimuler toutefois que le plus gros du travail accompli, le facteur le plus décisif, a été la nature. Seul, en effet, le déficit de la récolte 1935 a permis aux excédents des années précédentes de trouver un débouché qui, sans cela, serait demeuré problématique. D'autre part, les pluies abondantes de cet hiver ayant altéré quelque peu les ensemencements d'automne, la perspective de la prochaine récolte se présente actuellement sous un aspect défavorable. Le producteur a conscience que les stocks se raréfient et, spontanément, il ajourne ses ventes, comptant sur un nouveau relèvement des cours. Actuellement donc, il semble que l'on soit sur le point de voir se terminer la période tourmentée au milieu de laquelle, pendant plus de trois ans, la production française vient de se débattre.

CONCLUSION

Au terme de cette étude qui embrasse toute la période comprise entre le 1^{er} août 1921 et la fin de la campagne 1935-1936, il est bon de rappeler en quelques mots le résumé de la politique du blé suivie pendant ces quinze années.

Dans une première période, préoccupé d'assurer le ravitaillement de la population, de redresser notre balance commerciale, de « sauver le franc », le Gouvernement a cherché par tous les moyens à relever la production durement éprouvée par la guerre. Puissamment aidé par les circonstances économiques et notamment l'insuffisance présumée de la production mondiale, il a réussi.

Mais ce succès s'est révélé si brutalement que personne n'a voulu y croire. Toujours soucieux de sauvegarder le producteur, de l'encourager, les Pouvoirs publics ont d'abord cherché à enrayer les méfaits de la surabondance de manière à assurer au cultivateur une rémunération minimum. Ils ont été conduits ainsi à tenter une des plus vastes expériences d'économie dirigée qui ait jamais été faite en France.

L'échec de cette expérience, les difficultés multiples qu'elle a entraînées l'ont fait abandonner. On a constaté enfin que les lois économiques étaient les plus fortes et, en toute hâte, on a cherché à revenir au régime libéral.

Ainsi, après s'être fait la providence de l'agriculture, après avoir englouti en vain des sommes considérables, l'Etat a dû reconnaître son impuissance devant les lois de l'économie, lois pourtant jugées surannées. Désormais, enrichie par l'expérience,

l'agriculture saura que c'est en elle-même qu'elle doit trouver son meilleur défenseur.

En fait, avant la guerre où le régime libéral existait, les récoltes étaient aussi abondantes que de nos jours. « De crises, il y en eut peu : le commerçant stockait lorsque les cours baissaient ou que la meunerie se retirait du marché. En cas de hausse des prix, les stocks du commerce venaient diminuer les écarts, stabilisaient les cours des farines et du pain ; les grosses quantités absorbées par le commerce et la meunerie, quantités ignorées, disséminées un peu partout, allégeaient le marché sans que l'Etat ait à faire de sacrifices ruineux pour les finances publiques et inopérants pour les producteurs ; l'initiative privée détruite aujourd'hui par les mesures étatistes y suffisait » (1).

(1) *La Cote Hebdomadaire Bodenheimer*, 1^{er} janvier 1936, p. 26.

Vu : *Le Président de Thèse,*

Vu : *Le Doyen,*

TRUCHY,

E. ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

OUVRAGES CONSULTÉS

- Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture. — Comptes rendus.
- Budgets du Ministère de l'Agriculture. — Rapports annuels.
- BARBET (Emile). — *Contre le Malthusianisme et le gaspillage en Agriculture : une Politique agricole d'expansion et d'exportation.* 1919.
- BERNIER. — *Rapport C. D.*, n° 7331 du 18 mars 1924.
- CANTENOT (Pierre). — *La question du blé depuis la guerre.* Paris, 1930.
- CARRET (J.). — *Le marché du blé. Sa réglementation en France.* Besançon, 1934.
- Congrès des Productions végétales à l'Exposition coloniale internationale de Paris. Juin 1931.
- Conseil National Economique. — *La situation des principales branches de l'économie nationale.* J. O., 28 juillet 1931.
- Caisse Nationale de Crédit agricole. — *Rapports sur les opérations faites par les Caisses régionales de Crédit agricole mutuel.*
- DANNEMULLER (J.). — *La politique française du blé.* Bar-le-Duc, 1924.
- DUVAL (Alexandre). — *Rapports C. D.* n° 2364 du 7 novembre 1929 et *C. D.* n° 3485 du 19 juin 1930.
- FERNAGUT (Bernard). — *Le redressement agricole par l'Association professionnelle.* Paris, Toulouse, 1932.
- HEVESY (Paul de). — *Le problème mondial du blé.* Paris, Alençon, 1934.

- Institut International d'Agriculture. — *La coopération agricole*.
Rome, 1932.
- LAMOR (Henry). — *Le problème national et international du blé*.
Paris, 1931.
- LANGLOIS (Jean). — *La politique du blé en France de 1914 à 1925*.
Paris, 1927.
- MASPETIOL et DEMOUGEOT-PERRON. — *La crise du blé en France
et dans le monde*. Paris, 1935.
- MENASSEYRE (Robert). — *Politique du blé*. Paris, 1934.
- RAIBERTI. — *Rapport Sénat*, n° 702 du 12 décembre 1924.
- SIROL (Jean). — *Les problèmes français du blé*. Paris, 1934.

Documentation statistique

- Annuaire international de statistique agricole*.
- Annuaire Lambert*. — Statistique des engrais et produits chimiques.
- Statistique agricole annuelle*.
- Statistique du Commerce extérieur*.
- Statistique générale de la France*.
- Journal de la Société de Statistique de Paris*. Janvier 1936.
-

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

PÉRIODE DE DISETTE

PRELIMINAIRES	7
TITRE PREMIER. — Intensification de la Production.	10
CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS	10
CHAPITRE II. — LES CONDITIONS DE LA PRODUCTION	13
1° Les méthodes de culture	14
2° Sélection des semences	16
3° L'outillage agricole	18
4° La politique des engrais	19
5° Le Génie rural. — Electrification des campagnes	22
6° La main-d'œuvre	24
7° L'enseignement agricole	25
8° Les groupements agricoles	27
9° La fiscalité	32
CHAPITRE III. — LE PRIX DU BLÉ	37
<i>Section I.</i> — Politique douanière	39
<i>Section II.</i> — Organisation de la vente des blés....	46
<i>Section III.</i> — La vente des blés a-t-elle été rému- nératrice ?	51

TITRE DEUXIEME. — La Politique du Blé au regard de la consommation	57
CHAPITRE PREMIER. — RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION.	57
<i>Section I.</i> — Prohibition d'exportation	58
<i>Section II.</i> — Limitation des emplois du blé	63
<i>Section III.</i> — Autres facteurs qui ont contribué à réduire la consommation	69
CHAPITRE II. — LE PRIX DU PAIN	73
<i>Conclusions sur la Première Partie</i>	<i>76</i>
1° Résultats obtenus	76
2° Situation créée par la politique du blé	78
3° Les Pouvoirs publics en face de cette nouvelle situation	82

DEUXIEME PARTIE

PÉRIODE DE SURPRODUCTION

GENERALITES	89
TITRE PREMIER. — De Juillet 1929 à Juillet 1932..	94
CHAPITRE PREMIER. — LA RÉCOLTE DE 1929	94
<i>Section I.</i> — Arrêt des importations	97
<i>Section II.</i> — Accroissement des débouchés du blé	102
<i>Section III.</i> — Organisation de la vente	104
<i>Section IV.</i> — Commentaires et résultats	107
CHAPITRE II. — LES DEUX RÉCOLTES DÉFICITAIRES DE 1930 ET 1931	111
TITRE II. — Depuis Juillet 1932	116
CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS	116

CHAPITRE II. — LES DIFFICULTÉS RECOMMENCENT	119
<i>Section I.</i> — Arrêt des importations	121
<i>Section II.</i> — Recherche des débouchés	129
<i>Section III.</i> — Aménagement du marché	129
CHAPITRE III. — LE PRIX MINIMUM	129
<i>Section I.</i> — Le prix minimum	133
<i>Section II.</i> — Création des conditions économiques nécessaires au maintien du prix minimum	136
§ 1 ^{er} . — Réduction des offres	137
§ 2. — Elargissement des débouchés	148
<i>Section III.</i> — Dispositions relatives à l'application du plan	156
<i>Section IV.</i> — Commentaires	166
CHAPITRE IV. — SUPPRESSION DU PRIX MINIMUM ET TENTA- TIVES DE RETOUR A LA LIBERTÉ	172
<i>Section I.</i> — L'opération d'assainissement	175
<i>Section II.</i> — Mesures destinées à rendre possible le maintien de la liberté	183
CHAPITRE V. — LE GOUVERNEMENT LAVAL ET L'ASSAINIS- SEMENT DU MARCHÉ	187
<i>Section I.</i> — L'assainissement du marché	188
<i>Section II.</i> — Les modifications apportées au régime de défense du marché du blé	191
<i>Section III.</i> — L'amélioration constatée au début de 1936 et les perspectives d'avenir	195
CONCLUSION	197

